TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 345 - DÉCEMBRE 2022

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 345

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Le recul de l'offre soutient les prix
    - Consommation stable, mais reprise des imports
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Hausse des cours
- Femelles
  - Europe
    - Dynamiques divergentes des cours
- Maigre
  - Exportations dynamiques vers l'Algérie
- Veaux de boucherie
  - Les abattages de veaux en chute depuis deux mois
- Veaux nourrissons
  - Vers une nouvelle année d'exports record vers l'Espagne

Lait de vache
- Collecte laitière
  - La reprise de la collecte semble de courte durée
- Marché des produits laitiers
  - Les prix du lait ont-ils atteint un sommet ?
- Consommation
  - Lait bio : La déconsommation se poursuit face à une reprise de la production

Viande ovine
- France
  - La cotation se stabilise à un haut niveau
- UE et monde
  - La moindre demande européenne contient la remontée des cours

Lait de chèvre et viande
Lait de chèvre
- La collecte laitière dynamique malgré la sécheresse estivale

Prix du lait de chèvre
- Hausse moins rapide du prix du lait que des charges

Les filières lait de brebis des pays du pourtour méditerranéen

Hausse des cours

Dernière révision le 19 décembre 2022

A l'approche des fêtes, les prix des veaux gras, des jeunes bovins et des femelles de race à viande sont à la hausse. La demande est certes affectée par l'inflation, mais l'offre reste globalement limitée en France comme dans le reste de l'Europe.

En broutards, la forte demande de l'Algérie et de la Tunisie soutient les prix. En revanche, les cours des petits veaux demeurent sous pression. Pour ces animaux, seul le débouché espagnol reste dynamique. 2022 sera sans doute encore une nouvelle année d'exportations record de veaux laitiers français.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

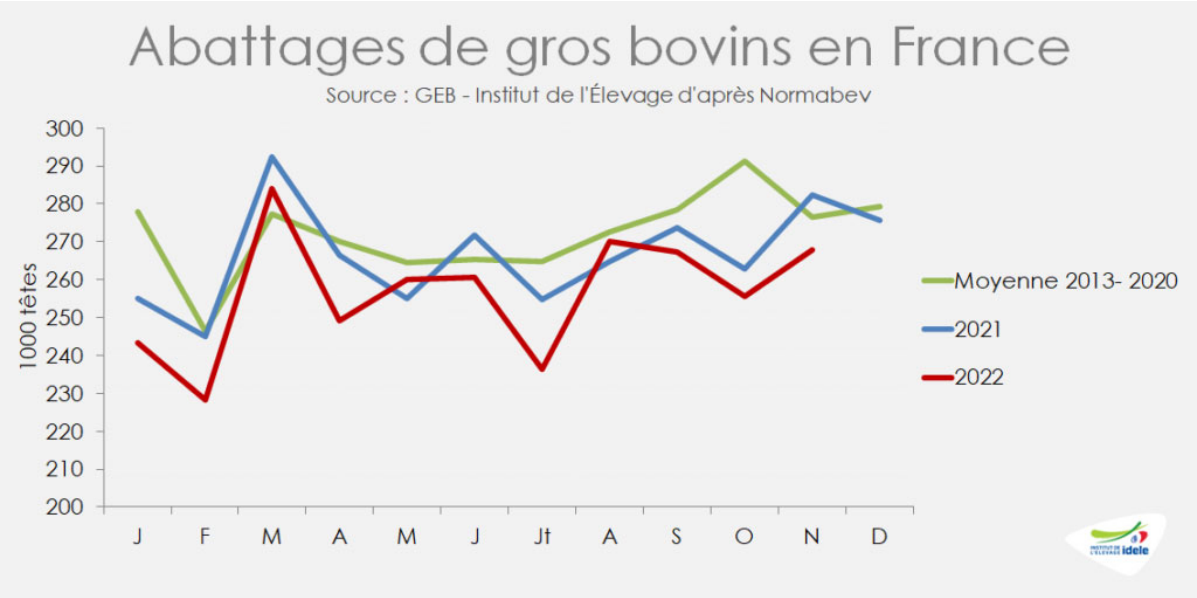
Le recul de l'offre soutient les prix

Dernière révision le 19 décembre 2022

Avec des cheptels réduits, les abattages sont en recul. Les prix restent donc orientés à la hausse, mais celle-ci ne compense qu'une partie de l'augmentation des charges.

Les abattages demeurent réduits

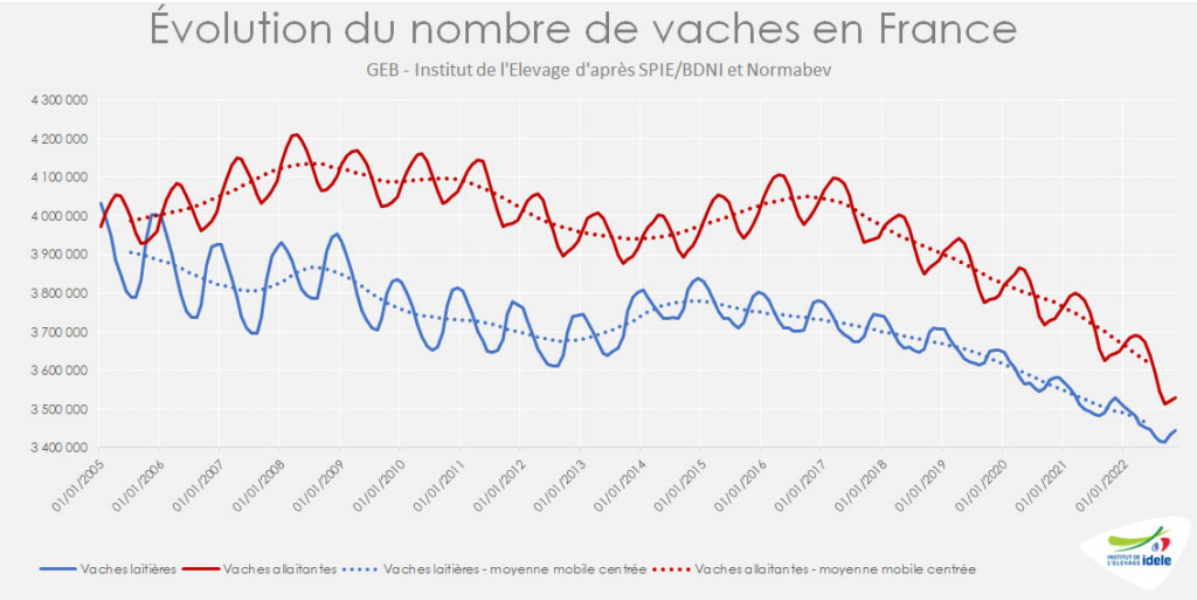
En novembre, les abattages de gros bovins ont totalisé 268 000 têtes, soit une baisse significative par rapport aux années précédentes (**-5% /2021** et -3% par rapport à la moyenne 2013-2020). La baisse a atteint -8% pour les vaches laitières, -6% pour les vaches de type viande, -11% pour les jeunes bovins laitiers, -3% pour les génisses et -1% pour les bœufs. Seuls les jeunes bovins de type viande ont été un peu plus nombreux qu'il y a un an : +1% /2021 .



En cumul sur les 11 premiers mois de l'année, 2,82 millions de gros bovins ont été abattus, soit **-3,5% /2021**. Les catégories qui ont enregistré les plus fortes baisses sont les JB laitiers (-15%), les vaches laitières (-7%), les bœufs (-6%) et les JB de type viande (-3%). Les abattages de vaches de type viande et de génisses ont été quasiment stables sur 11 mois (respectivement -0,4% et +0,1% /2021), témoignant de la poursuite de la réduction du cheptel allaitant.

La décapitalisation se poursuit, dans le cheptel laitier comme dans le cheptel allaitant

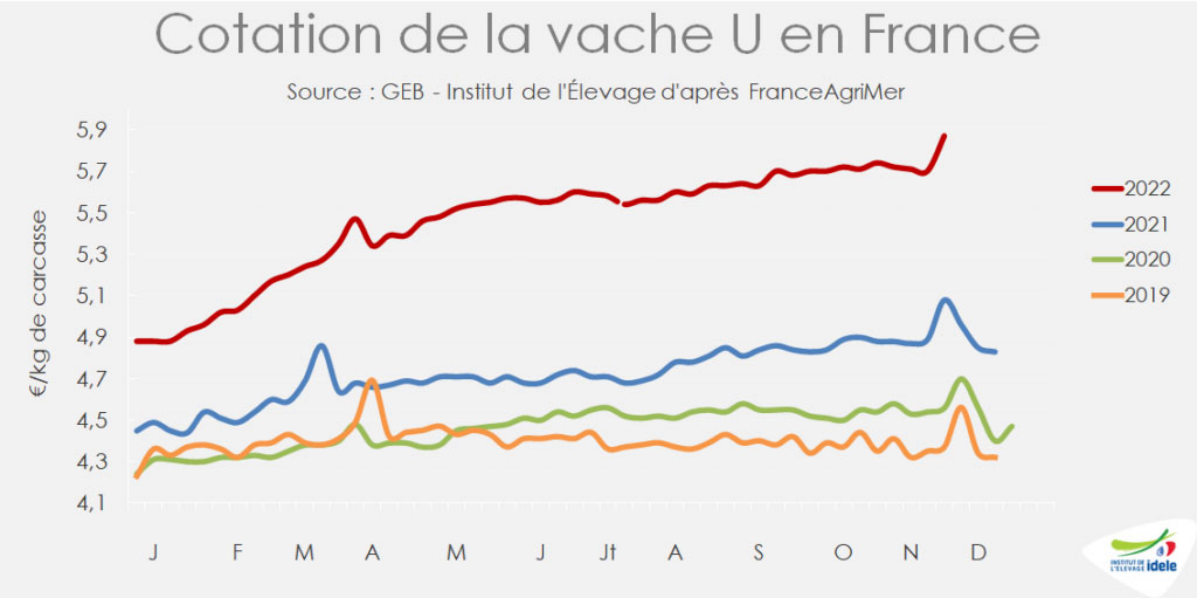
Le nombre de vaches en France ne cesse de diminuer. En 6 ans, le cheptel allaitant a perdu 480 000 vaches et le cheptel laitier 330 000 vaches.



Au 1er novembre, le nombre de vaches allaitantes présentes en France était toujours en net recul, à 3,53 millions de têtes (**-3,1% /2021**). Le nombre de vaches laitières restait également en baisse significative, à 3,45 millions de têtes (**-2,4% /2021**).

Prix des vaches allaitantes en hausse

L'offre restreinte soutient les prix. Les cotations des vaches de race à viande poursuivent leur hausse.

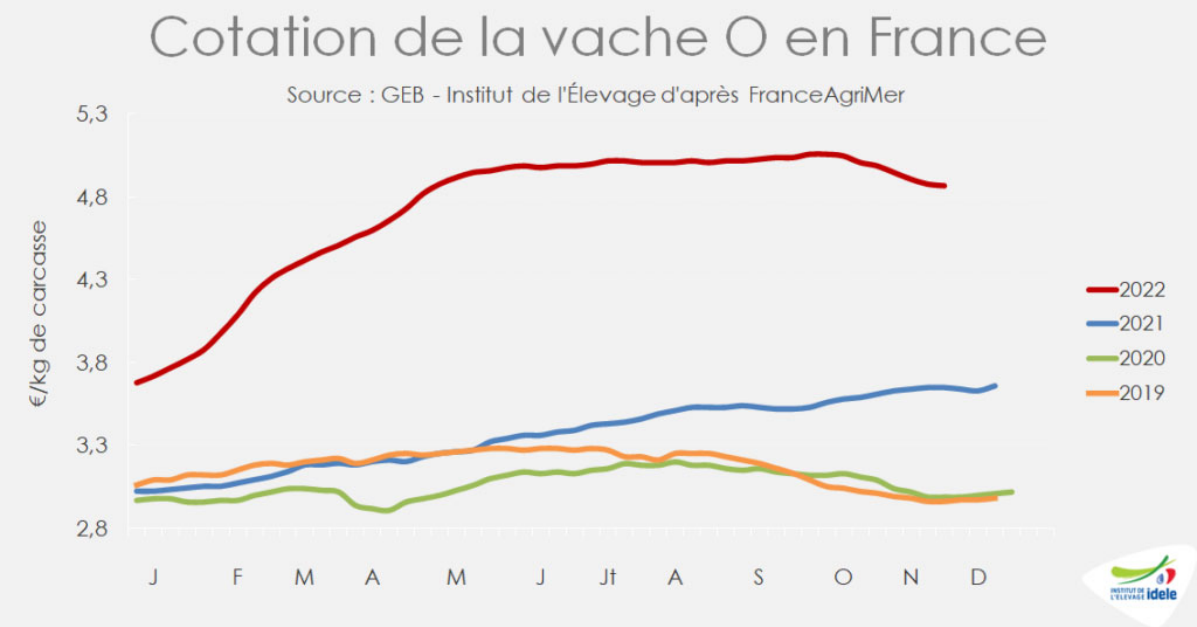


La vache U standard cotait **5,87 €/kg** de carcasse à son pic d'avant-fêtes en semaine 49 (+16% /2021 et +29% /2020), contre 5,08 €/kg lors du même pic en 2021. La vache R standard cotait **5,39 €/kg** (+25% /2021 et +36% /2020).

Depuis juillet, FranceAgriMer publie des cotations SIQO sur un pas de temps mensuel. Celle de la vache de type viande, tous poids toutes races, de conformation U= était à **5,94 €/kg** de carcasse en octobre, contre 5,77 €/kg lors de la première publication en juillet (toutes les cotations sont à retrouver sur le site Visionet de FranceAgriMer en libre accès).

Baisse saisonnière des cours pour les laitières

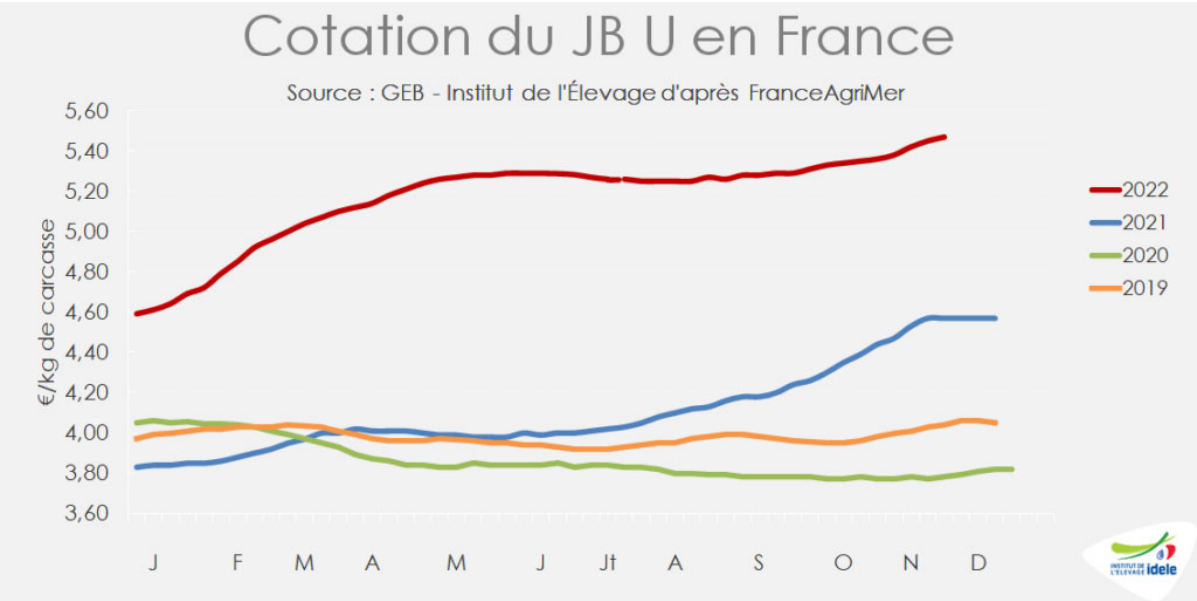
Les cotations des vaches laitières ont quant à elles perdu quelques centimes pour se rapprocher de leurs homologues européennes (voir l'article sur les femelles en Europe). Elles restent toutefois à des niveaux très élevés comparativement aux années précédentes.



La vache O cotait **4,87 €/kg** en semaine 49 (+33% /2021 et +63% /2020) et la vache P **4,64 €/kg** (+34% /2021 et +68% /2021).

La hausse des cours se poursuit en jeunes bovins

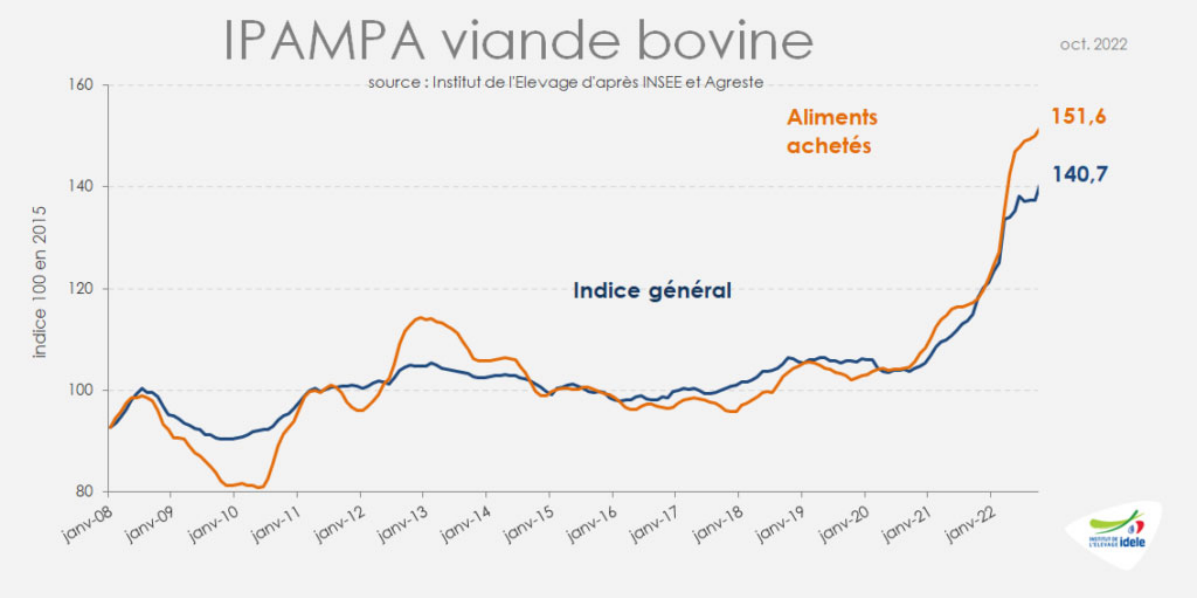
Le marché européen du jeune bovin est bien orienté, en particulier en Italie à l'approche des fêtes (voir l'article sur les JB en Europe). Les prix français suivent donc cette tendance à la hausse, d'autant que la baisse globale des disponibilités en gros bovins en France inquiète les abatteurs et les conduit à concéder des hausses de prix.



La cotation du JB U a gagné **+11 centimes** en 4 semaines pour grimper à **5,47 €/kg** de carcasse en semaine 49 (+20% /2021 et +45% /2020). Celle du JB R a gagné 10 centimes sur la même période, à **5,36 €/kg** (+22% /2021 et + 47% /2020). Celle du JB O est restée stable autour de **5,00 €/kg** (+37% /2021 et +56% /2021).

Des charges en très forte hausse sur un an

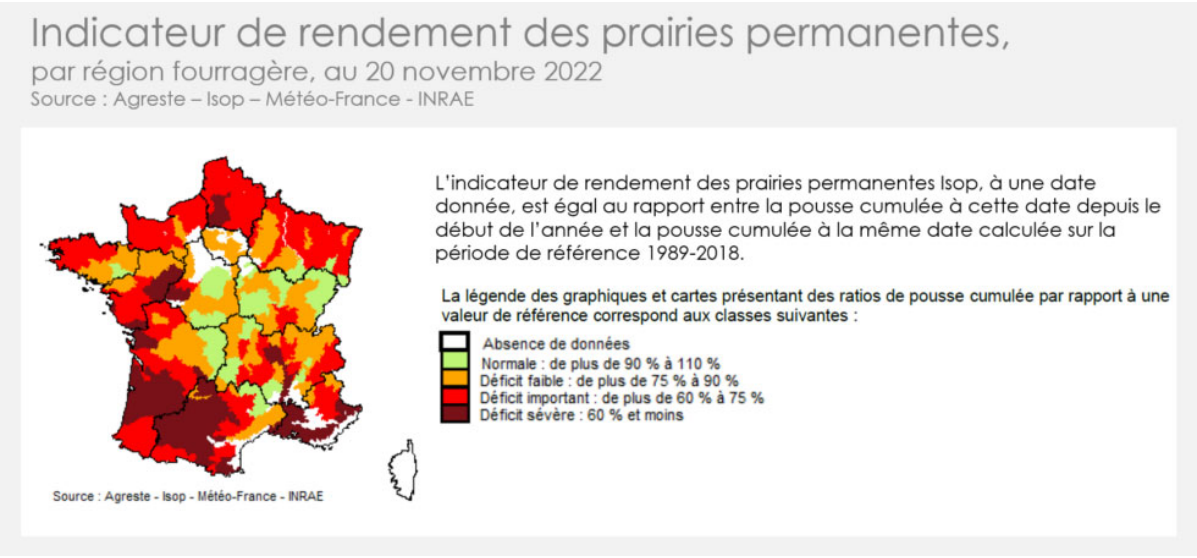
Les évolutions des prix des animaux finis sont à mettre en regard de leurs prix de revient qui a considérablement augmenté du fait de la flambée des prix des matières premières. L'Institut de l'Élevage calcule pour l'Interprofession bovine un prix de revient sur une base semestrielle pour chaque catégorie de bovin. Au premier semestre 2022, il était de 5,82 €/kg pour la vache de type viande (+72 centimes pour les animaux label rouge) et de 5,64 €/kg pour les jeunes bovins de type viande. Ces prix de revient seront encore plus élevés au second semestre étant donnée l'évolution des prix des intrants, comme l'illustre l'évolution de l'IPAMPA ci-dessous.



En octobre 2022, l'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles, base 100 en 2015) s'établissait à 140,7 points, en hausse par rapport à septembre (+2,5%) et en très forte hausse par rapport à octobre 2021 (**+19%**). L'indice des prix des aliments achetés était en hausse de +29% /2021, celui des énergies et lubrifiants de +42% et celui des engrais et amendements de +50%.

Productivité des prairies : la situation favorable de l'automne ne compense pas les pertes subies pendant l'été

D'après l'indicateur ISOP d'Agreste, la production cumulée des prairies permanentes depuis le début de l'année jusqu'au 20 novembre était inférieure de **-24%** à celle de la période de référence 1989-2018. La sécheresse extrême et les vagues de chaleur exceptionnelles enregistrées à partir de mai ont en effet fortement réduit la pousse de l'herbe pendant l'été. Les précipitations de l'automne associées à des températures douces ont permis une reprise de la pousse mais qui est loin de compenser les pertes de l'été.



Le déficit a été inégal selon les régions, de 12 % en Centre-Val-de-Loire et Bourgogne-Franche-Comté à plus d'un tiers en Paca, Occitanie et Hauts-de-France.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

Consommation stable, mais reprise des imports

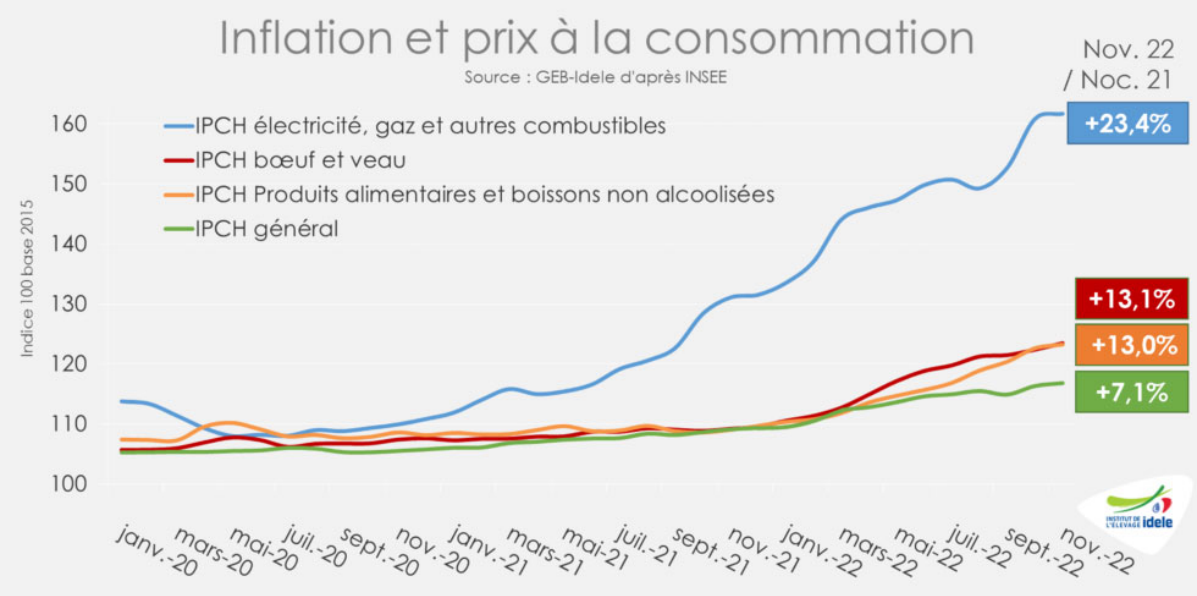
Dernière révision le 19 décembre 2022

L'inflation générale s'est stabilisée en novembre dernier en France. Ce n'est pas le cas pour l'inflation sur les produits alimentaires qui a poursuivi sa progression. Au détail, les ventes en volume sont en retrait.

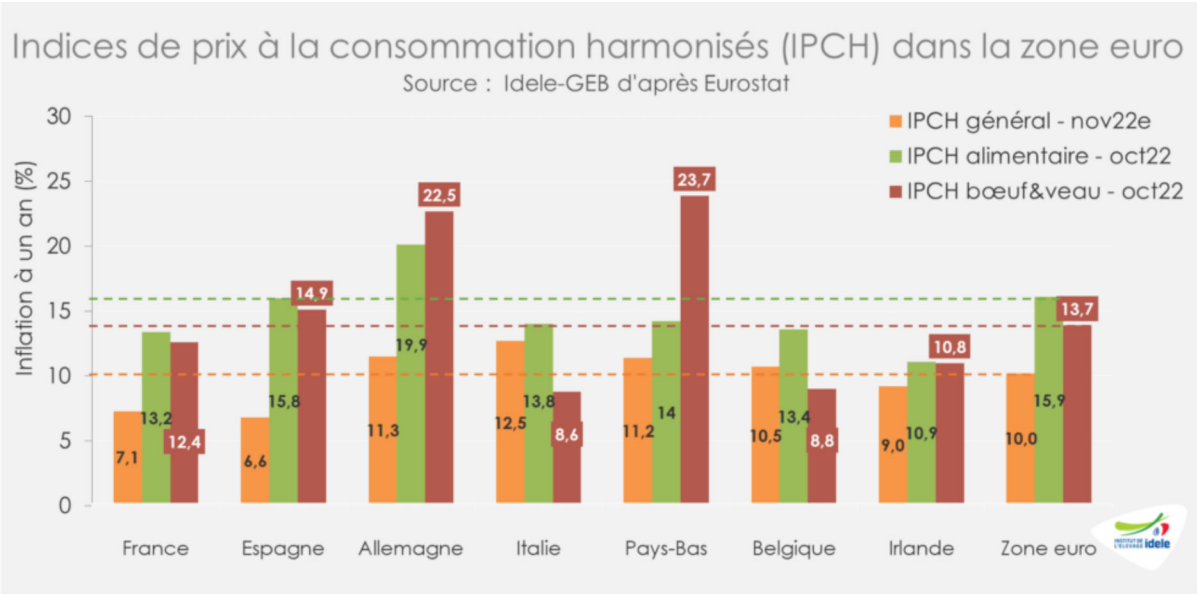
Sur les 9 premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires de la RHD et les importations ont été en hausse marquée. La consommation calculée par bilan est stable.

L'inflation alimentaire a progressé en France

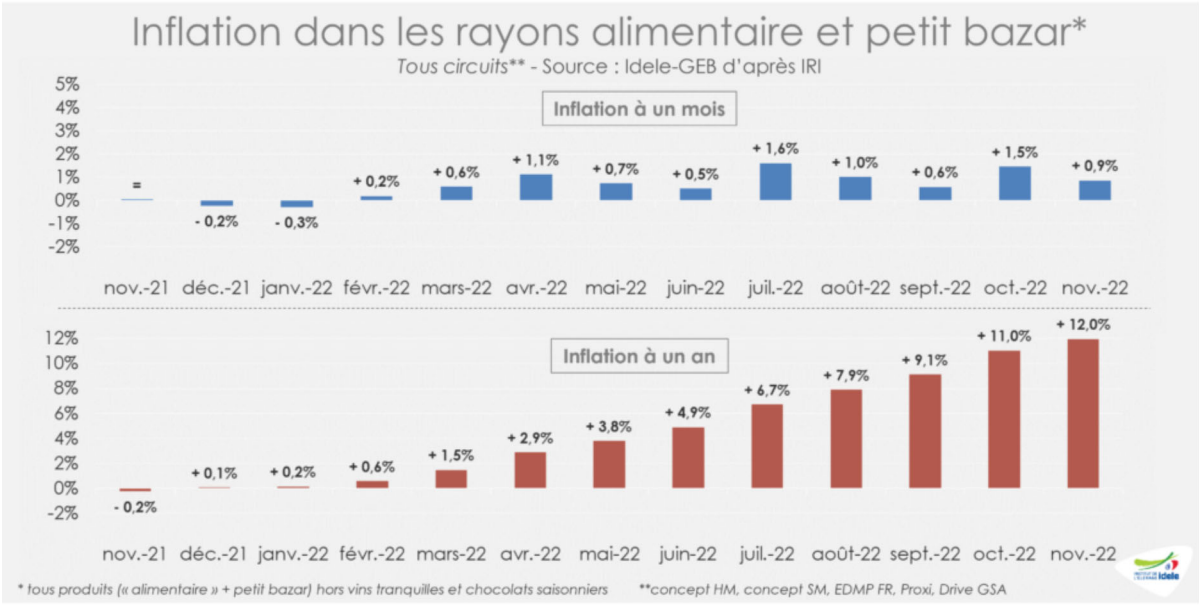
En **novembre 2022**, **l'indice général français des prix à la consommation harmonisé (IPCH) s'était stabilisé,** d'après l'INSEE à +7,1% sur un an, au même niveau qu'octobre. L'inflation sur les produits alimentaires a été relativement stable (+13,0% /novembre 2021 après +12,9% en octobre). Ce n'est pas le cas des viandes de bœuf et de veau (+13,1% /novembre 2021 après +12,4% en octobre).



En novembre dernier, **l'inflation générale en France était toujours dans la moyenne basse de la zone euro** (+10% dans la zone). Mais l'inflation sur les produits alimentaires était beaucoup plus proche de la valeur européenne (+13,2% /2021 en France contre +15,9% dans la zone) et ce aussi pour les viandes de bœuf et de veau (+12,4% contre +13,7%).



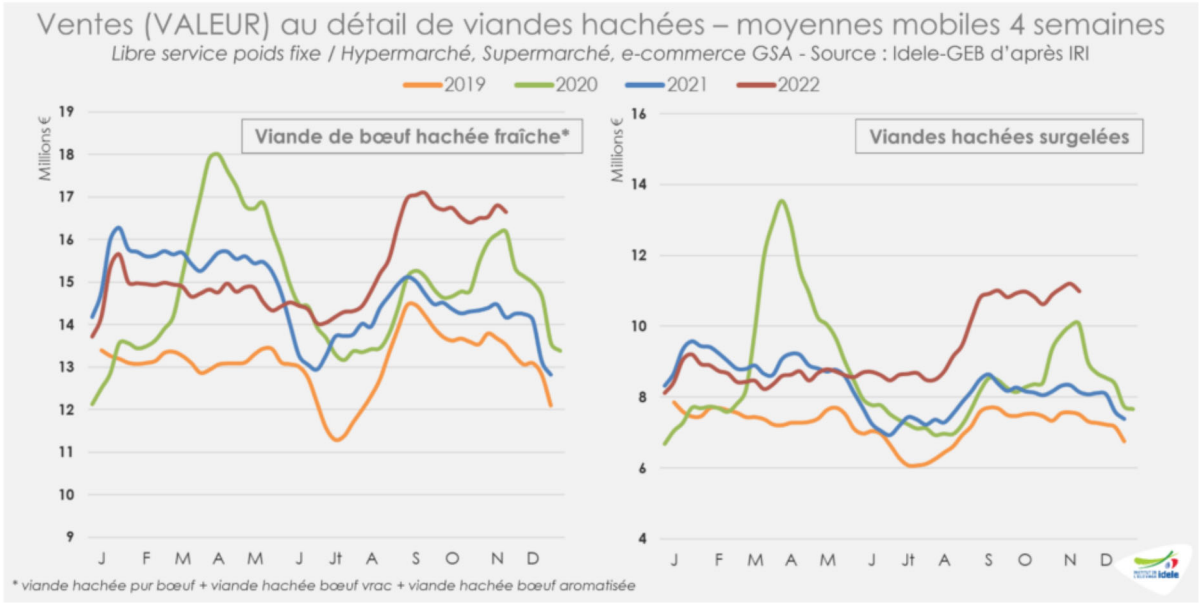
L'inflation dans les rayons « alimentaire et petit bazar » a poursuivi sa progression en novembre dernier à +12% /2021 contre +11% en octobre et +9% en septembre d'après IRi. C'était notamment le cas pour les rayons produits frais non laitiers, dont les viandes réfrigérées, et pour les surgelés, dont les viandes congelées (respectivement +13,1% et +16,7% /2021).



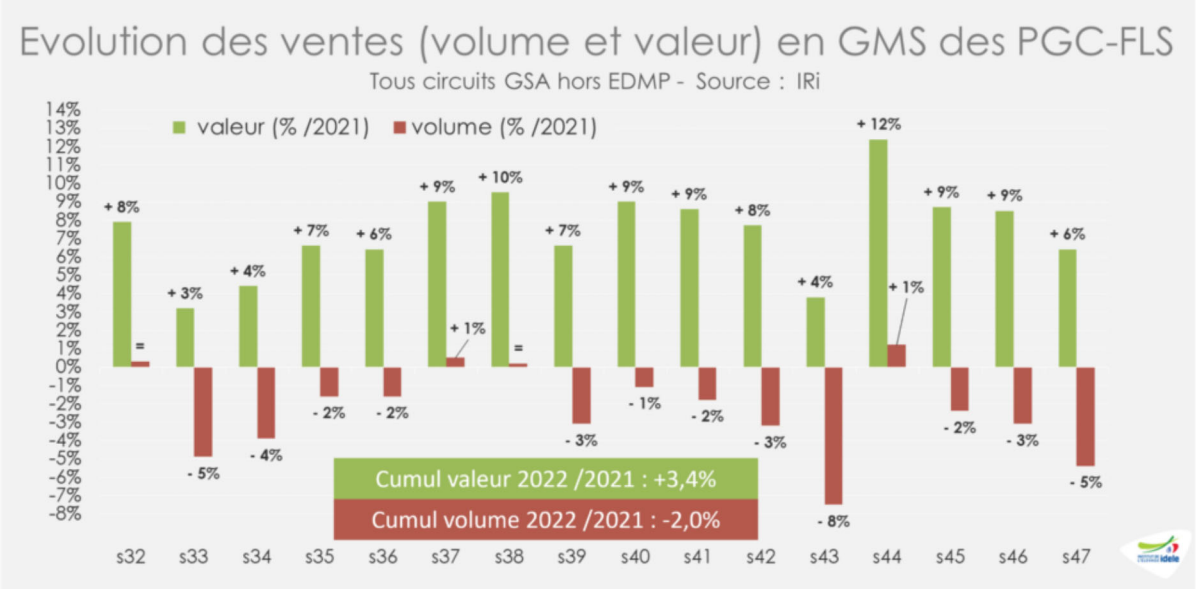
Sur le mois de novembre, **parmi les 10 catégories de produits de grande consommation (PGC) les plus inflationnistes**, figuraient à nouveau **les viandes hachées surgelées** (1er à +32% /2021) et **les viandes hachées fraîches** (4ème à + 25% /2021). Ces produits se situaient toujours devant les pâtes alimentaires, la moutarde, le beurre ou la margarine.

Les ventes au détail progressent en valeur, pas en volume

Avec une inflation marquée, **les ventes de viandes hachées ont progressé en valeur**. Sur les semaines 44 à 47, elles étaient à nouveau supérieures au niveau d'avant pandémie que ce soit pour le bœuf haché frais (+18% /2021 et +23% /2019) ou pour le haché surgelé (+35% /2021 et +46% /2019). Cependant, **les ventes au détail ont reculé en volume**. Ainsi, d'après IRi en septembre et octobre, les ventes de viande hachée fraîche au détail avaient reculé de -5% /2021.

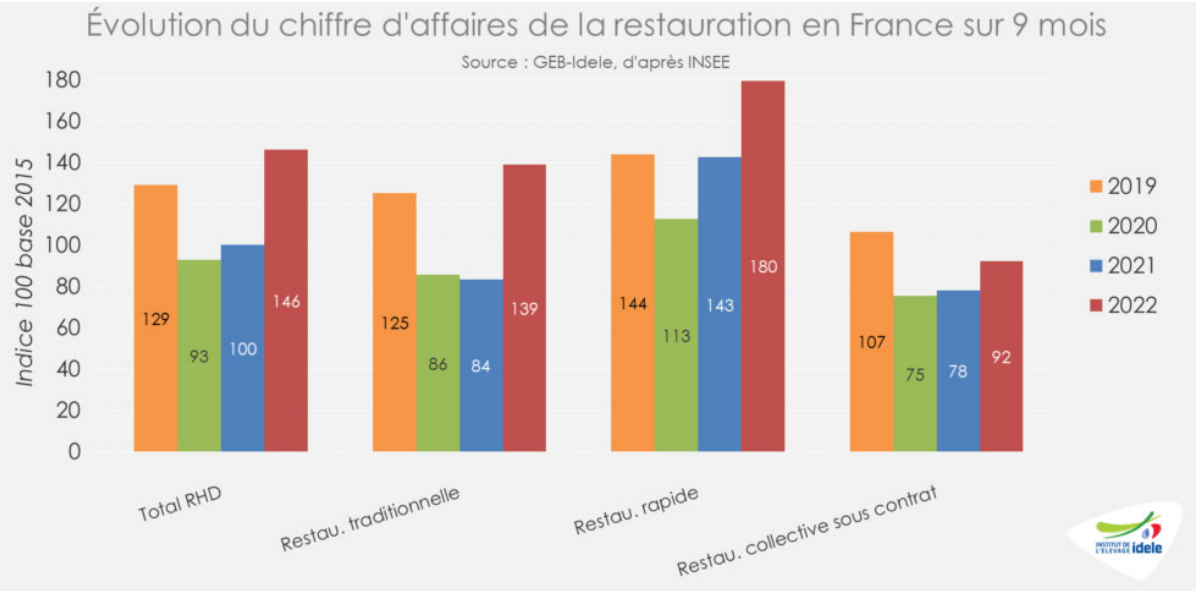


L'inflation affecte désormais l'ensemble des ventes en volume des produits de grande consommation et frais libre-service (PGC-FLS). La progression en valeur masque le recul en volume dans l'ensemble des rayons. Ainsi, d'après IRi, les ventes de PGC-FLS ont progressé en valeur (+3% /2021), mais pas en volume (-2%) en cumul sur les 47 premières semaines de 2022.



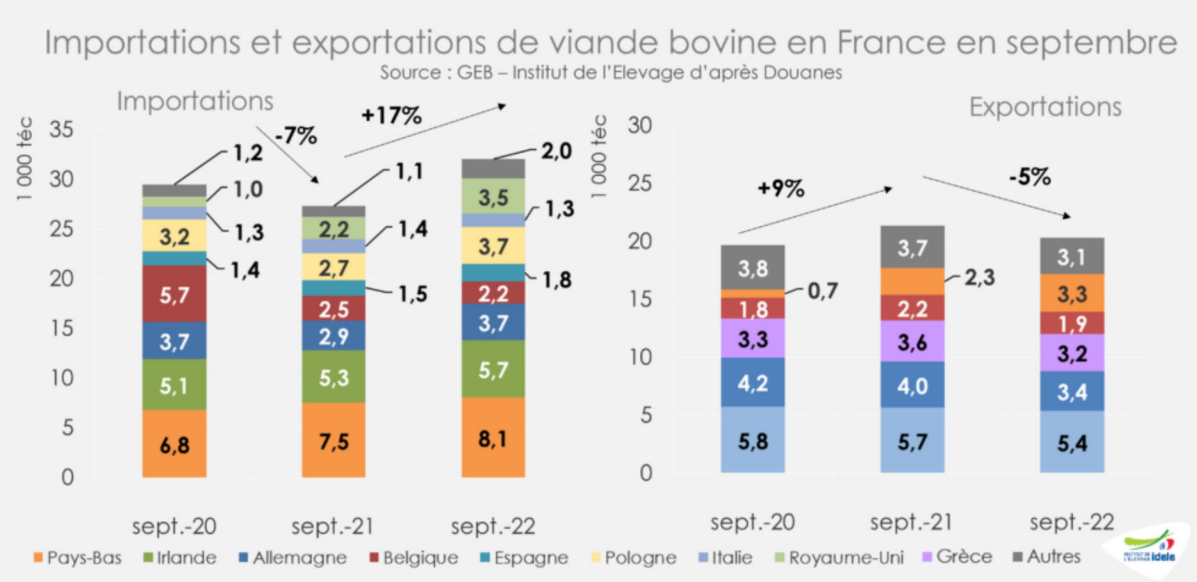
Le secteur de la RHD poursuit son redressement

Depuis la levée des restrictions liées à pandémie de Covid-19, la consommation en restauration progresse régulièrement. En cumul sur les trois premiers trimestres de 2022, le chiffre d'affaires de l'ensemble de la RHD en France dépassait les niveaux d'avant pandémie (+13% /2019). Si l'inflation participe aussi à ce mouvement comme pour la vente au détail, il témoigne du dynamisme d'un secteur très perturbé en 2020 et 2021. A noter les bonnes performances de la restauration rapide (+25% /2019) et dans une moindre mesure de la restauration commerciale traditionnelle (+11% /2019) alors que la restauration collective (-13%) continue de pâtir des habitudes prises lors des diverses périodes de restriction, à commencer par le télétravail.

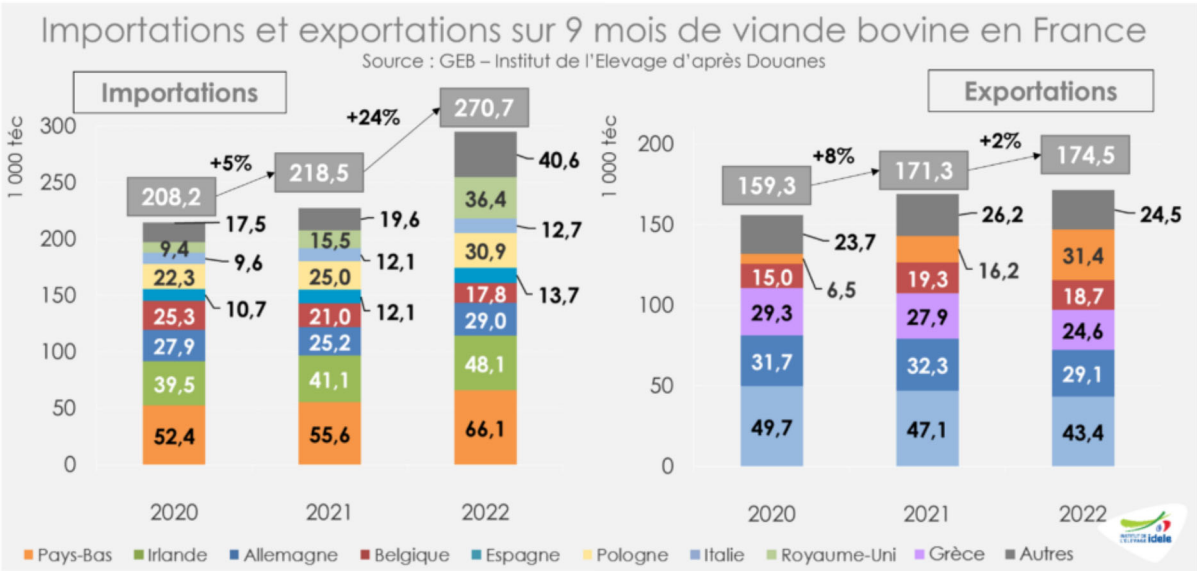


Les importations en hausse marquée sur les trois premiers trimestres

Avec la progression de la consommation en RHD, principal point d'entrée de la viande importée, et le recul de la production française, les importations françaises de viande bovine étaient à nouveau en net progrès sur un an en septembre 2022, d'après les Douanes françaises. Elles ont dépassé les 32 000 téc (+17% /2021 et +9% /2020). Les exportations demeuraient à un niveau intermédiaire entre les deux années précédentes à plus de 20 300 téc (-5% /2021 et +3% /2020).

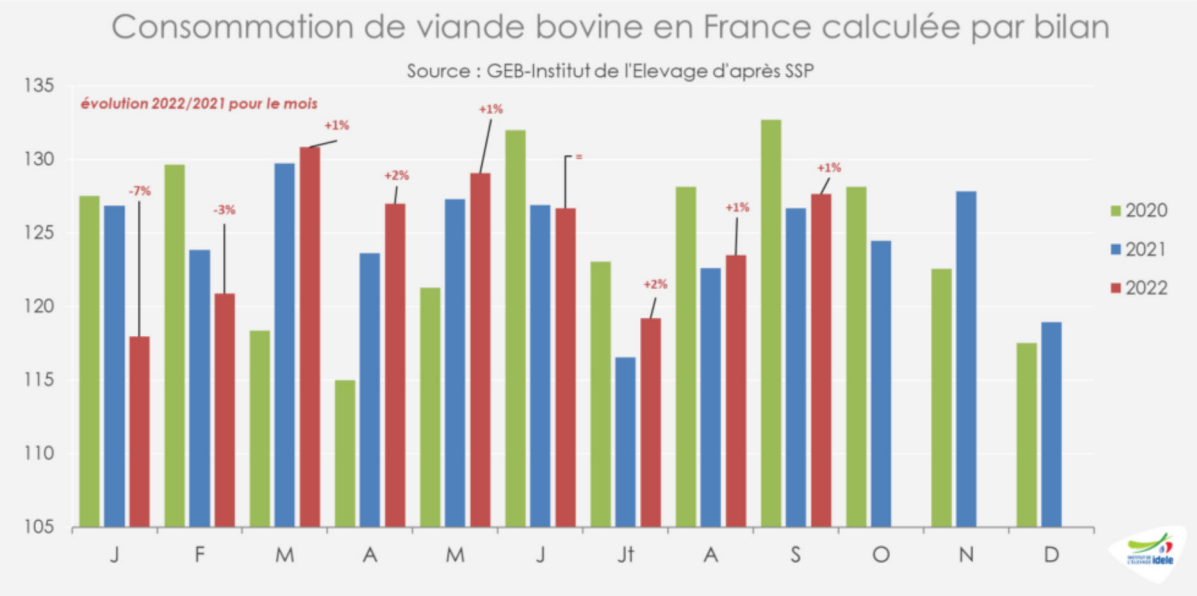


En cumul sur les trois premiers trimestres de 2022, les importations françaises confirment leur redressement. Les importations ont flirté avec les 271 000 téc (+24% /2021, +30% /2020 et +8% /2019). Même constat pour les exportations françaises qui ont approché 174 500 téc (+2% /2021, +5% /2020 et +4% /2019). L'intensification du commerce avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas continue de jouer en ce sens : le retour de procédures douanières lié au *Brexit* incite certains importateurs néerlandais à dédouaner en France les viandes importées depuis les îles britanniques avant leur réexportation vers les Pays-Bas, dans un but de simplification. Et des importations depuis les Pays-Bas sont transformées en France puis réexpédiées pour approvisionner une enseigne de fast-food. Sur la période, les importations françaises depuis le Royaume-Uni ont approché les 36 500 téc (x2,4). Les imports français depuis les Pays-Bas ont dépassé 66 000 téc (+19%) quand les exports ont avoisiné les 31 500 téc (x2).

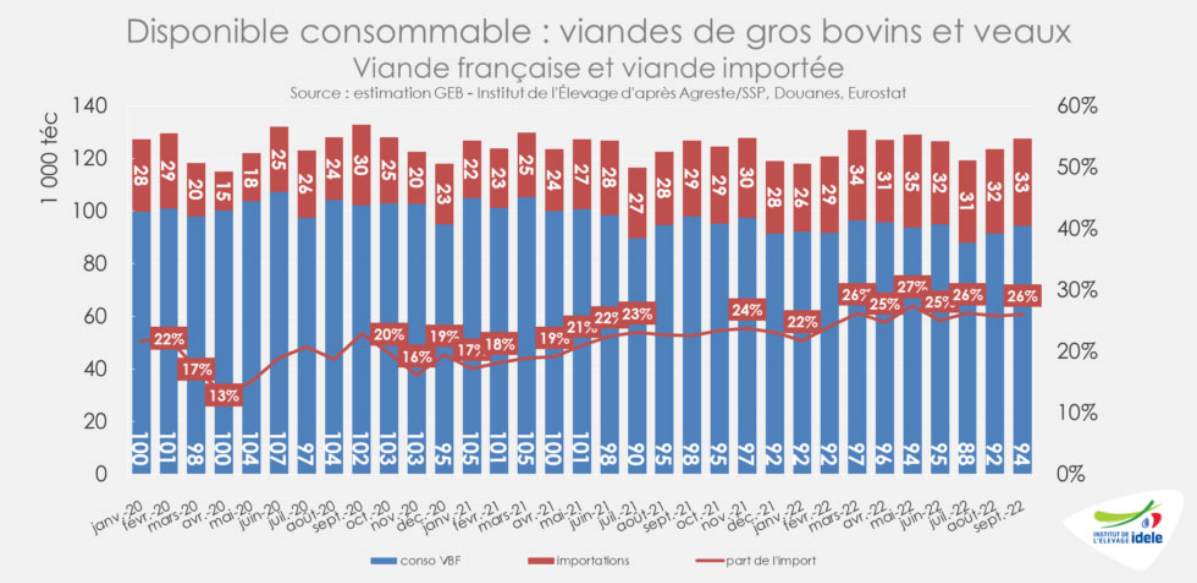


Consommation par bilan stable sur les trois premiers trimestres

En septembre 2022, la consommation calculée par bilan a progressé d'une année sur l'autre pour le 3ème mois consécutif à 127 700 téc (+1% /2021, mais -4% /2020). En cumul sur les trois premiers trimestres de 2022, elle dépassait les 1 120 000 téc (= /2021 et 2020).



La part des importations dans les disponibilités totales atteignait à nouveau 26% en septembre 2022 et 25% en cumul sur neuf mois, un niveau bien supérieur à l'avant-pandémie (22% en 2019).



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

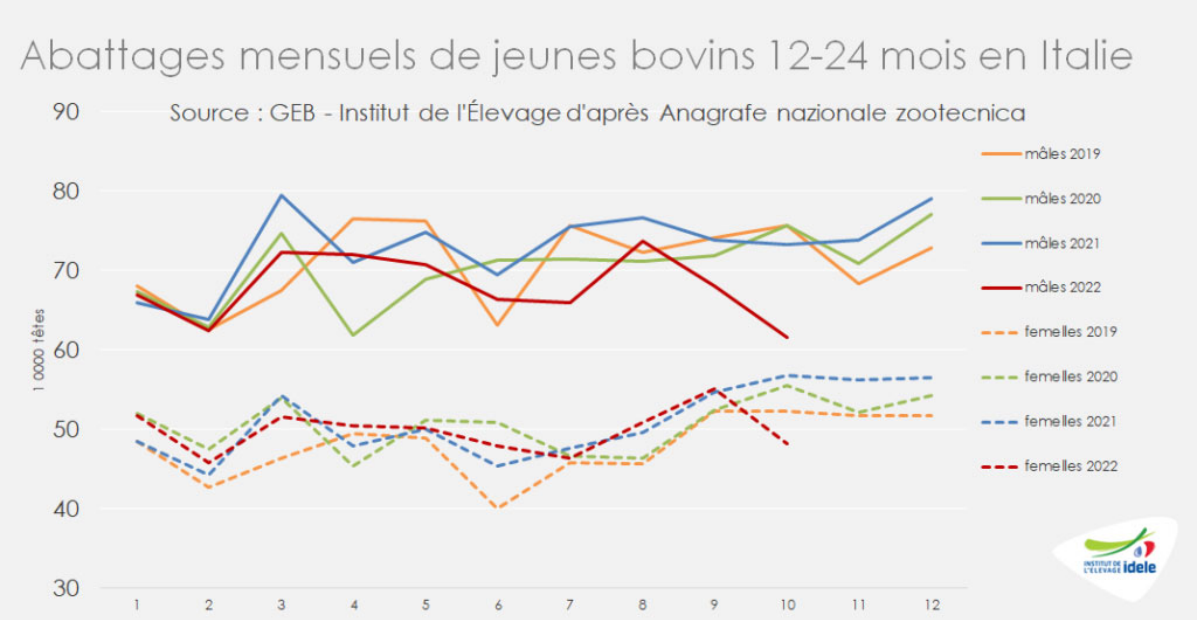
Hausse des cours

Dernière révision le 19 décembre 2022

A l'approche des fêtes de fin d'année, les cours des jeunes bovins européens ont encore gagné quelques centimes.

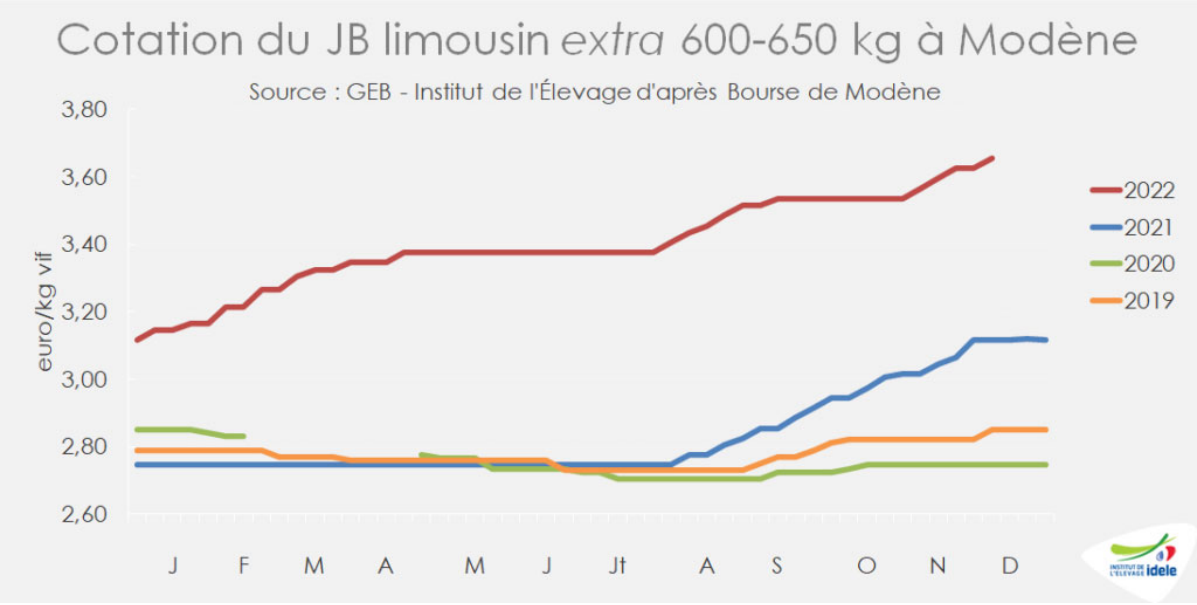
ITALIE : offre limitée, prix en hausse

En Italie, les sorties de jeunes bovins ont été considérablement limitées cet automne, conséquence de mises en place particulièrement prudentes au printemps, en raison des incertitudes sur les effets de la sécheresse et de la guerre en Ukraine.



En octobre, la baisse des abattages de jeunes bovins aurait été très forte d'après l'Anz : -13% /2021 pour les mâles de 12 à 24 mois à 62 000 têtes et -15% pour les femelles à 48 000 têtes, mais les données ne sont probablement pas définitives. Septembre avait déjà enregistré un net recul des sorties de mâles (**-5%** à 68 000 têtes). D'après les opérateurs, les abattages resteraient limités jusqu'à la fin de l'année, ce qui aurait conduit les engraisseurs à retarder les sorties de quelques jours pour profiter de la situation de marché favorable.

Les **prix** des jeunes bovins sont repartis à la hausse début novembre, creusant encore l'écart avec les années précédentes. Sur les 4 dernières semaines, les cotations à Modène de toutes les catégories de jeunes bovins mâles finis ont gagné **9 centimes** par kg vif.



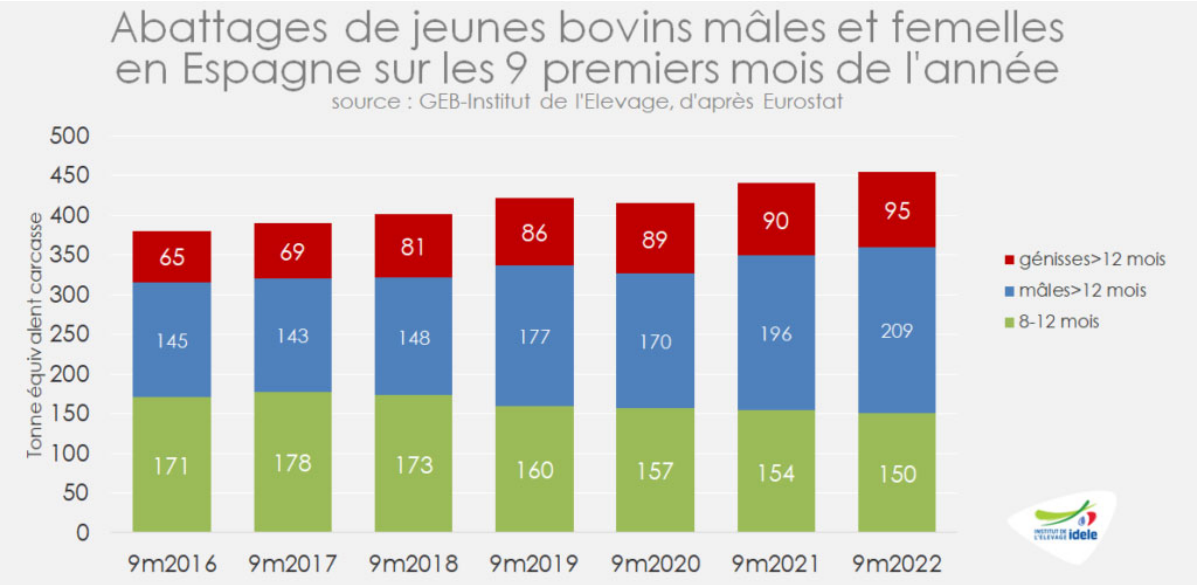
Le mâle limousin *Extra* à Modène cotait **3,66 €/kg vif** en semaine 49 (**+17% /2021**). Le mâle charolais de 1ère catégorie cotait **3,46 €/kg vif** (**+18% /2021**). Les femelles avaient gagné 6 centimes en un mois, à 3,66 €/kg vif pour la femelle limousine (+18% /2021) et 3,43 €/kg pour la charolaise (+17%).

L'indice des prix des moyens de production agricole pour les jeunes bovins calculé par l'ISMEA (analogue à l'**IPAMPA** français) a atteint 137,5 points en octobre (**+20% /2021**). Les deux postes principaux de cet indice composite sont l'achat du broutard (63%) et l'alimentation des animaux (24%).

Les **achats des ménages** de viande bovine sur les 10 premiers mois de l'année, suivis par le panel ISMEA-Nielsen, ont enregistré une hausse de 11% en valeur par rapport à 2019 (avant pandémie) et une faible érosion en volume : **-1% /2019**. Les évolutions sur un an sont de +4% en valeur et -4% en volume, mais l'année 2021 restait perturbée par des restrictions sur la restauration.

ESPAGNE : la hausse de production n'empêche pas celle des prix

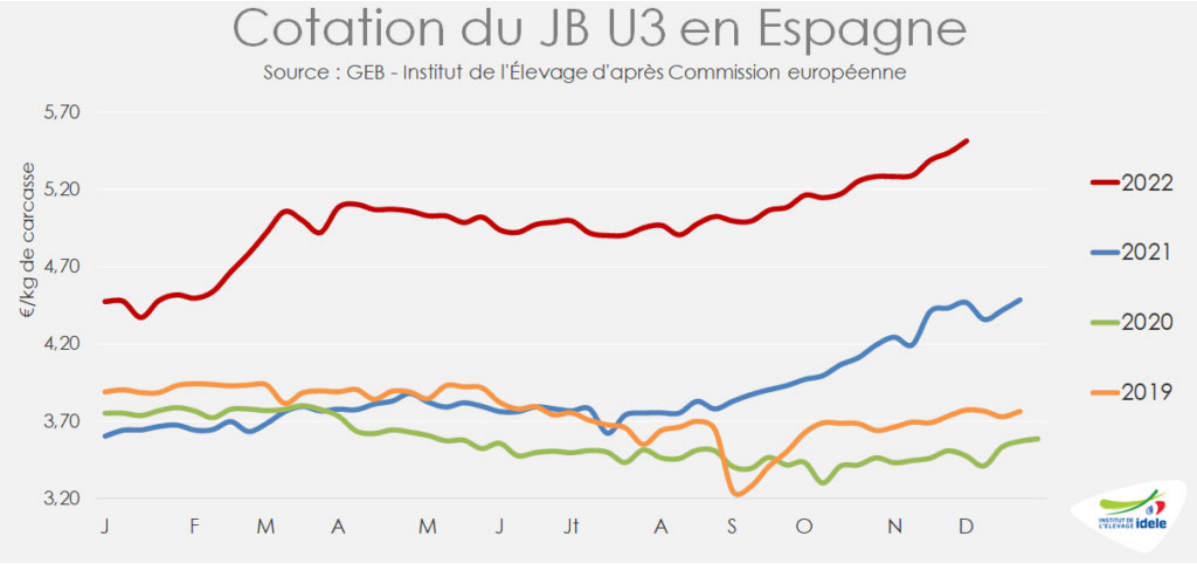
En Espagne, la production de jeunes bovins poursuit sa hausse ce qui permet aux exportateurs de profiter de la pénurie d'offre sur les autres marchés européens.



Sur les 9 premiers mois de l'année, les abattages de jeunes bovins mâles et femelles ont totalisé 455 000 téc (**+3% /2021**), dont 150 000 téc de bovins jeunes de 8-12 mois (-2% /2021), 209 000 téc de taurillons (+7% /2021) et 95 000 téc de génisses (+5% /2021).

Certes, la flambée des prix des matières premières inquiète dans un pays où l'engraissement est principalement basé sur des rations sèches très dépendantes de l'importation de céréales et de tourteaux et où le coût des aliments achetés représente plus de la moitié du coût de production d'un JB. Mais il semble que jusqu'alors les engraisseurs parviennent à y faire face, en témoigne le maintien des flux de petits veaux français vers l'Espagne (lire l'article sur les jeunes veaux laitiers).

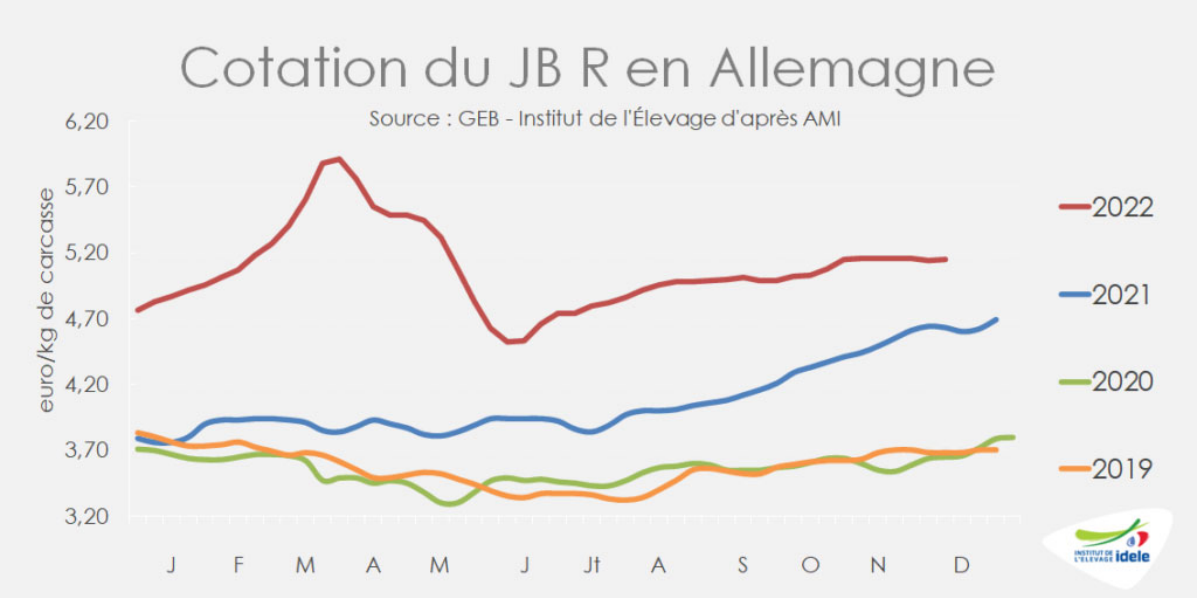
Les prix des JB restent orientés à la hausse grâce à un regain de la demande à l'approche des fêtes, tant sur le marché national que dans les circuits cheville en Italie et en Grèce. En outre, deux bateaux étaient prêts à partir en semaine 50 vers la Libye, l'un au départ du port de Carthagène et l'autre de celui de Tarragone.



Le JB U espagnol cotait **5,51 €/kgéc** en semaine 49 (+23% /2021), le JB R **5,41 €/kg** (+23% /2021) et le JB O **4,91 €/kg** (+24% /2021).

ALLEMAGNE : prix stables à un haut niveau

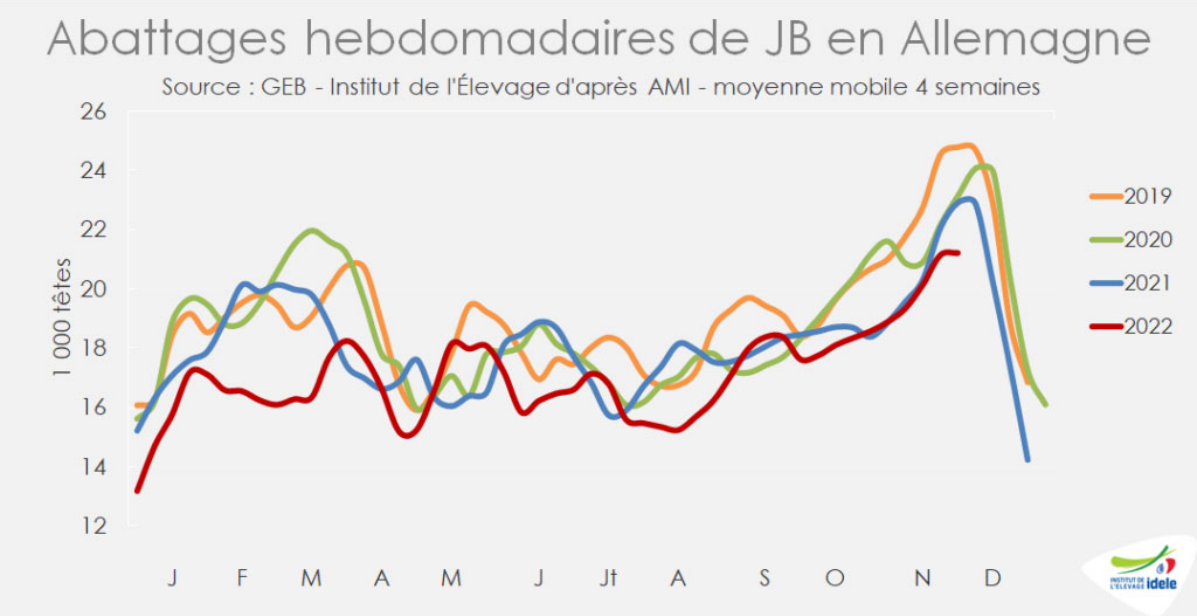
En Allemagne, les prix des jeunes bovins sont relativement stables depuis mi-novembre. L'offre limitée soutient les prix, mais la forte réduction du pouvoir d'achat dans le contexte inflationniste limite aussi la demande.



Les cotations des jeunes bovins restaient en hausse de **+11% /2021** début décembre, à **5,21 €/kg** de carcasse pour le JB U, **5,15 €/kg** pour le JB R et **4,84 €/kg** pour le JB O.

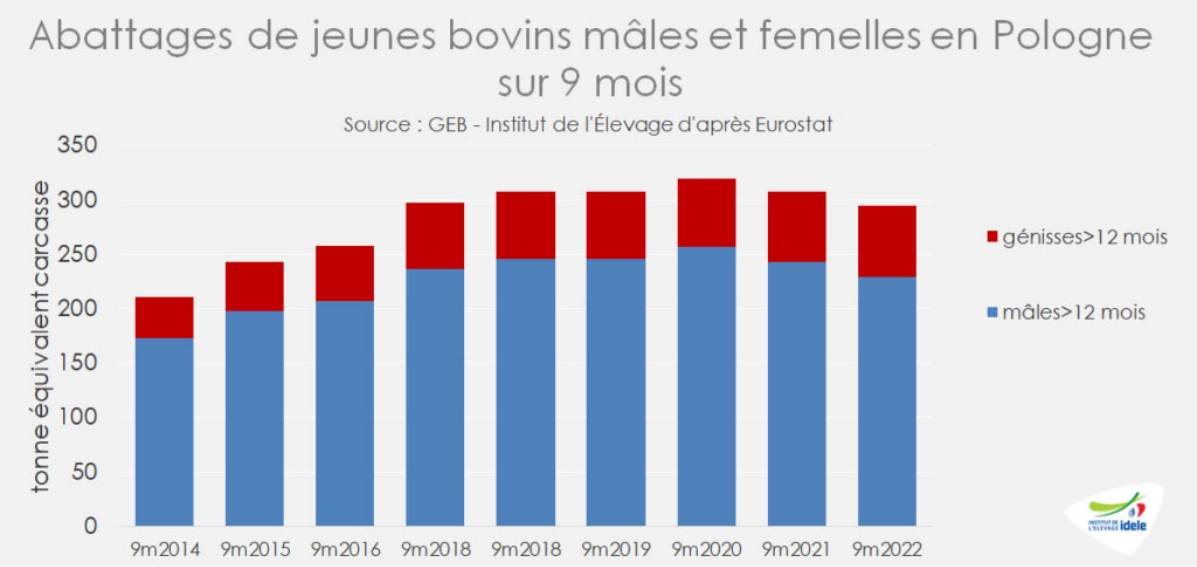
L'inflation est ramenée à **+10%** en novembre après un pic de +10,4% en octobre en rythme annuel. L'indice de prix de l'énergie était à +39% et celui de l'alimentation à +21%. Le pouvoir d'achat des consommateurs allemand est donc durement impacté.

Les **abattages** de jeunes bovins sont restés très limités en novembre et à l'approche des fêtes. Sur les semaines 46 à 49, ils étaient en baisse marquée par rapport aux années précédentes (**-7% /2021** et -8% /2020).



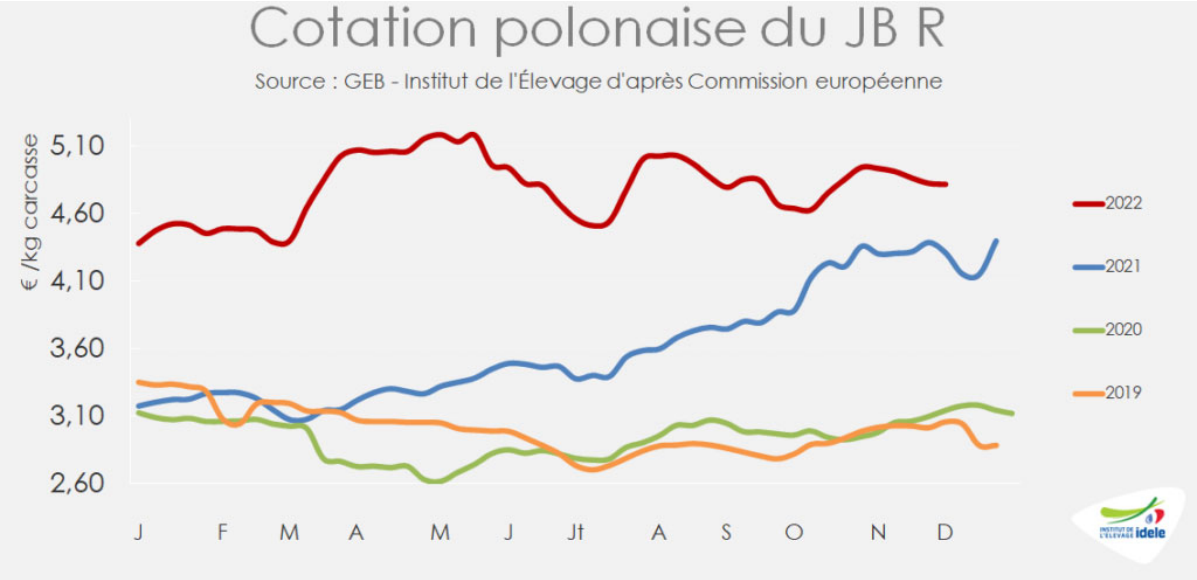
POLOGNE : production en repli

La production polonaise de jeunes bovins recule désormais depuis deux ans, par manque de petits veaux à engraisser, le cheptel laitier polonais se réduisant comme ailleurs dans l'UE. Ce repli fait suite à une longue expansion depuis 2004 (adhésion de la Pologne à l'UE) qui avait donné lieu à une baisse des exportations polonaises de jeunes veaux laitiers, puis à une hausse des importations de veaux en provenance des pays voisins.



Sur les 9 premiers mois de l'année, les volumes de jeunes bovins mâles et femelles abattus n'ont totalisé que 295 000 téc (**-4% /2021** et -8% /2020), dont 229 000 téc de taurillons (-6% /2021 et -11% /2020) et 66 000 téc de génisses (+1% /2021 et +6% /2021). La part croissante de femelles dans la production témoigne d'une part de la difficulté à trouver des veaux mâles et d'autre part de la mise en place d'une filière génisse pour servir le marché italien, friand de « *scottone* ».

Les cours des JB à la production se maintiennent à un niveau élevé, sans pour autant suivre la dynamique haussière enregistrée en Europe du Sud. Il n'y a pas eu d'effet taux de change ce mois-ci, le zloty ayant peu évolué par rapport à l'euro sur les dernières 5 semaines.



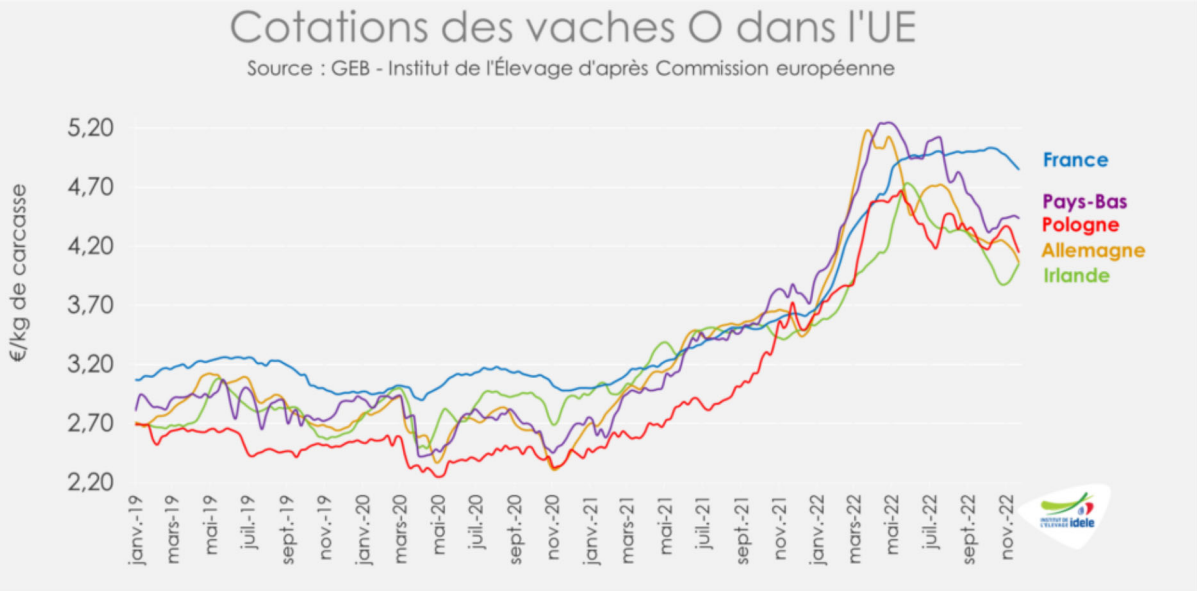
La cotation du JB R se situait à **4,82 €/kg** de carcasse en semaine 49 (**+12% /2021** et +53% /2020) et celle du JB O à **4,54 €/kg** (**+11% /2021** et +52% /2020).

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Dynamiques divergentes des cours

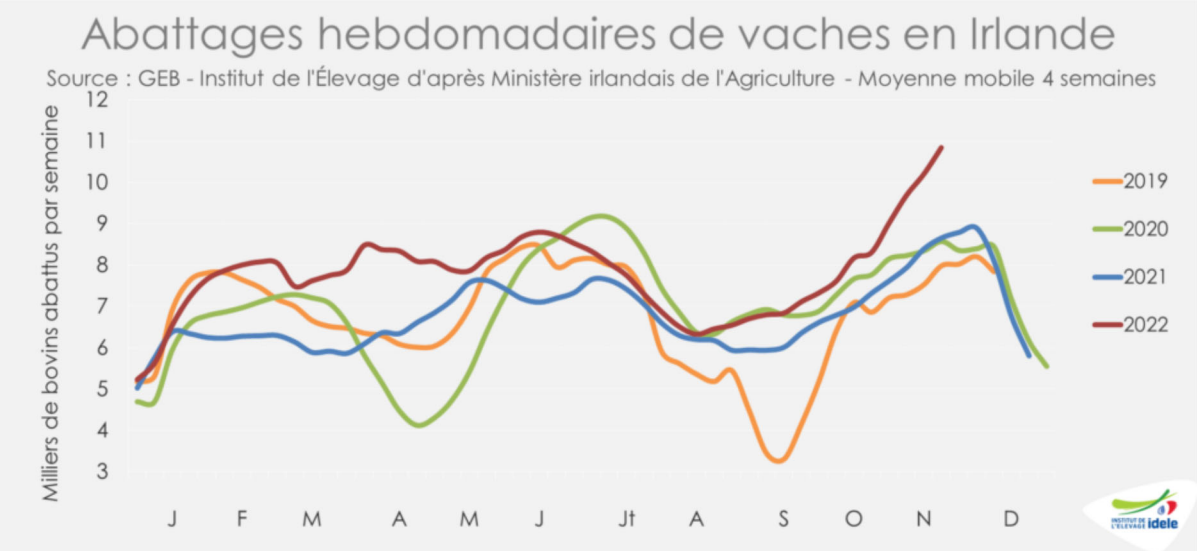
Dernière révision le 19 décembre 2022

Les cotations des réformes suivent désormais des trajectoires différentes. L'offre en réformes a rebondi dans certains États membres comme en Irlande, au Royaume-Uni ou en Allemagne. Après la forte baisse des dernières semaines, les cours irlandais se sont redressés. Ils sont sous pression ailleurs.

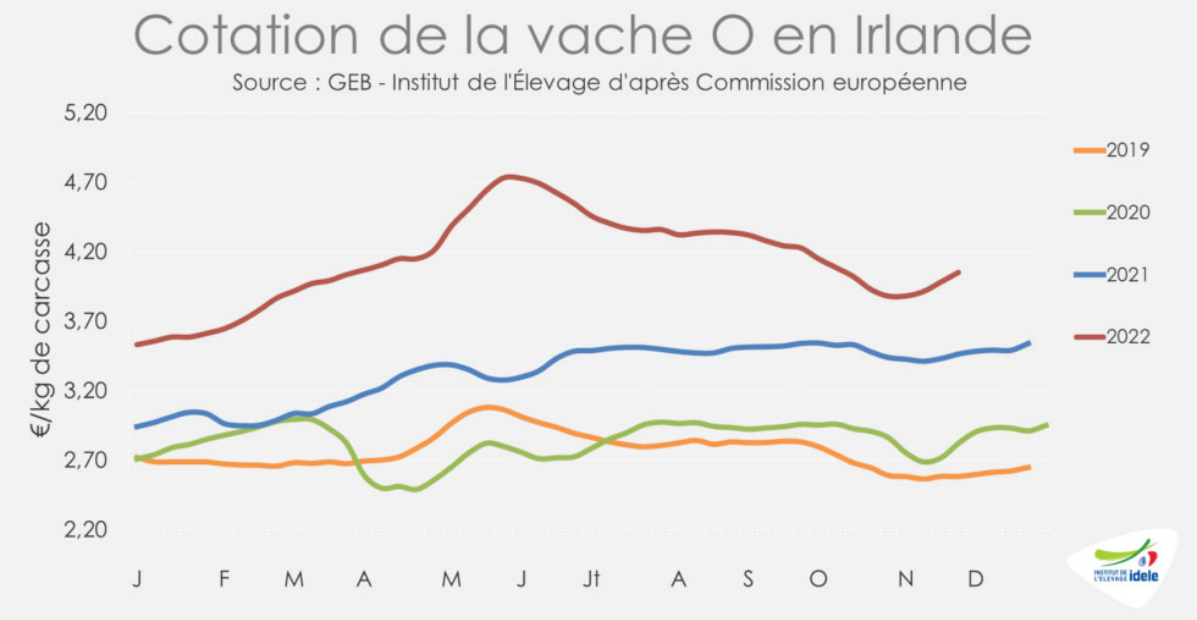


IRLANDE : hausse des cotations comme des abattages.

En Irlande, le rythme d'abattages des réformes a poursuivi sa progression alors que les conditions météorologiques difficiles ont mis fin à la saison de pâturage dans la grande majorité du pays. D'après l'indicateur hebdomadaire du ministère de l'Agriculture irlandais, les abattages de gros bovins restaient supérieurs à ceux des années précédentes entre les semaines 45 et 48 (+6% /2021 et +1% /2020). C'est notamment lié au taux de réforme : les abattages de vaches ont en effet été importants sur cette période (+25% /2021 et +26% /2020).



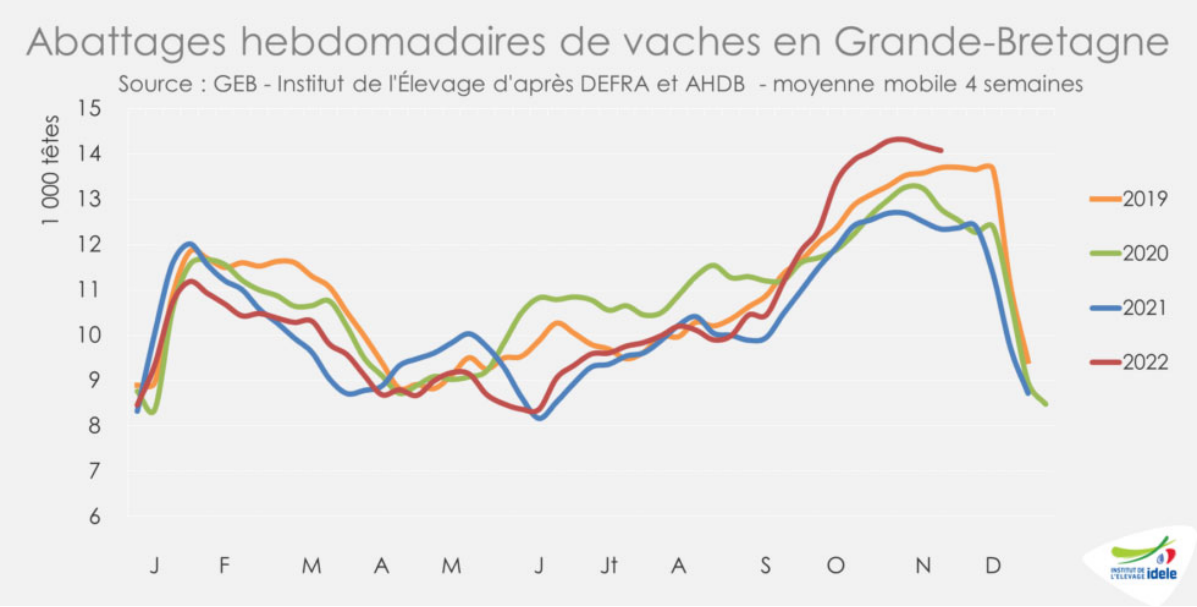
Les prix des bovins ont fléchi à l'automne sous le poids de l'offre, mais se sont repris à partir de la mi-novembre grâce à une demande ferme à l'export, en particulier pour la viande de transformation. A l'approche des fêtes, la demande devrait rester ferme et soutenir les prix. La cotation de la vache O est repassée au-dessus de la barre des 4 euros, à 4,05 €/kg de carcasse (+17% /2021 et +43% /2020) en semaine 48, soit 17 centimes de plus (+4%) en 4 semaines. La reprise concerne également la cotation du bœuf R3 qui a repris +24 centimes sur la même période, à 4,75 €/kg (+13% /2021 et +29% /2020).



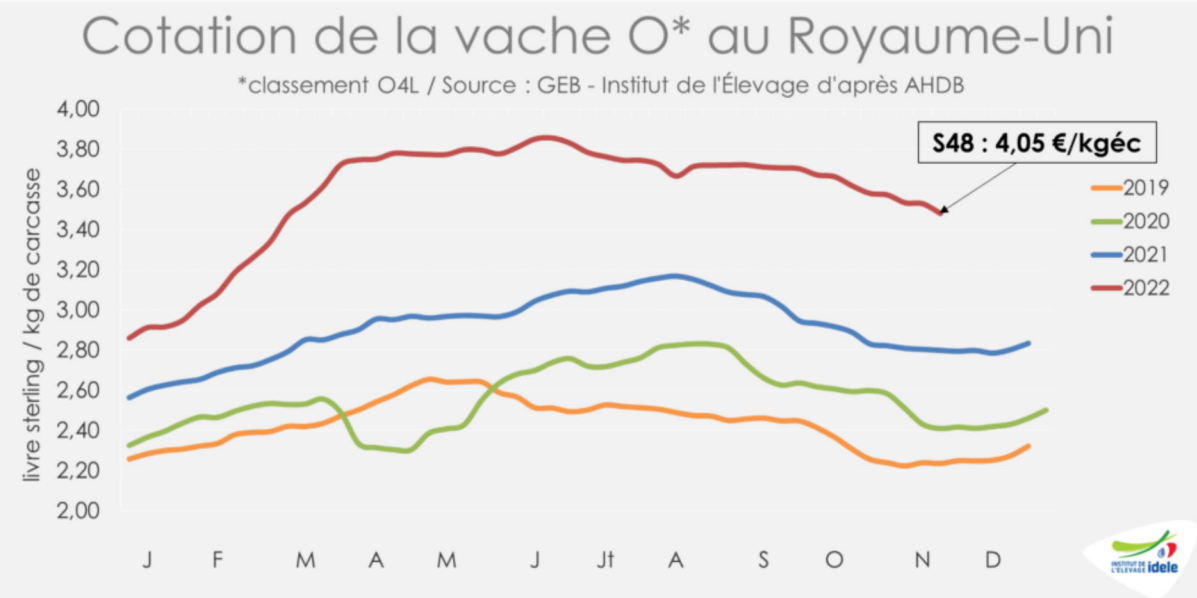
Depuis le début de 2022, les exportations irlandaises ont été soutenues grâce à une offre en hausse et une compétitivité-prix favorable. La production irlandaise de viande bovine en 2023 devrait reculer (-2% /2022) d'après les estimations de *Bord Bia*, en raison notamment de la forte hausse des réformes de vaches en 2022, estimés à +51 000 vaches par rapport à 2021.

ROYAUME-UNI : lente baisse des cours des réformes et stabilité pour les animaux jeunes.

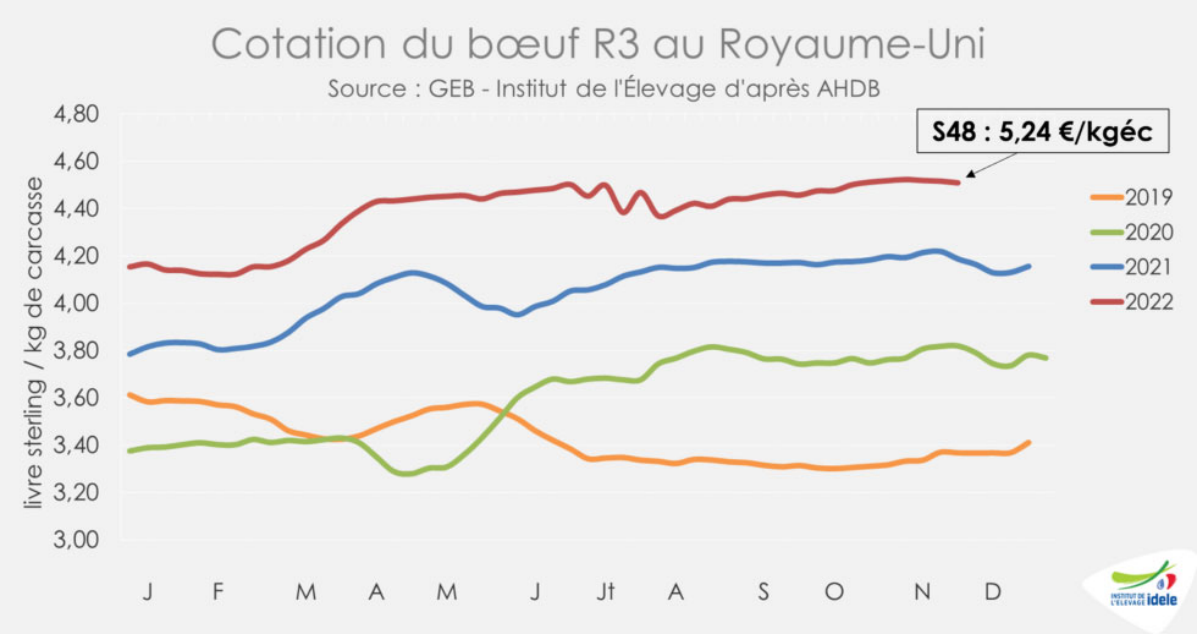
Au Royaume-Uni, les abattages de gros bovins ont été à nouveau relativement dynamiques entre les semaines 45 et 48 d'après l'indicateur d'AHDB (+5% /2021 ; -3% /2020). C'est notamment dû à la poursuite saisonnière des réformes de vaches (+14% /2021 et +10% /2020) alors que la disponibilité en pâturage est en net retrait.



Les cours des bovins, toujours supérieurs aux années précédentes, sont cependant restés orientés à la baisse. Celle-ci est toutefois limitée. A 3,48 £/kg de carcasse (+26% /2021 et +41% /2020 ; soit 4,05 €/kg) en semaine 48, la cotation de la vache O a perdu 10 pence en quatre semaines (-3%).



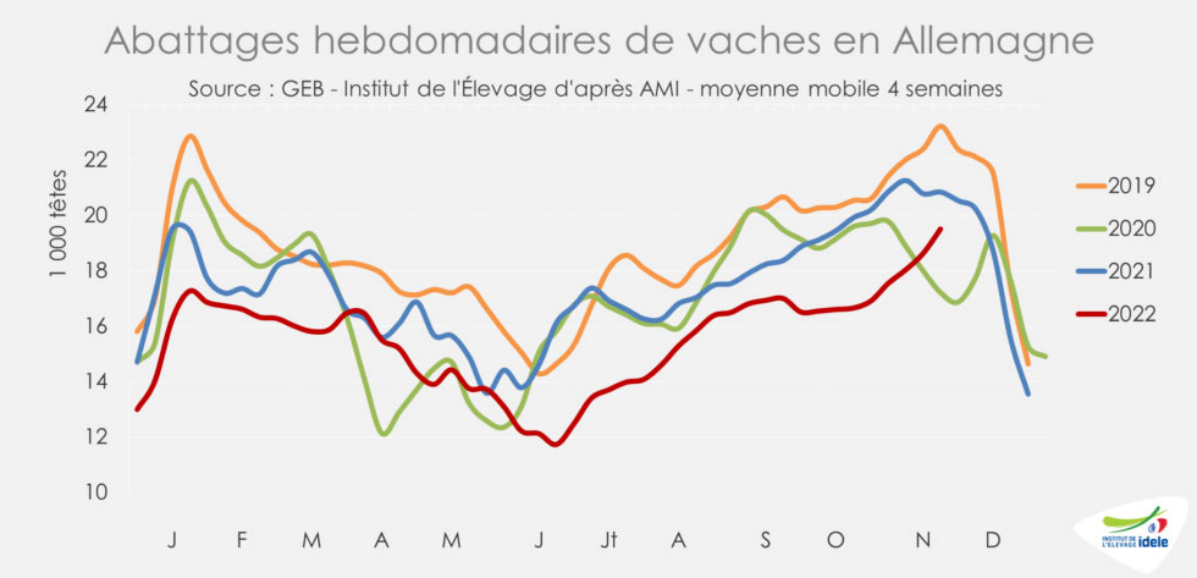
Les cotations des animaux plus jeunes se sont stabilisées, à l'image de celle du bœuf R3, à 4,51 £/kg (+7% /2021 et +19% /2020), soit 5,24 €/kg.



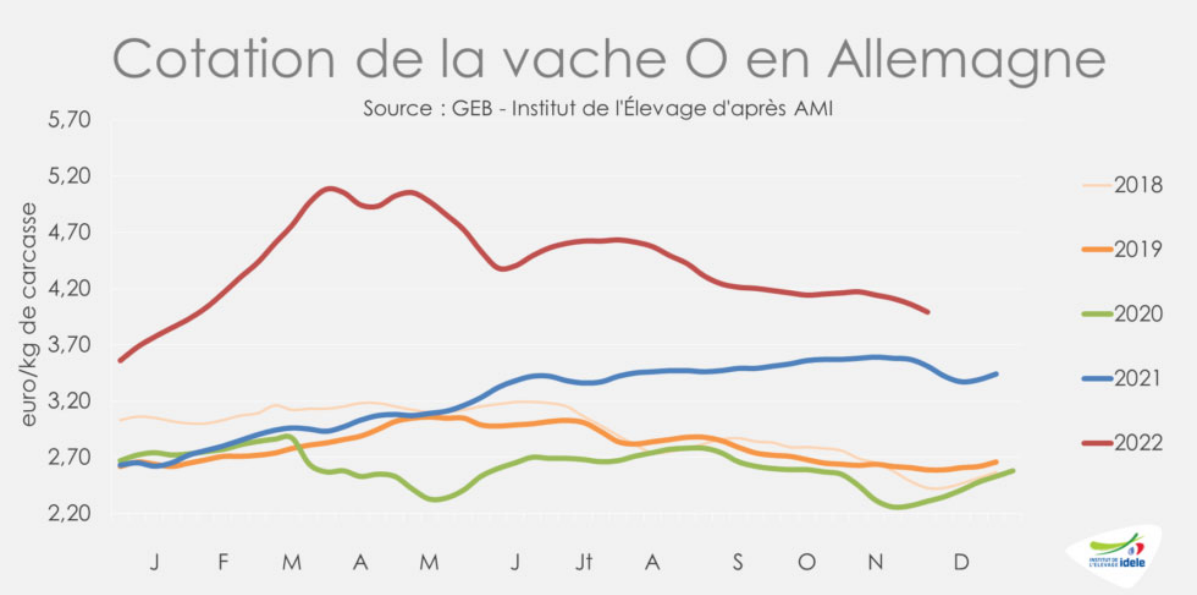
En septembre dernier, les importations britanniques de bœuf ont flirté avec les 24 500 tonnes (+28% /2021). En cumul sur 9 mois, elles ont atteint 222 500 tonnes, (+5%). En parallèle, les exportations ont approché en septembre dernier 12 000 tonnes (+7%). Sur les 3 premiers trimestres de 2022, elles totalisent près de 120 000 tonnes (+23% /2021) niveau qui reste inférieur à l'avant *Brexi*t. Sur la période, elles ont dépassé 97 000 tonnes vers l'UE (+46% /2021). L'Irlande, la France et les Pays-Bas sont les principaux bénéficiaires.

ALLEMAGNE : progression des abattages et cours orientés à la baisse.

En Allemagne, le rebond saisonnier des abattages de réformes s'est poursuivi en novembre. Entre les semaines 45 et 48, les abattages de vaches restaient cependant dans la moyenne basse des dernières années (-5% /2021 et +13% /2020).

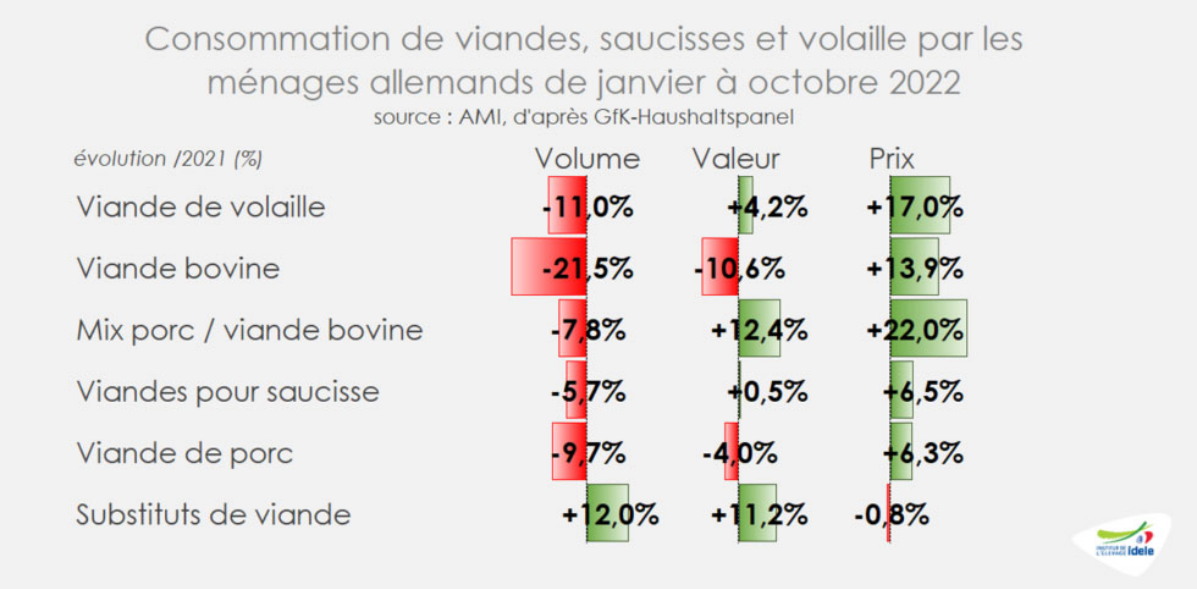


En cette période de l'année, la demande en viande de réforme reste limitée. Les cours sont orientés à la baisse, mais restent toujours nettement au-dessus des niveaux des années précédentes. En semaine 48, la cotation de la vache O est repassée sous la barre des 4 euros à 3,99 €/kgéc (+14% /2021 et +73% /2020) une première depuis février 2022.



D'après AMI, après ces dernières semaines de baisse, l'offre en réformes est désormais plus équilibrée par rapport à la demande.

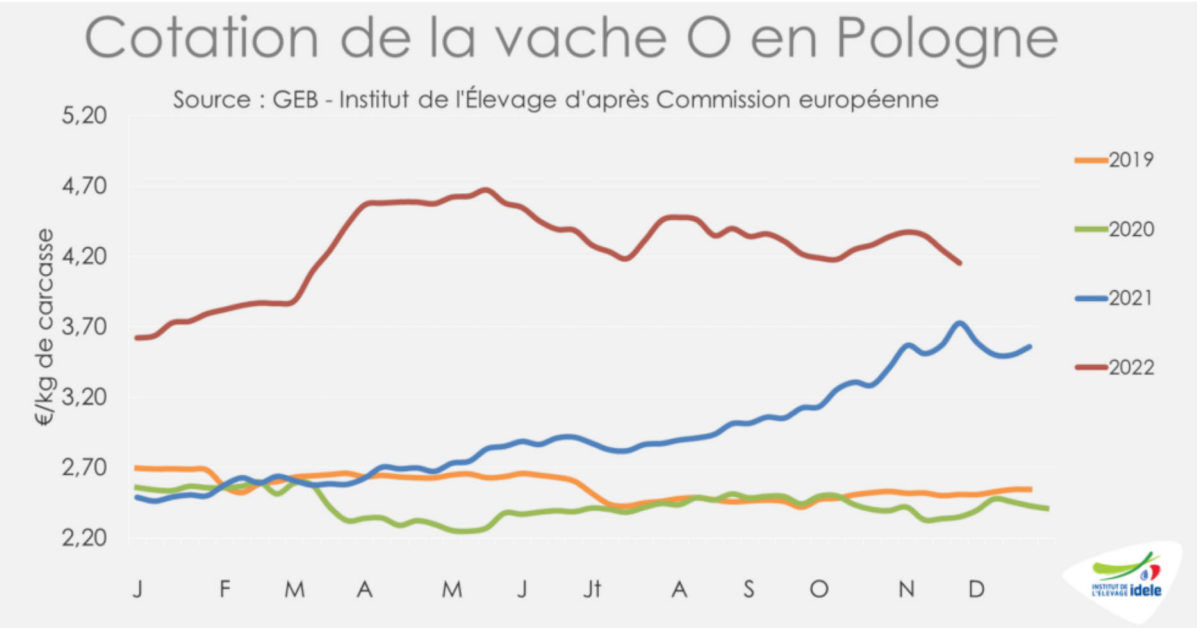
En attendant, sur 10 mois, les ventes au détail de viandes se sont logiquement repliées de près de -10% /2021 en volume par rapport à une année 2021 marquée par les restrictions autour de la RHD. C'est notamment le cas de la viande bovine (-22%) dont la consommation en 2021 s'était nettement reportée vers la vente au détail. A noter que malgré une progression à deux chiffres, la proportion de substituts de viande reste très minoritaire.



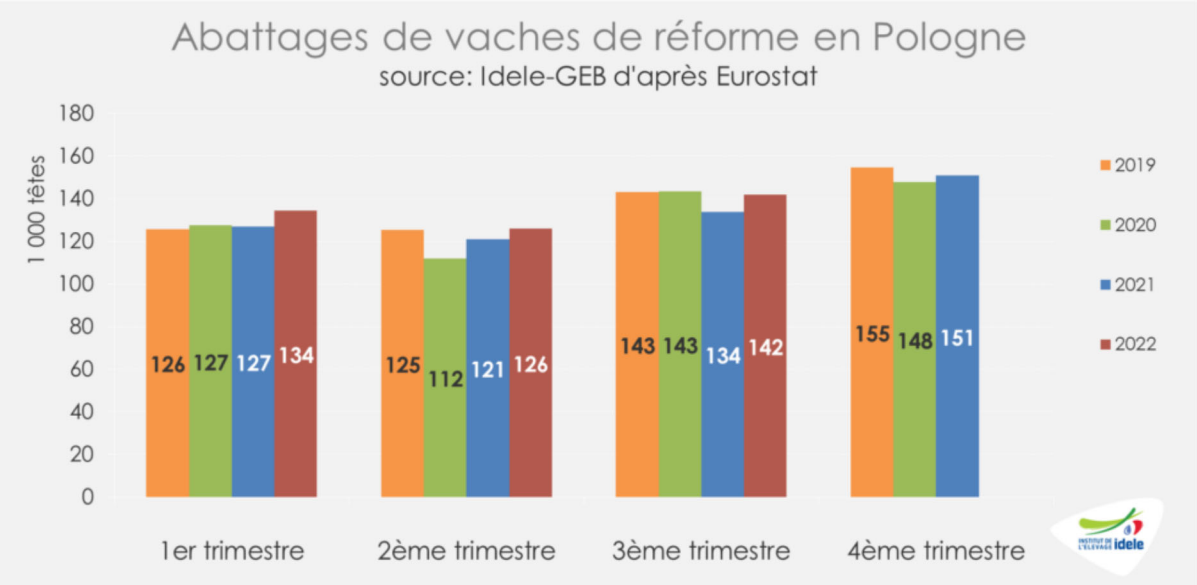
L'inflation en Allemagne reste soutenue. Elle a ainsi atteint +10% /2021 en novembre dernier. Elle a été particulièrement marquée pour le secteur de l'alimentation avec une bond de +21% sur un an, un niveau bien supérieur au niveau moyen constaté dans la zone euro.

POLOGNE : les cours des réformes en baisse.

En Pologne, les cotations des réformes sont reparties à la baisse après une brève remontée. S'il reste supérieur aux années précédentes, le cours de la vache O a perdu 19 centimes en quatre semaines (-4%) pour atteindre 4,15 €/kg de carcasse en semaine 48 (+11% /2021 et +77% /2020).



Sur le troisième trimestre 2022, les abattages de vaches ont avoisiné les 142 000 têtes (+6% /2021 et -1% /2020 et 2019) alors que le cheptel reste contraint. Pour mémoire, La dernière enquête cheptel de juin 2022 faisait état d'un recul du nombre de vaches.



Viandes bovines » Maigre »

Exportations dynamiques vers l'Algérie

Dernière révision le 19 décembre 2022

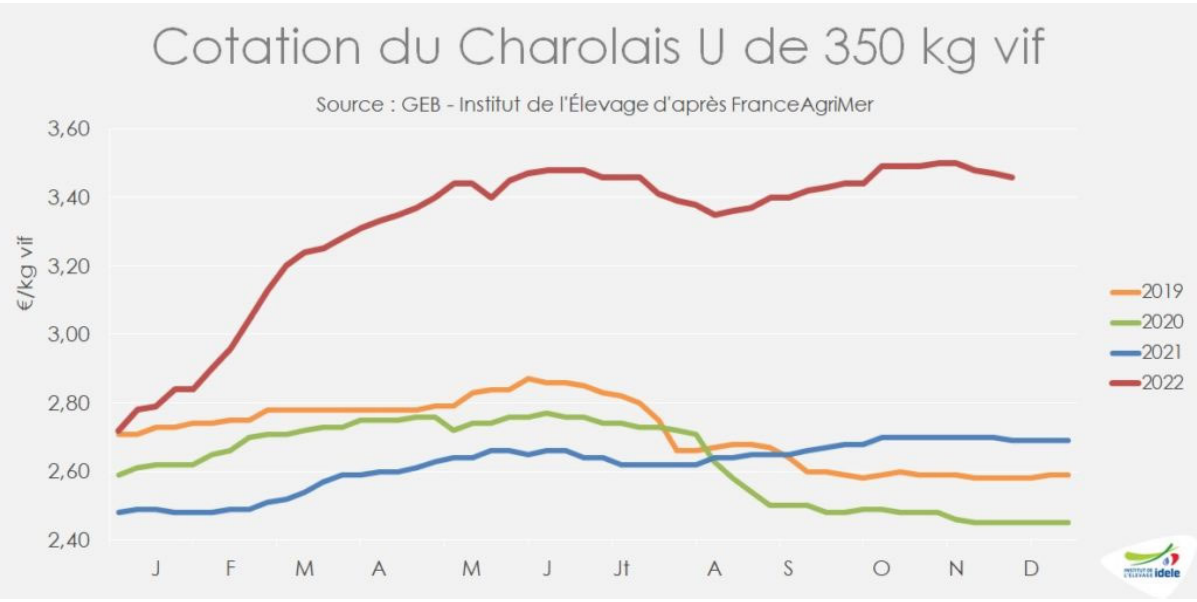
Comme chaque année en novembre, l'offre en broutards a augmenté du fait du retour des animaux dans les étables. Malgré tout, les prix sont restés stables ou ont à peine diminué car la demande française pour l'engraissement est restée ferme, notamment en Charolais. Les exportations vers l'Italie ralentissaient un peu mais étaient dynamiques vers l'Algérie.

Léger tassement des cours

Le retour des animaux en stabulation a entraîné une certaine augmentation de l'offre. De ce fait, les mâles et femelles charolais légers, plus nombreux en cette saison, ont perdu quelques centimes. Les cours des animaux charolais les plus lourds et les Limousins, très demandés, se sont maintenus.

Début décembre en semaine 49, le broutard c**harolais U de 450 kg** cotait **3,35 €/kg** vif (+79 cts ou +31% /2021, +46% /2020) un niveau stabilisé depuis plusieurs semaines.

Le cours du **Charolais U de 350 kg,** à **3,46 €/kg** vif en semaine 49 (+77 cts ou +29% /2021, +41% /2020), s'est érodé de -4 cts sur les quatre dernières semaines.

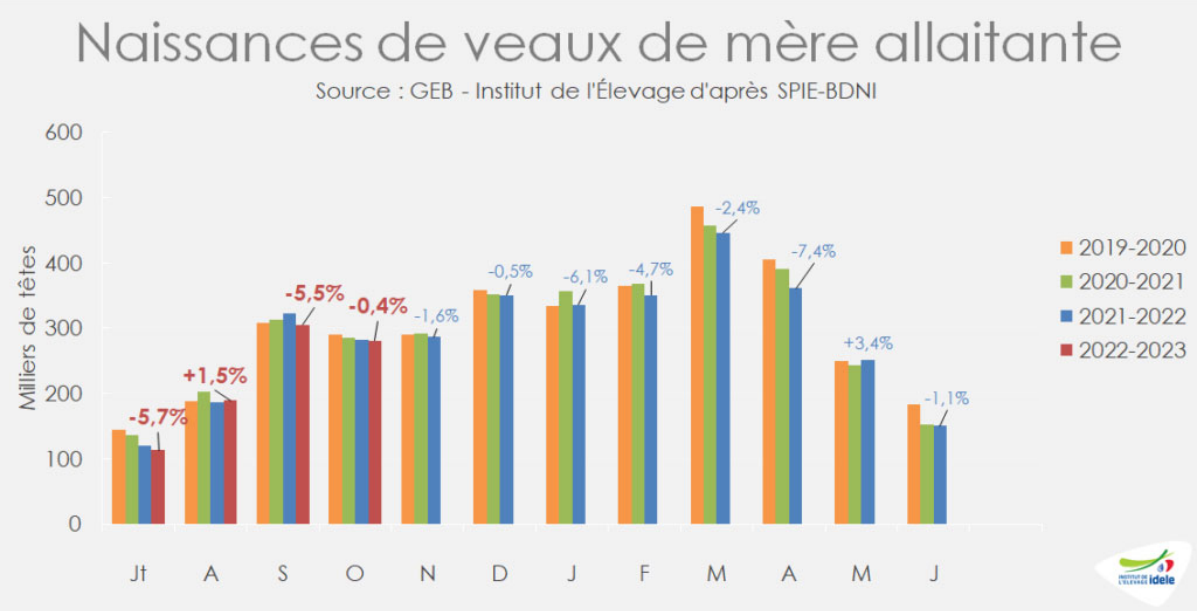


En semaine 49, le cours du **Limousin E de 350 kg** a été reconduit à nouveau à **3,65 €/kg** vif pour la huitième semaine consécutive (+82 ou +29% /2021, +37% /2020). La cotation du **mâle croisé R de 300 kg** s'est également stabilisée à 3,08 €/kg vif (+47 cts ou +18% /2021, +34% /2020).

La **Charolaise U de 270 kg** était cet automne plus rare qu'habituellement et son cours avait rapidement progressé pour dépasser même celui de la Limousine E de 270 kg en semaine 42 ! Depuis, le prix de la Charolaise est reparti à la baisse, à **3,25 €/kg** vif en semaine 49 (+57 cts ou +21% /2021, +27% /2020) soit 5 centimes en dessous de la **Limousine E de 270 kg** (**3,30 €/kg** vif, +38 cts ou +13% /2021 et +19% /2020).

Naissances en léger recul par rapport à 2021

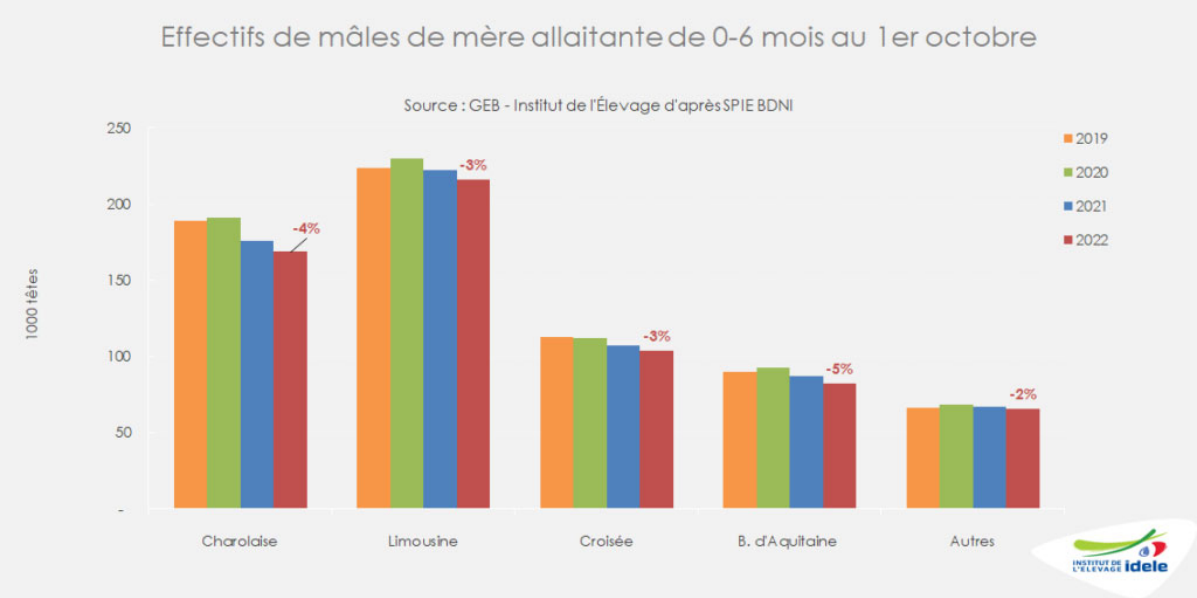
En octobre 2022, **281 000 veaux de mère allaitante** sont nés en France (- 1 000 têtes ou -0,4% /2021 et -1,9% /2020). Sur les quatre premiers mois de la campagne 2022-2023 (juillet-octobre) 888 000 veaux sont nés, en recul par rapport aux années précédentes (-23 00 têtes ou -2,5% /2021 et -5,3% /2020).



Au 1er novembre, la décapitalisation du troupeau allaitant est restée soutenue, avec un effectif de 3 531 000 vaches allaitantes en France (– 114 000 têtes ou -3,1% /2021).

Effectifs de broutards en légère baisse

Au 1er novembre 2022, **602 000 broutards de 0 à 6 mois** étaient présents en France, en léger recul par rapport à l'année précédente (-7 000 têtes ou -1%/2021, -6% /2020). Cette baisse, inférieure à celle du cheptel de mères allaitantes, est le résultat du relatif dynamisme des naissances du mois d'octobre. La **baisse des effectifs de broutards de 6 à 12 mois** est plus forte, avec 774 000 têtes présentes au 1er novembre (- 29 000 têtes ou -4% /2021 et-4% /2020). L'offre en broutards reste donc restreinte et maintient les cours à leur niveau actuel élevé.

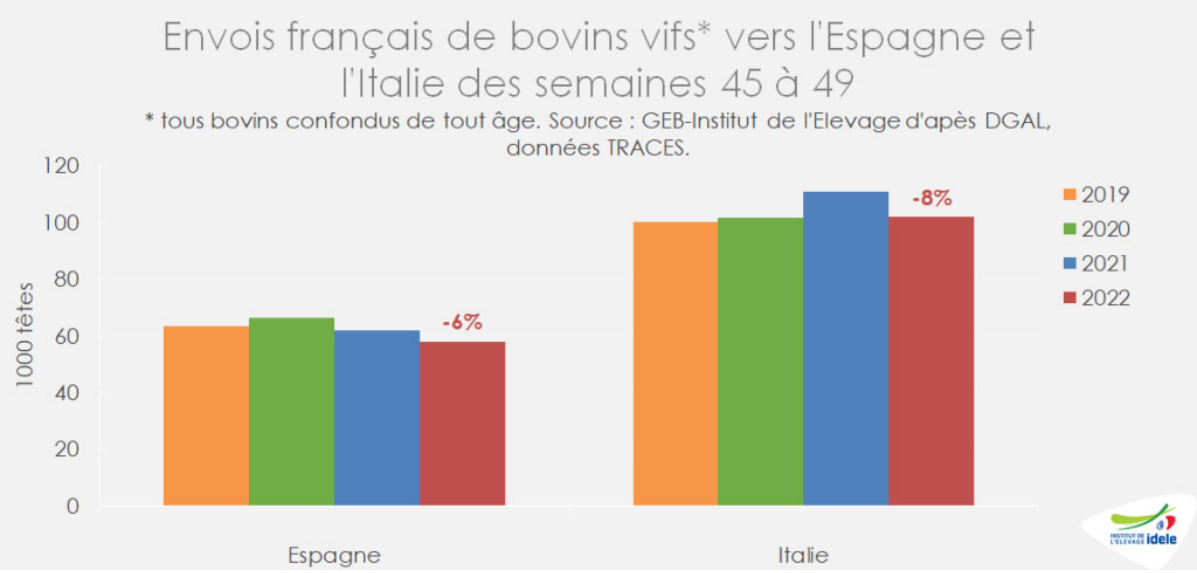


Ralentissement des exportations, y compris vers l'Italie

D'après les données SPIE-BDNI, les **exportations françaises de bovins de type viande âgés de 4 à 16 mois** ont totalisé 90 000 têtes en octobre (semaines 40 à 43) toutes destinations confondues (-4 800 têtes ou -2% /2021 et -14% /2020). En cumul sur les semaines 1 à 46, 938 000 têtes ont été expédiées à l'étranger, en net retrait par rapport aux années précédentes (-86 000 ou -8% /2021 et -6% /2020). Les exportations de Charolais ont reculé plus nettement (-12% /2021) que celles de Limousins (-7% /2021), du fait de la réorientation préférentielle des premiers vers l'engraissement en France.

Les **exports totaux vers l'Italie** de bovins de tous âges et de tous poids (veaux et broutards inclus) pour les semaines 45 à 49 s'élevaient à 102 000 têtes selon TRACES, en recul d'une année sur l'autre (-9 000 têtes ou -8% /novembre 2021 particulièrement dynamique). Les engraisseurs italiens auraient ralenti les sorties de jeunes bovins pour profiter de la hausse des cotations, et auraient donc différé les achats de broutards car les bâtiments tarderaient à se vider.

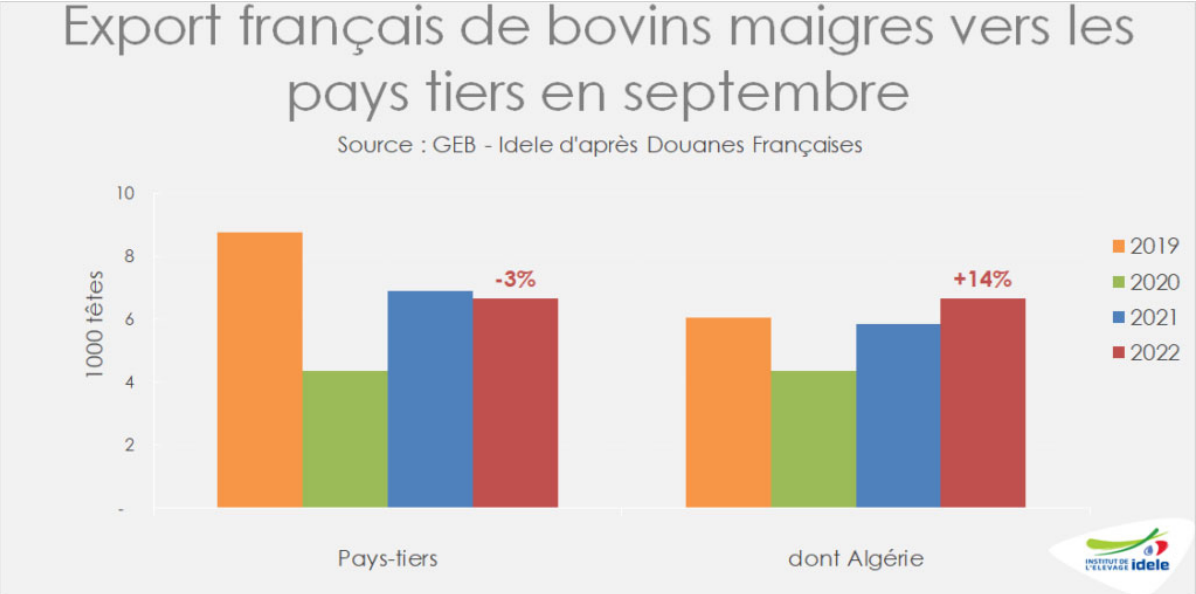
Vers l'Espagne, les exportations de bovins de tous âges et de tous types ont reculé sur les semaines 45 à 49 (-4 000 têtes selon TRACES soit -6% /2021).



Forte demande en Algérie et en Tunisie

D'après les Douanes, en cumul sur neuf mois, 41 000 animaux ont été exportés vers les **pays tiers** (-9 500 têtes ou -19% /2021), la baisse étant totalement imputable à l'arrêt des ventes vers Israël. À l'inverse, **les broutards français sont très demandés en Algérie**. Les importations de viande et de broutards étaient réduites depuis deux ans par le gouvernement algérien pour économiser les devises. La hausse des prix du gaz a permis de lever les restrictions aux importations et la demande algérienne est revenue à un haut niveau.

6 700 animaux sont partis vers l'Algérie en septembre, en nette augmentation (+14 %) par rapport au mois de septembre 2021 déjà très dynamique. En cumul depuis le début de l'année, l'Algérie a acheté 36 000 broutards (+7% /2021). **La demande est également élevée en Tunisie**, avec près de 4 000 broutards expédiés entre janvier et septembre 2022 (×20 /2021 et ×1,5 /2020). Ces deux pays représentaient la plupart des ventes de broutards aux pays tiers



Viandes bovines » Veaux de boucherie »

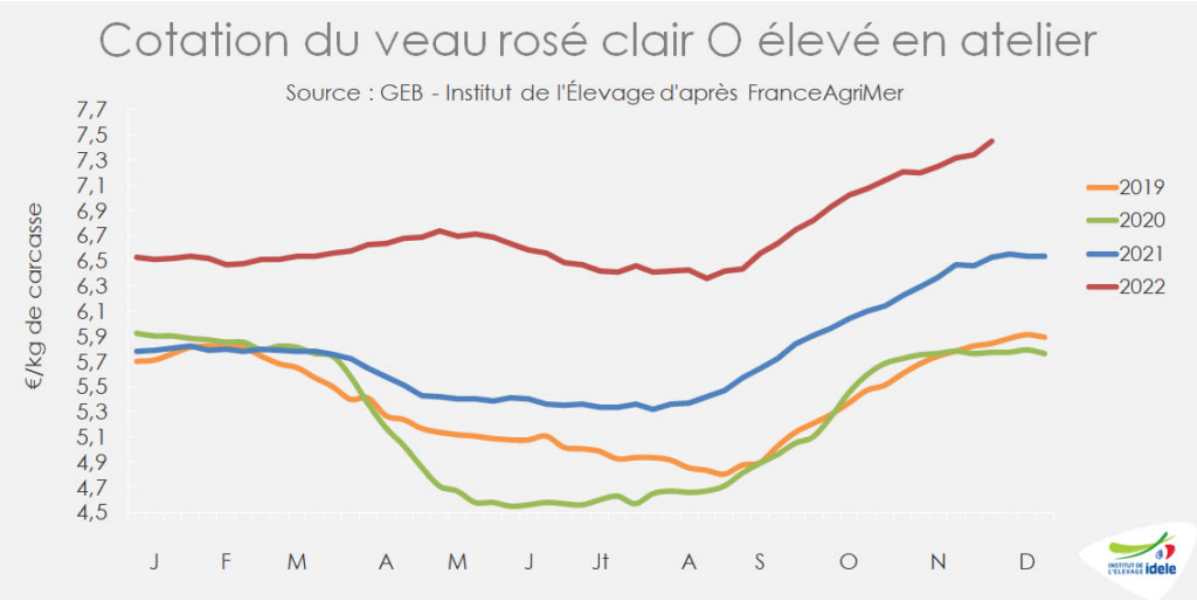
Les abattages de veaux en chute depuis deux mois

Dernière révision le 19 décembre 2022

Les prix des veaux gras en France ont poursuivi leur hausse saisonnière, portés par la faiblesse des disponibilités. Les abattages ont nettement reculé en novembre, comme en octobre, suite à des mises en place restreintes, à un recul de l'activité veau de certains opérateurs et à la chute des abattages de veaux sous la mère. La production des Pays-Bas est stable en téc, avec davantage de veaux abattus car le marché européen est à la recherche de viand**e.**

Les cours des veaux gras toujours en hausse

Les prix des veaux finis ont poursuivi leur hausse saisonnière en novembre, à un rythme accéléré ces quatre dernières semaines. Le veau rosé clair O élevé en atelier a progressé de **+25 cts en 4 semaines** (contre +18 cts le mois précédent). En semaine 49, il cotait **7,45 €/kg** de carcasse (+14% /2021 ou +92 cts et +29% /2020 ou +1,68 €). Cette hausse est liée à la faiblesse de l'offre, avec en novembre, pour le 2ème mois consécutif, une nette baisse des abattages de veaux gras.



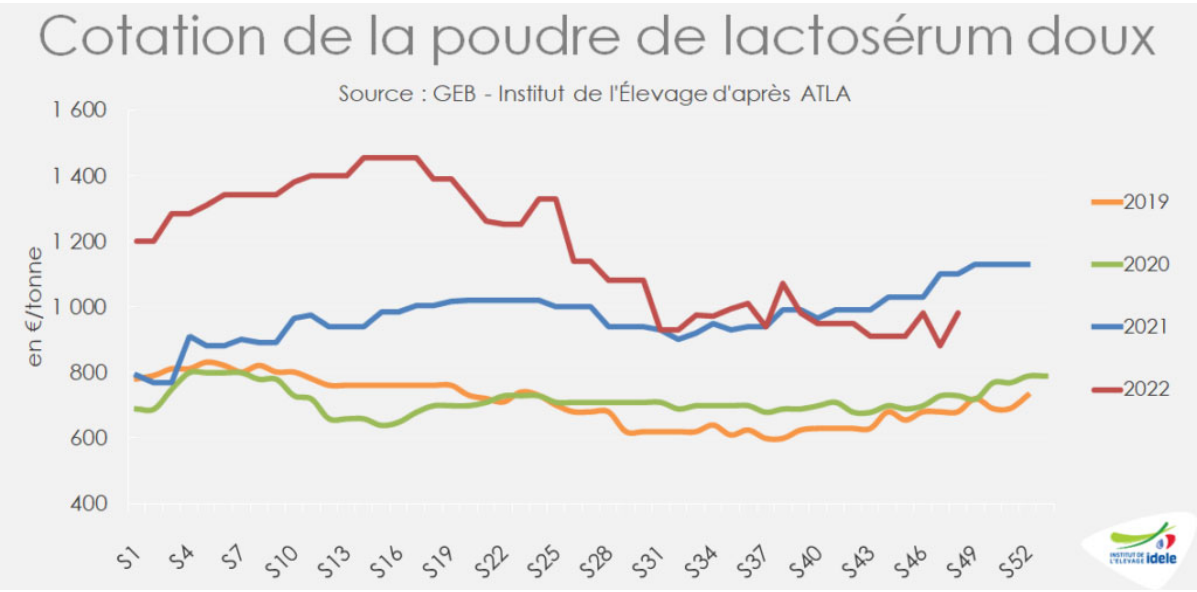
Le veau rosé clair R élevé en atelier a suivi la même tendance pour atteindre **7,72 €/kg éc** (+11% /2021 ou +78 cts et +21% /2020 ou +1,34 €). L'écart de prix entre les catégories R et O s'est encore réduit, à 27 centimes en semaine 49. Le marché plus haut de gamme du veau rosé clair R peine davantage à passer les hausses de prix que celui du veau O, meilleur marché.

En veau sous la mère, la cotation a également suivi la tendance haussière. Le veau rosé clair U élevé au pis cotait **9,32 €/kg éc** en moyenne sur les quatre dernières semaines (+7% /2021 ou +65 cts et +10% /2020 ou +83 cts).

Le prix des poudres de lait recule

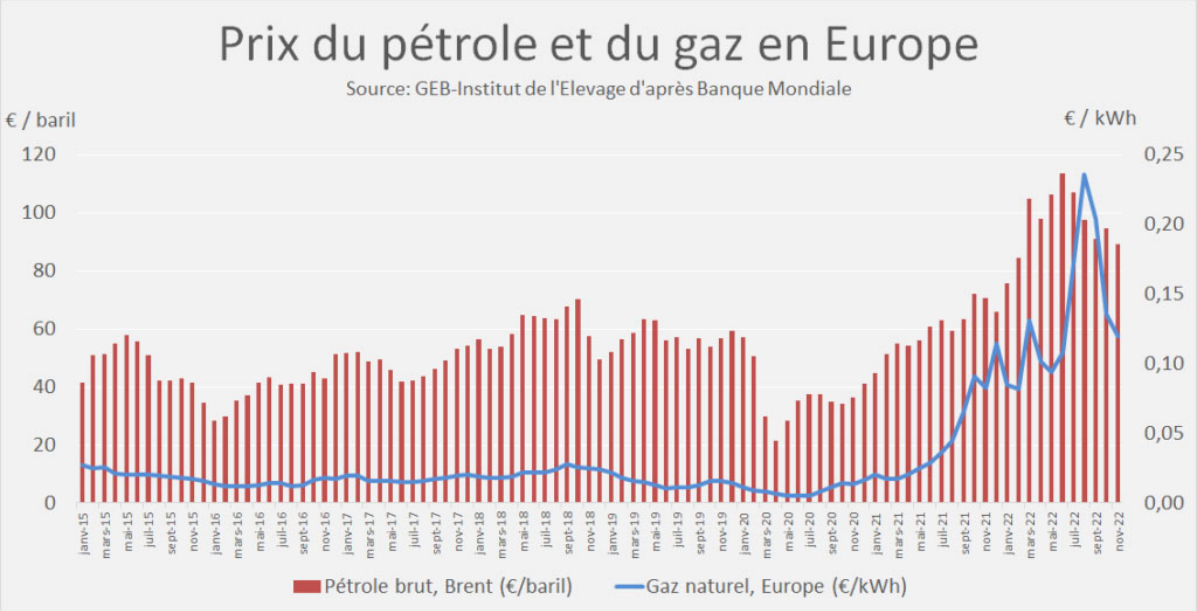
Depuis cet été, le prix des matières premières lactées recule du fait de la baisse de la demande chinoise et de disponibilités élevées : les usines de poudre ont beaucoup fabriqué cet été, en anticipation des hausses du prix de l'énergie à venir. Ainsi, le prix de la poudre de lait écrémé en France s'est replié depuis mi-octobre sous son niveau de 2021 à pareille époque. Même si elle a rebondi de 80 € en 4 semaines, elle cotait en semaine 48 à 3 050 €/t (-5% /2021 et -11% depuis le début de l'année).

Le prix de la poudre de lactosérum doux recule aussi depuis l'été du fait de la baisse de la demande : la cotation française se situait à 980 €/t en semaine 48, après un léger rebond de 70 € en 4 semaines, mais toujours en recul de -11% /2021 et -18% depuis le début de l'année.



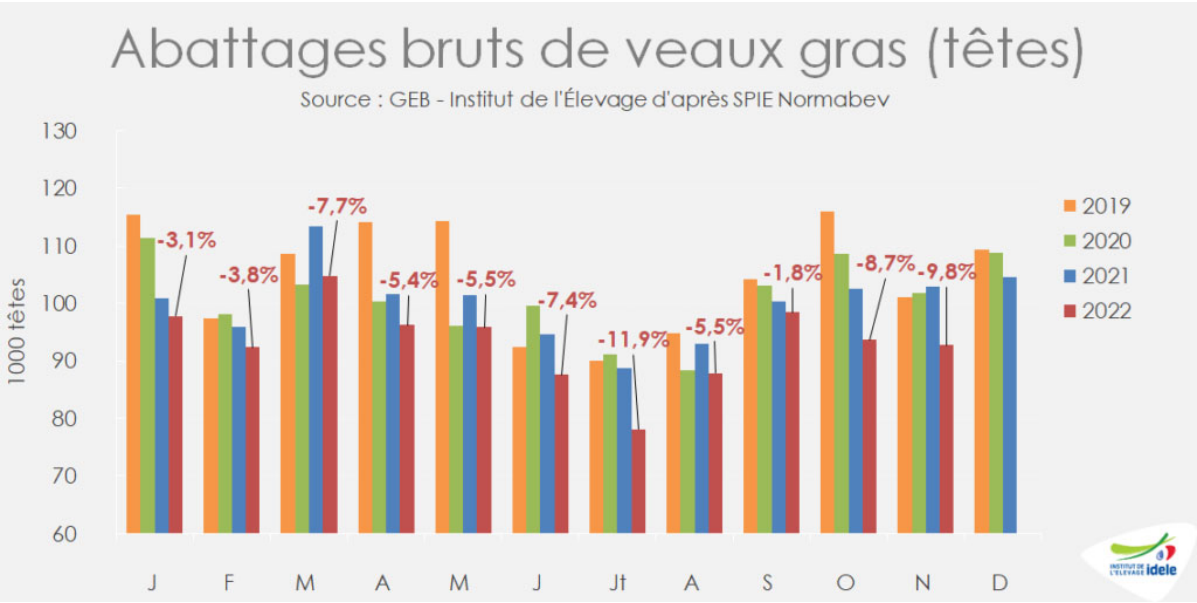
Pour la partie fibreuse de l'aliment pour veau, l'IPAMPA des autres aliments pour veaux progresse sans discontinuer depuis deux ans. En octobre il atteignait 150,5 points (**+2 pts en un mois**, +28% /2021 et +47% /2020).

Côté éleveur, les coûts de production restent très élevés, même si le prix du pétrole a reflué de -6% en un mois en Europe. Le cours moyen du baril de ***Brent*** (Mer du Nord) dont le **propane** (utilisé en atelier veau) est un coproduit, se situait à 89 €/baril en novembre, à des niveaux bien supérieurs aux années passées (+26% /2021 et **x 2,4 /2020**).



Les abattages de veaux reculent fortement pour le 2ème mois consécutif

La filière veau de boucherie fait face à une situation inédite. En novembre, pour le 2ème mois consécutif, les abattages ont chuté à une période où ils sont traditionnellement dynamiques du fait des températures hivernales. Ainsi, seuls 93 000 veaux gras ont été abattus en novembre (**-10% /2021** ou -10 000 têtes et -9% /2020).

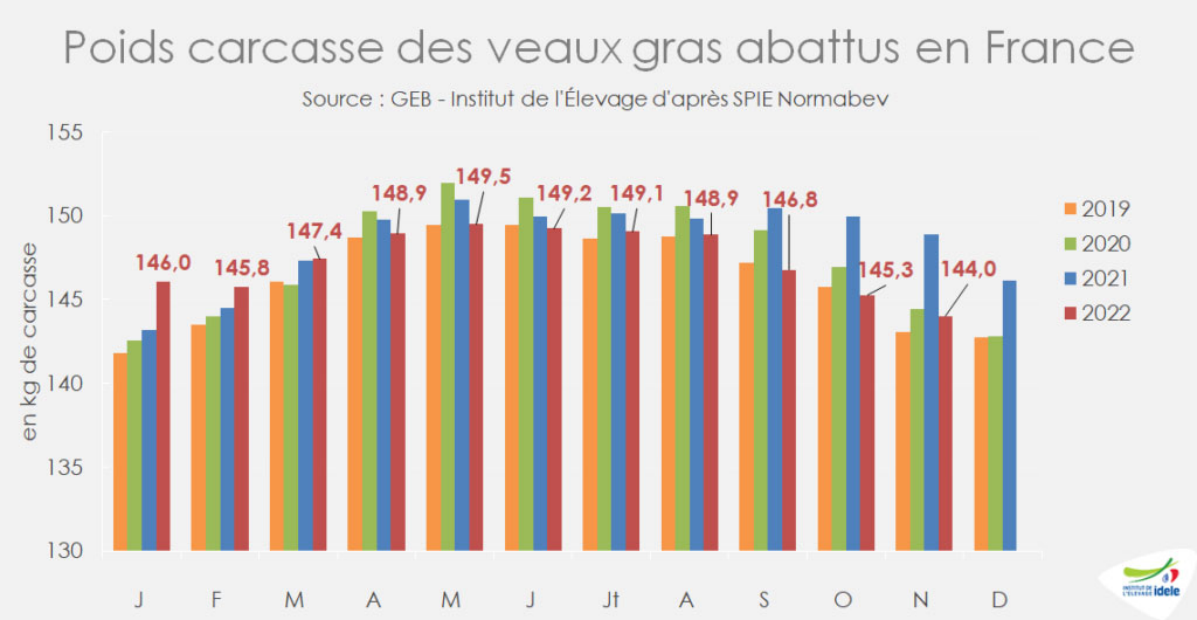


Cumulés sur onze mois, les abattages ont nettement reculé de **-6,4% /2021** (-70 000 têtes dont -14 000 veaux allaitants), à 1,025 million de têtes. Cela s'explique par la grande prudence des mises en place des intégrateurs, face aux prix des matières premières lactées en constante augmentation de 2021 à mi-2022 et par un désengagement de l'activité veau de certains opérateurs. S'y ajoute l'inflation sur les produits alimentaires, tous les mois un peu plus forte entamant le pouvoir d'achat des ménages et les achats de viande, y compris de veau.

Les abattages de veaux allaitants reculent plus vite que l'ensemble des abattages (-7,4% contre -6,4% tous veaux) car des élevages ont arrêté la production de veaux sous la mère (prix non incitatifs en 2022, retraite sans reprise de cette activité) ou ont réduit temporairement la production parfois, pour vendre en broutard cet automne.

Des veaux abattus moins lourds, mais à âge égal

Dans un contexte de faiblesse de l'offre, les poids carcasses se sont allégés d'un mois sur l'autre de -1,3 kg, ce qui témoigne d'une bonne adéquation entre offre et demande. En novembre, ce poids moyen des carcasses était de 144,0 kg, en fort recul de **-4,9 kg** par rapport à 2021.

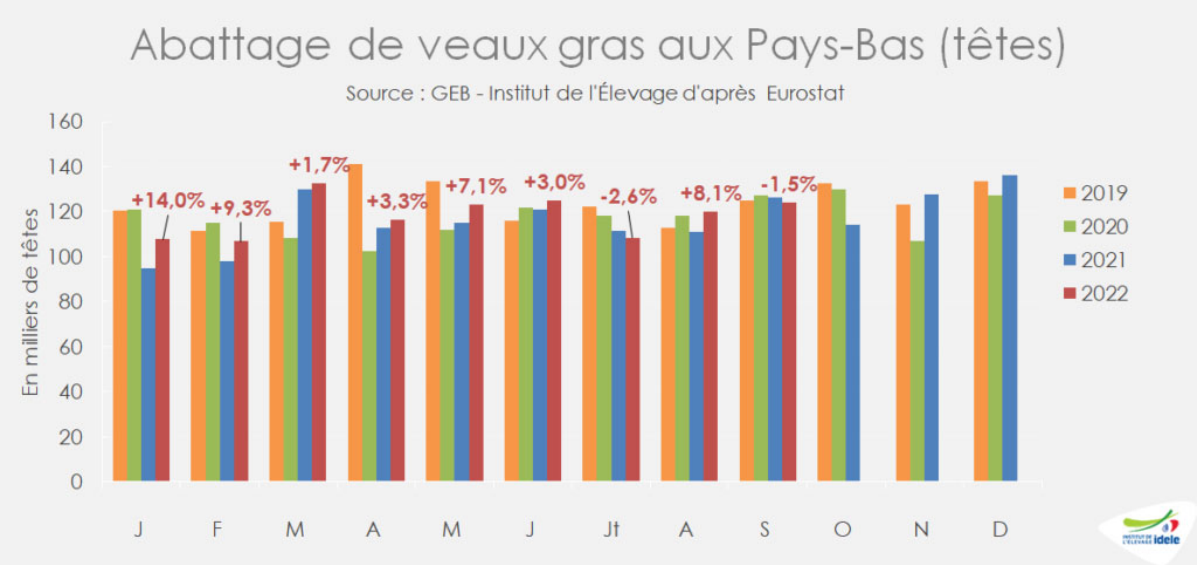


Cet allègement illustre l'évolution des plans d'alimentation entre 2021 et 2022. L'utilisation croissante d'aliments fibreux, moins onéreux, au détriment des poudres lactées a réduit la prise de poids quotidienne des veaux. L'âge à l'abattage est en revanche stable d'un an sur l'autre, égal en novembre à 187,0 jours.

Aux Pays-Bas la production est stable

La cotation du veau de boucherie **pie-noir néerlandais** a suivi une hausse saisonnière similaire à celle de la cotation en France, rebondissant elle aussi ces dernières semaines (+25 cts en 4 semaines). En semaine 49, le prix du veau gras s'établissait à **6,30 €/kg éc** (+11% /2021 ou +65 cts et +46% /2020).

Aux Pays-Bas, la production de viande de veau cumulée de janvier à septembre est stable d'une année sur l'autre, égale à164 000 téc, soit +0,2% /2021 et = /2020. Cependant, le nombre de veaux abattus (1 064 000 **têtes** abattues en 9 mois) a augmenté quasiment tout au long de l'année, de **+4,3% /2021** (+44 000 têtes). Le poids carcasse moyen s'est fortement réduit, de -6,4 kg en un an, témoignant d'une forte demande en viande de veau dans la RHD européenne redynamisée et d'un manque de viande en Europe, ce qui accélère les sorties.



En Italie, après un plafonnement durant plusieurs semaines, la cotation prix du veau gras à Modène a rebondi de +27 cts en quatre semaines, à **6,75 €/kg éc** en semaine 49 (+4% /2021 et +38% /2020). D'après Eurostat sur les neuf premiers mois de l'année, les abattages italiens de veaux gras ont été stables d'une année sur l'autre, à 457 000 têtes (+0,2% /2021 et -3,4% /2020).

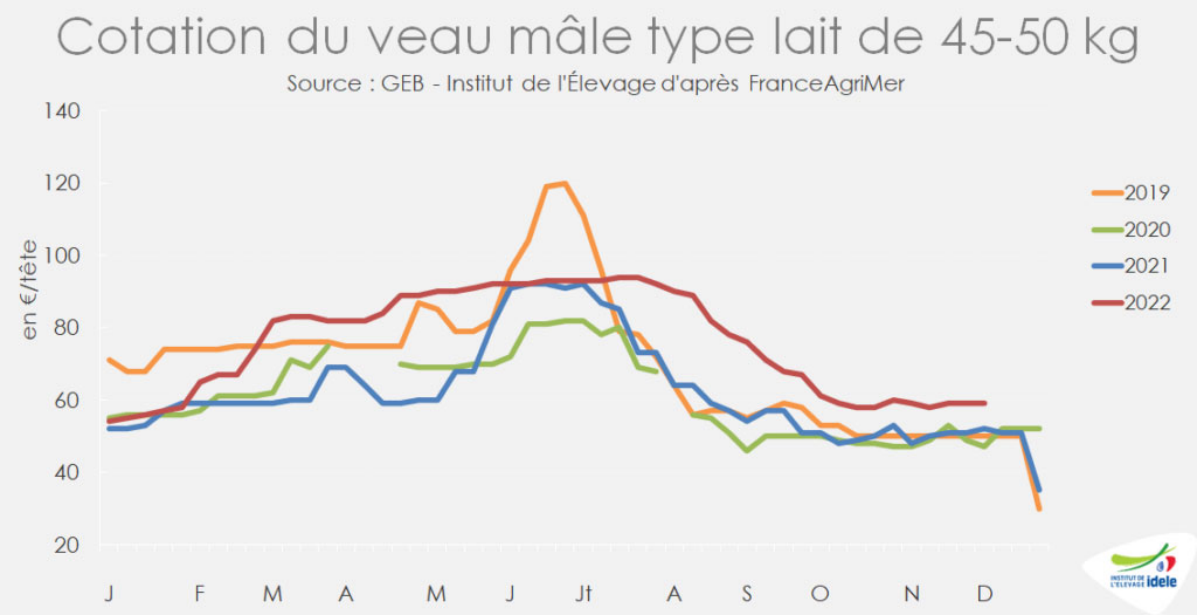
Vers une nouvelle année d'exports record vers l'Espagne

Dernière révision le 19 décembre 2022

Les veaux mâles laitiers restent mal valorisés cet automne, malgré des naissances en net recul depuis le début de la nouvelle campagne 2022-2023. Les intégrateurs français sont toujours prudents dans leurs mises en place et l'engraissement de JB laitiers recule. Les veaux mâles et femelles croisés lait-viande résistent mieux à la baisse saisonnière car ils intéressent les engraisseurs espagnols, toujours actifs aux achats. La pénurie de viande en Europe fait gonfler les prix des bovins finis en Espagne et soutient cette filière d'engraissement.

La cotation du jeune veau laitier stagne à 59 € début décembre

En novembre et décembre, le **prix du jeune veau laitier de 45-50 kg a peu varié**. En semaine 49, il cotait 59 €/tête, soit +7 € comparé à 2021 et +12 € /2020. Le cours est bas, mais légèrement au-dessus des valeurs des années passés, du fait de la chute des naissances depuis le début de la nouvelle campagne et de l'attraction exercée par l'Espagne sur les veaux laitiers français.

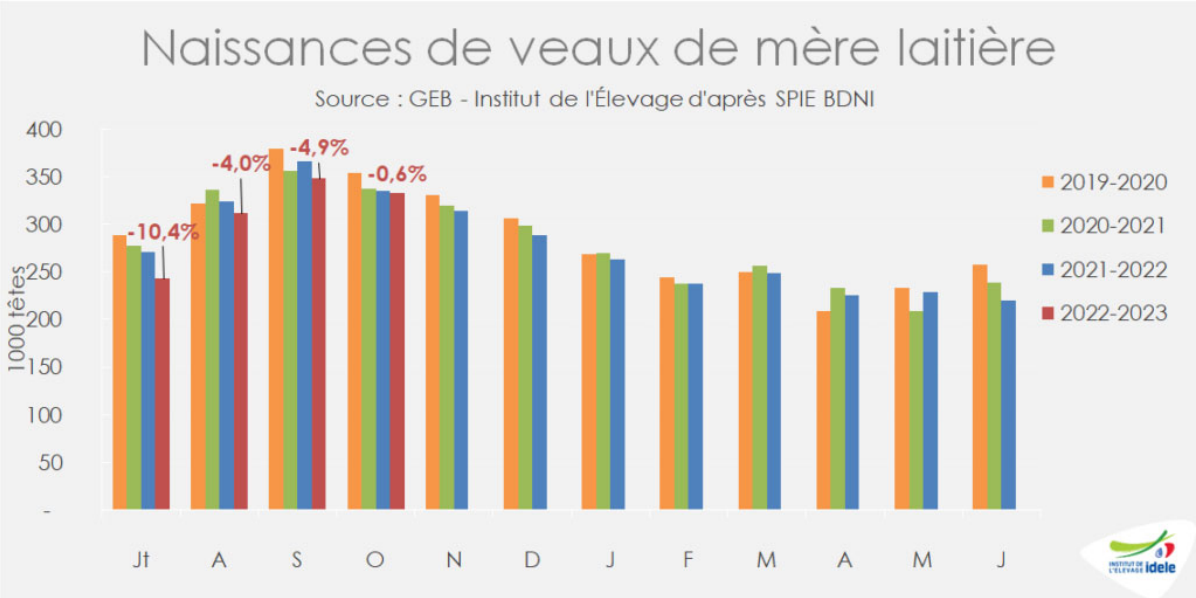


Le veau mâle laitier plus âgé de 50-55 kg cotait, comme le mois passé, 84 €/tête (+11 € /2021 et +19 € /2020).

Le cours du veau mâle de type viande, croisé lait-viande ou mixte remonte légèrement depuis fin octobre. Il cotait **185 €/tête** en semaine 49 (+25% ou +37 € /2021 et +30 € /2020). Le veau femelle de ces catégories a encore mieux résisté à la baisse que le mâle, à 146 €/tête soit +59 €/2021 ou +68% et +52 €/2020 ou +55%, les Espagnols engraissant des femelles pour leur marché intérieur et pour le marché italien.

Sursaut des naissances de veaux de mère laitière en octobre

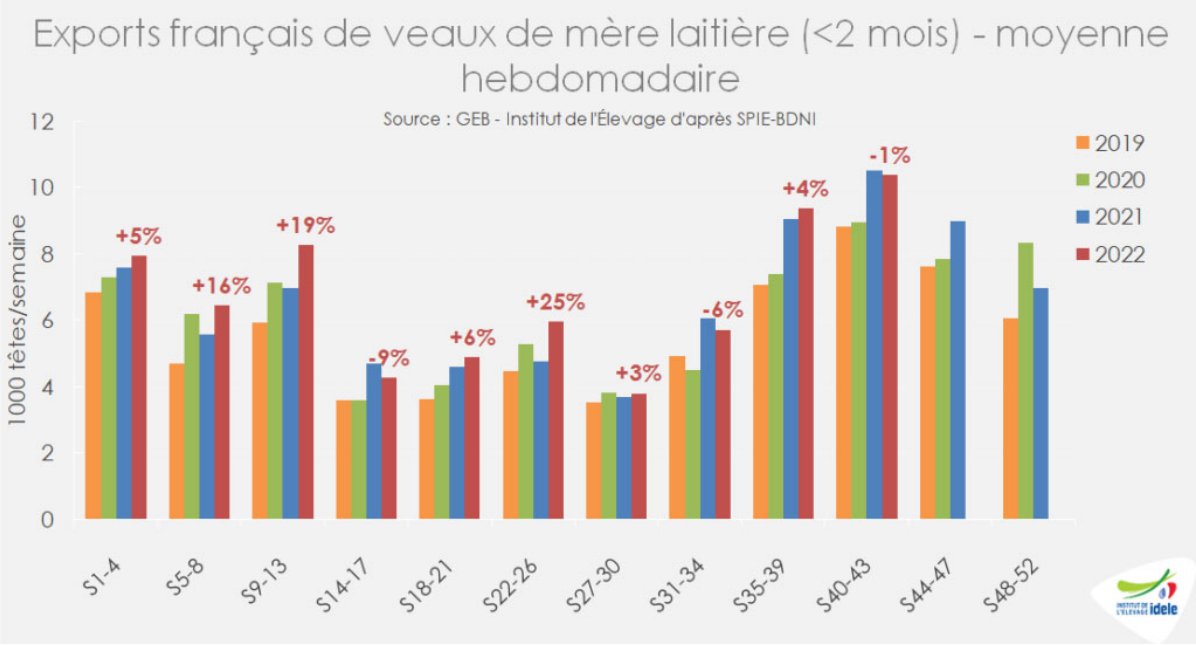
Alors que depuis le début de la nouvelle campagne de naissances 2022-2023, les naissances de veaux de mère laitière étaient en net recul, les naissances d'octobre 2022 ont quasiment égalé celles de l'an passé. Ainsi en octobre, 333 000 veaux de mère laitière sont nés (-0,6% /2021 ou -2 000 têtes et -1,5% /2020).



Les **naissances de veaux de mère laitière** restent cependant en net recul de **-4,7%** sur les quatre premiers mois de la nouvelle campagne, avec 1 235 000 veaux nés (-61 000 têtes). Au 1er novembre, le cheptel de vaches laitières comptait 3,45 millions de vaches, en recul de -2,4% /2021, soit -83 000 têtes. Ce recul, entamé début 2022, s'est accentué depuis le début de la nouvelle campagne, avec des entrées de génisses laitières réduites par le nombre restreint de génisses élevées et les exportations accrues de ces dernières.

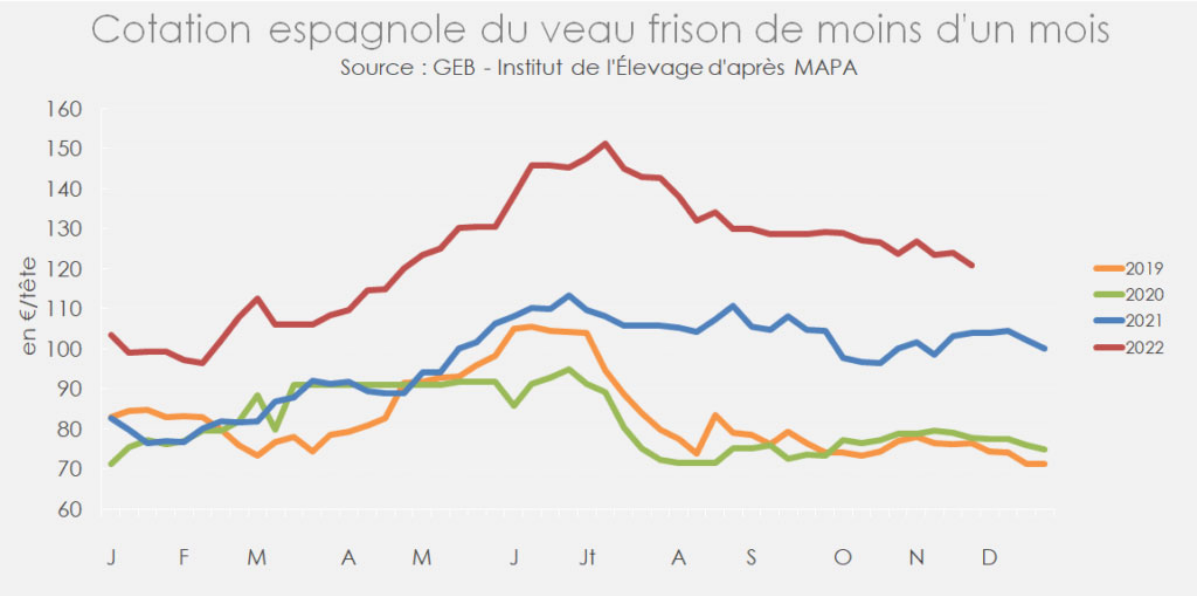
Les exports de veaux laitiers encore très élevés en octobre

41 500 veaux de mère laitière ont été expédiés de France entre les semaines 40 et 43, selon SPIE-BDNI, un chiffre égalant , à 500 têtes près, le record d'octobre 2021. En cumul entre les semaines 1 et 46, 324 000 veaux ont quitté l'Hexagone, soit +5% /2021 (+17 000 têtes) et +17% /2020. A cet égard, 2022 sera sans doute encore une nouvelle année d'exportations record de veaux laitiers français.



En Espagne, le prix du veau frison de moins d'un mois porté par le prix de la viande

Le veau frison espagnol de moins d'un mois a subi une moindre baisse saisonnière que l'an passé, et cotait **121 €** (+16% /2021 ou +17 € et +56% /2020 ou +44 €). Les engraisseurs espagnols sont toujours inquiets de la hausse du coût des céréales, mais les prix élevés et croissants des JB espagnols permettent, pour le moment, de couvrir les coûts.



La consommation de viande bovine en Espagne est affectée par l'inflation. Cependant, le prix des JB espagnols est soutenu par la pénurie de viande en Europe et par le développement de l'export vers l'Italie et la Grèce notamment, où la demande est toujours présente, même si les prix sont jugés élevés et que la concurrence polonaise, croate ou hongroise propose des prix plus compétitifs. L'apparition fin novembre de la fièvre hémorragique épizootique du cerf en Andalousie vient assombrir l'horizon en entraînant la fermeture du marché saoudien et égyptien aux bovins espagnols.

Des signaux contrastés

Dernière révision le 19 décembre 2022

En France, la reprise de la production laitière semble de courte durée. Le prix du lait remonte certes plus vite que le prix des charges, mais nettement moins vite qu'en Europe du Nord où la production est bien relancée. A l'inverse, la collecte de lait bio s'est redressée cet automne, grâce à une arrière-saison fourragère plutôt favorable, mais dans un contexte de poursuite de la déconsommation des produits laitiers bio, ce qui accentue la part de lait bio déclassé.

Les prix du lait payé aux éleveurs chez les principaux pays exportateurs ont atteint des records au-delà des 600 €/1 000 l en 2022. Après un bref plafonnement cet hiver ils risquent de baisser en 2023 dans le sillage des cours des ingrédients laitiers. En France, pourrait encore s'apprécier cet hiver si les transformateurs arrivent à passer des hausses de tarifs substantielles aux distributeurs.

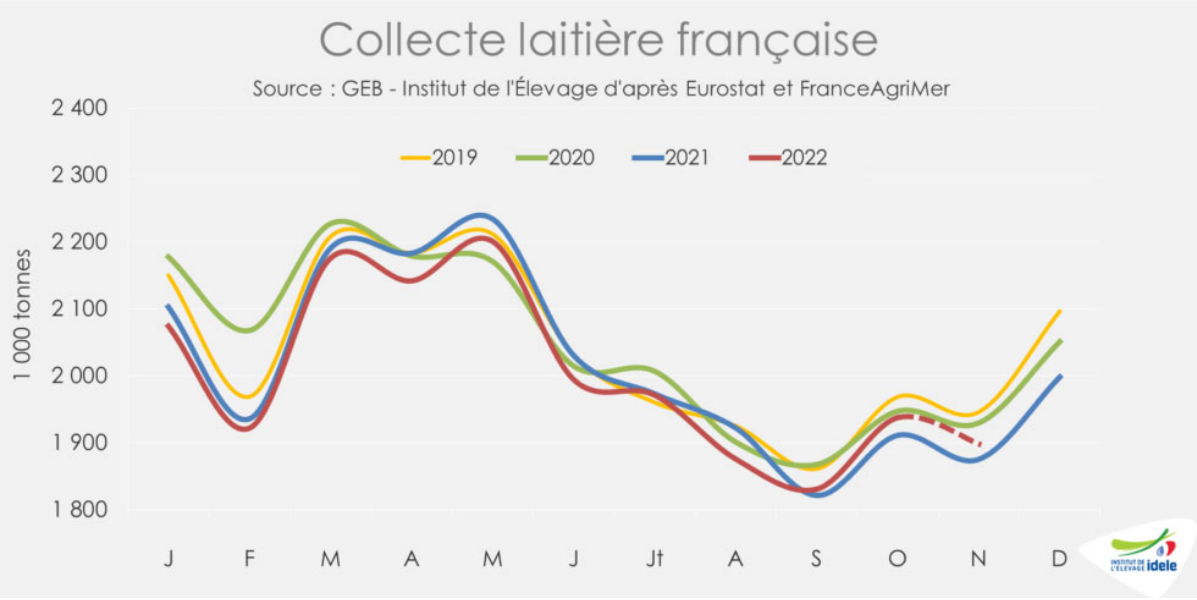
La reprise de la collecte semble de courte durée

Dernière révision le 19 décembre 2022

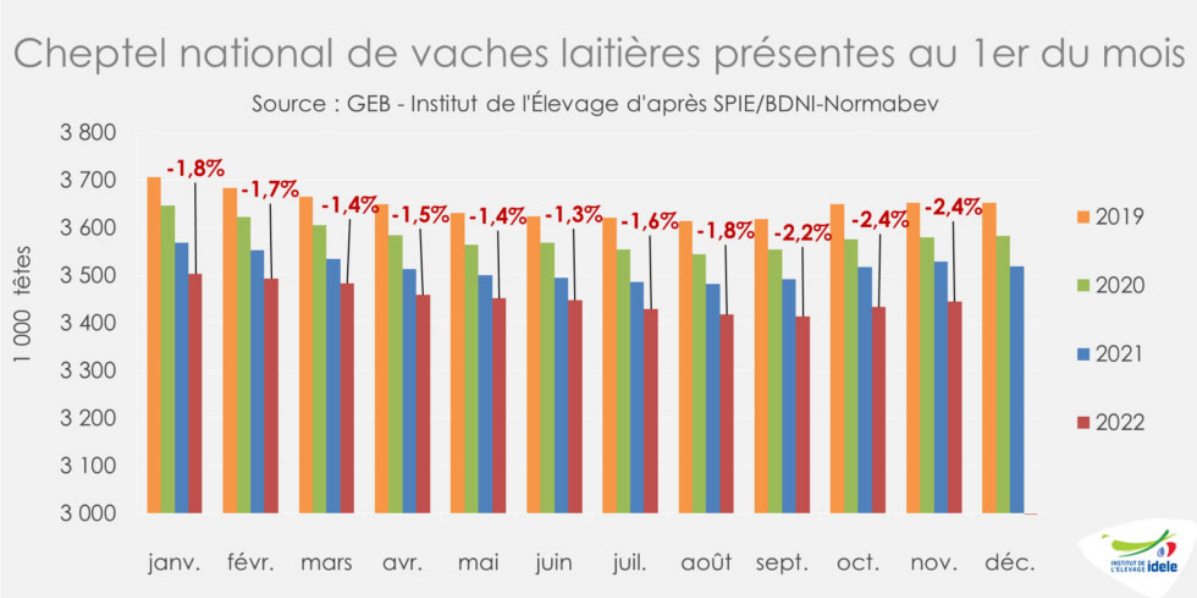
En novembre, la collecte française est restée supérieure au volume de 2021, mais la hausse amorcée en septembre semble s'essouffler. Le prix du lait continue de monter et la marge MILC s'améliore.

La reprise de la collecte parait stoppée depuis mi-novembre

En novembre, la collecte laitière française poursuit sa reprise débutée mi-septembre : +1,3% /2021. Toutefois, celle-ci semble de courte durée. Depuis la mi-novembre, elle semble marquer le pas d'après les enquêtes hebdomadaires de France Agrimer. La bonne situation fourragère de l'automne et les compléments distribués ont permis un redressement de la collecte. Mais il faut se rappeler que l'année dernière à cette période la collecte avait fortement baissé.

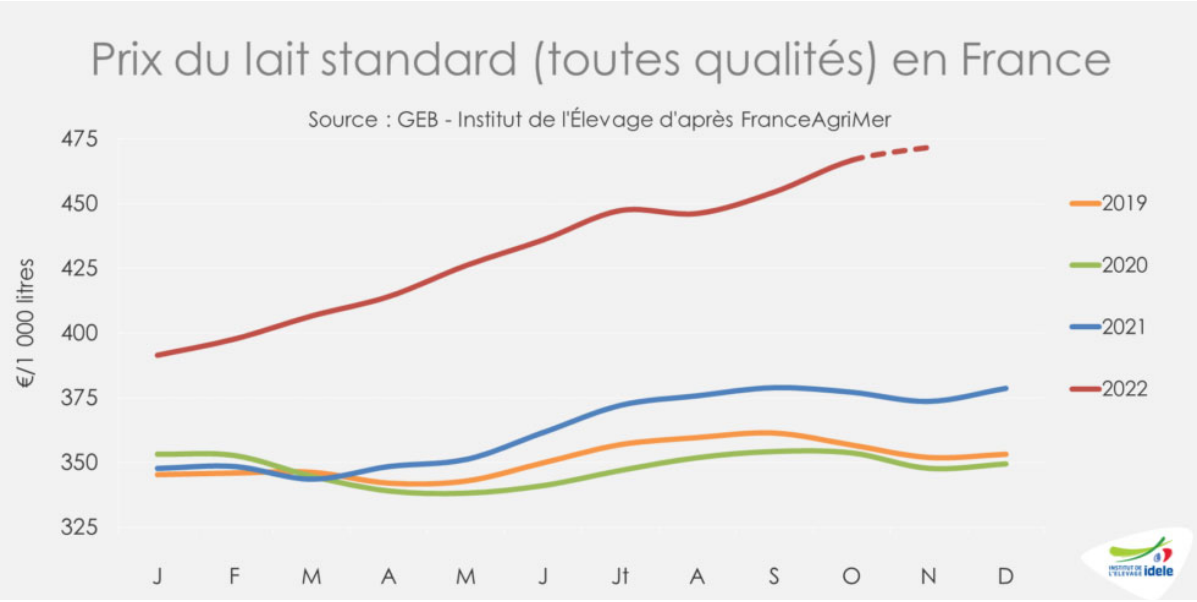


Nous sommes dans un contexte de repli du cheptel laitier qui s'est accéléré ces derniers mois. Au 1er novembre 2022, les effectifs de vaches laitières ont de nouveau reculé de -2,4% /2021. Le cheptel poursuit un recul très fort qui est à peine compensé par la hausse des rendements.



Le prix du lait poursuit sa hausse

En octobre 2022, le prix du lait standard 38-32 toutes qualités a atteint 467 €/1 000 l (moyenne nationale). Il devrait augmenter de quelques euros sur novembre. Et les prix devraient être reconduits sur la fin d'année et début 2023 selon les dires des laiteries. Le prix français reste bien en deçà des prix des pays d'Europe du Nord davantage connectés aux marchés des ingrédients.



La marge MILC continue sa progression pour atteindre 152 €/1 000 l en octobre 2022. Elle s'améliore de +12 € d'un mois sur l'autre grâce à une belle progression du produit lait, impactée par des charges en légère hausse. Sur un an, la MILC est en hausse de + 49 €/1 000 l. La hausse du produit lait (+94 € sur 1 an) et celle des autres produits (+22 €) compensent largement l'augmentation des charges (+66 €, pour rappel toutes les charges ne sont pas prises en compte dans le calcul de la MILC) et permet une nette amélioration de la MILC.

Lait de vache » Marché des produits laitiers »

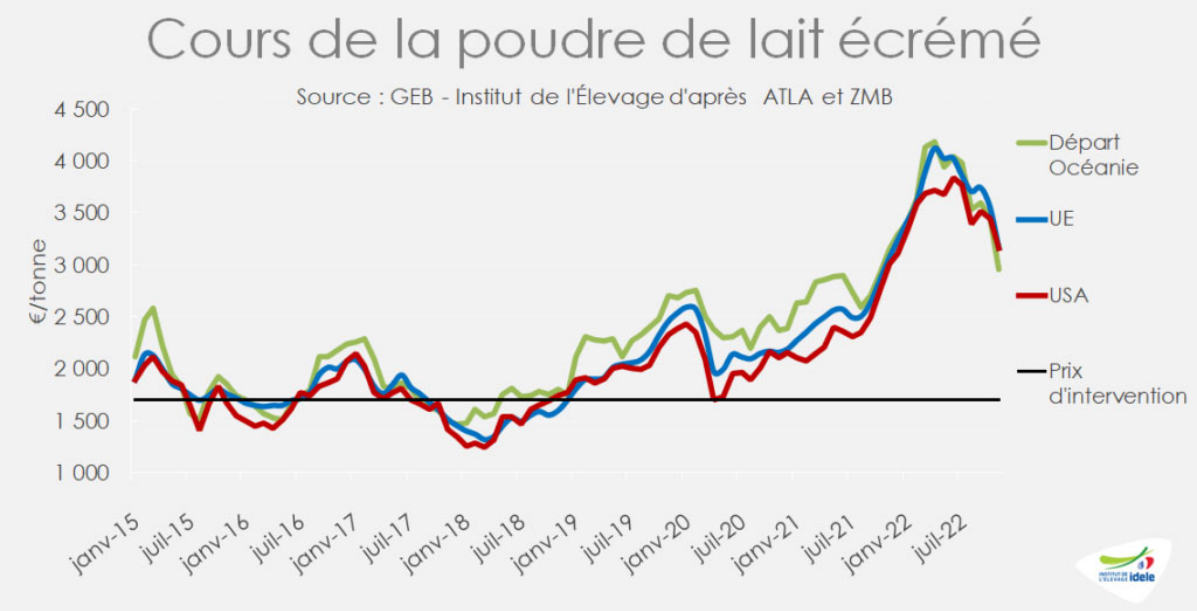
Les prix du lait ont-ils atteint un sommet ?

Dernière révision le 19 décembre 2022

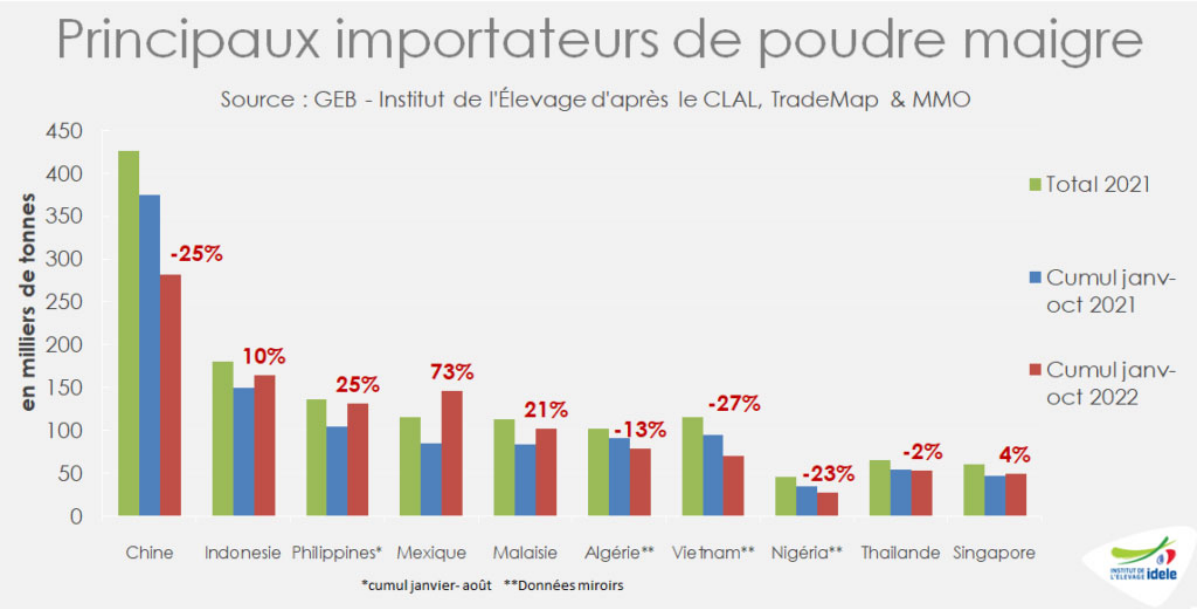
Les prix du lait payé aux éleveurs chez les principaux pays exportateurs ont atteint des records au-delà des 600 €/1 000 l en 2022. Après un bref plafonnement cet hiver ils risquent de baisser en 2023 dans le sillage des cours des ingrédients laitiers.

Fléchissement des cours des ingrédients laitiers

Les cours européens et néozélandais de la poudre maigre ont enregistré une baisse de plus de 400 €/t depuis un mois, pour atteindre 3 165 €/t dans l'UE-27 en novembre.

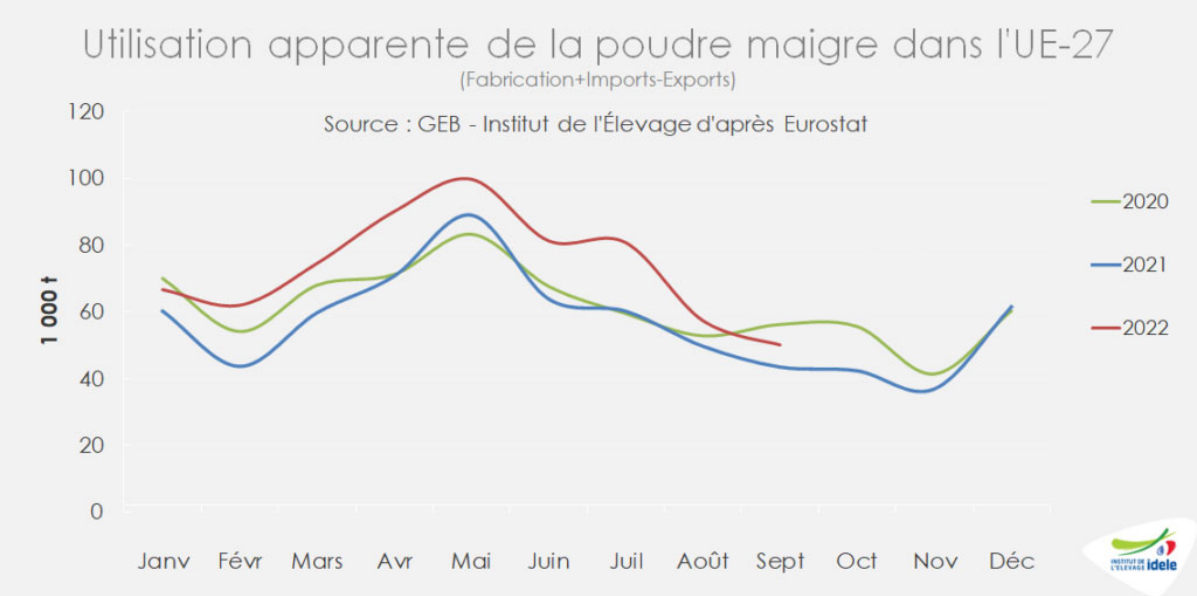


Cette baisse s'explique principalement par la chute de la demande sur le marché international principalement marqué par le recul des importations chinoises sur dix mois de -25% /2021.



L'évolution des importations des dix principaux pays importateurs est variable. En effet, si l'Indonésie, les Philippines et le Mexique achètent davantage de poudre maigre que les années précédentes, les autres importateurs sont moins présents. En cumul pour ces dix pays, les importations de 2022 sont inférieures de -2% /2021, soit -17 000 t.

Dans **l'UE-27, les fabrications ont fortement augmenté depuis l'été**. Les importations ont légèrement augmenté (+5% à 25 000 t) principalement dues à des exportations ukrainiennes multipliées par 7 à 8 280 t sur janvier-septembre. Dans le même temps, les exportations cumulées sur 9 mois ont chuté de -15% /2021 (-95 000 t), à 528 000 t, dont près de la moitié à destination de la Chine (-44 000 t). Dans ce contexte, l'utilisation apparente (courbe rouge ci-dessous), c'est-à-dire les disponibilités (fabrications + importations – exportations), est bien supérieure cette année à celle des deux années précédentes.

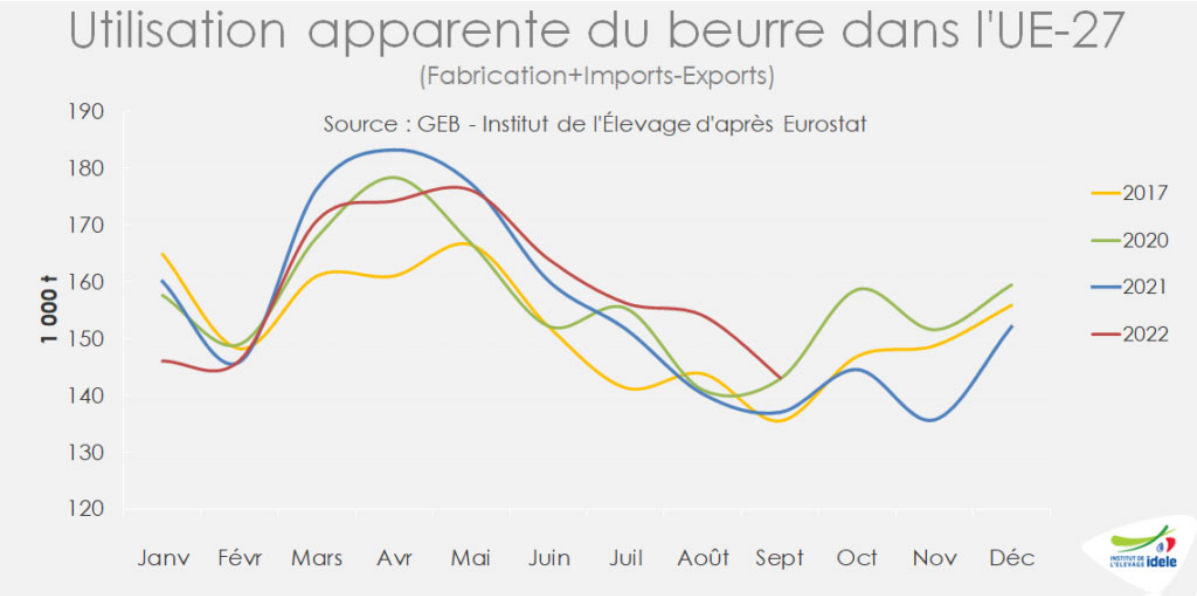


La consommation dans l'UE-27 n'étant pas attendue particulièrement en hausse cette année, les transformateurs disposent de stocks plus étoffés.

En **Nouvelle-Zélande**, les fabrications sont elles aussi attendues en hausse. Malgré un début d'année difficile, **les exportations de poudre maigre se redressent en fin d'année 2022**. En cumul de janvier à octobre, elles ont progressé +4,4 % /2021, principalement vers l'Indonésie, la Thaïlande et la Malaisie.

Aux **États-Unis**, les fabrications ont en revanche nettement reculé sur la même période (-91 000 t, soit -9% /2021) tout comme les exports (-7,5% soit -56 000 t). Comme **la consommation intérieure de poudre maigre a davantage baissé** (-63 000 t, soit -20%), les stocks se sont aussi étoffés (+12 000 t, soit +12%).

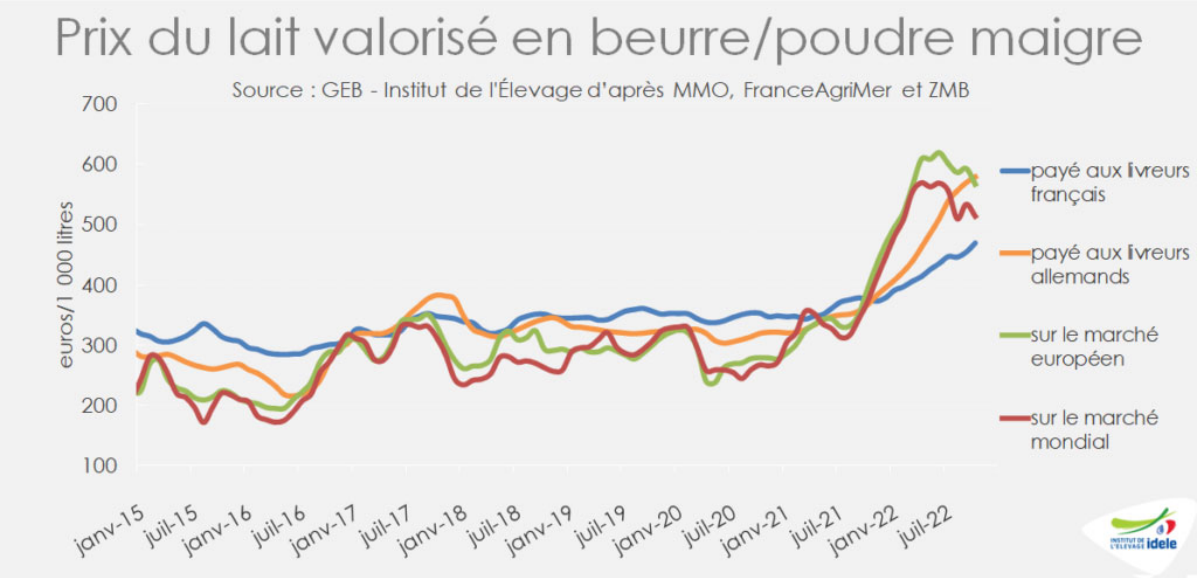
Les **prix du beurre** ont également chuté de près de 400 €/t sur le marché européen pour s'afficher autour des 6 600 €/t pour le mois de novembre selon le MMO. Toutefois, les prix FOB départ Europe de l'Ouest ont baissé plus fortement pour atteindre les 5 400 €/t. Si les importations ont fortement augmenté en provenance du Royaume-Uni et de la Nouvelle-Zélande (+18 000 t à 55 000 t en cumul sur janvier-septembre), les exportations se sont maintenues à près de 200 000 t. Par ailleurs, la consommation intérieure, notamment celles des industries agro-alimentaires européenne, est dynamique. Aussi l'utilisation apparente du beurre est globalement similaire aux années précédentes.



Dans ce contexte de baisse des prix tant sur le beurre que sur la poudre maigre, les acheteurs se montrent très prudents et limitent leurs commandes pour le moment, ce qui accentue le déséquilibre entre offre et demande et accélère à court terme le repli des cours des ingrédients.

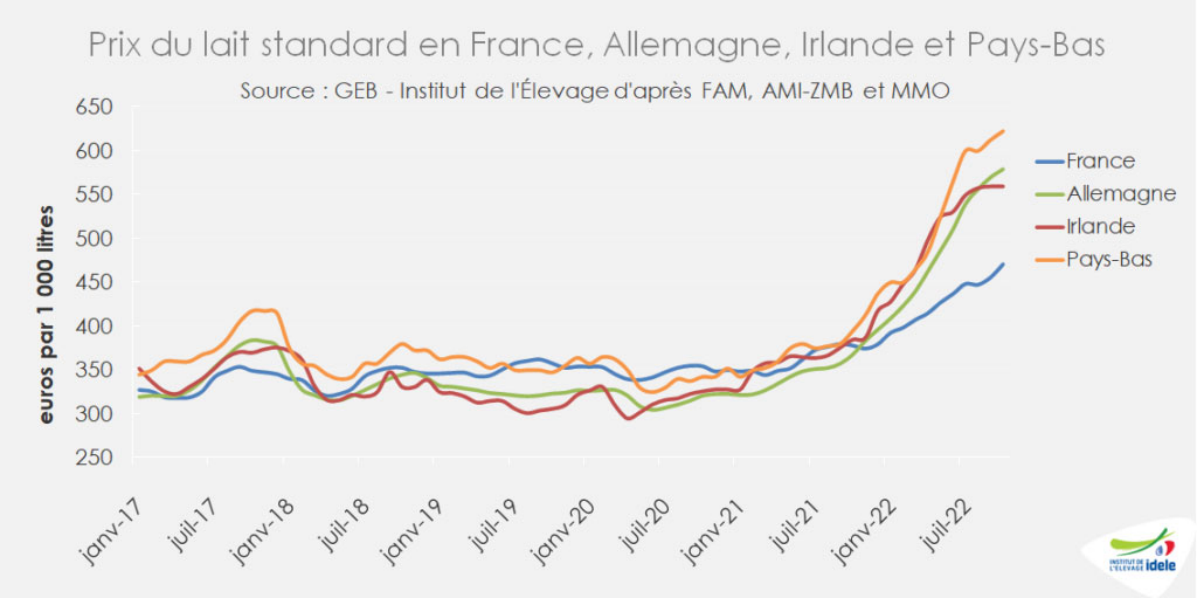
Baisse de la valorisation du lait transformé en beurre/poudre maigre

Les prix des ingrédients ayant baissé, le prix du lait valorisé en beurre/poudre maigre baisse également tant sur le marché mondial que sur le marché européen.

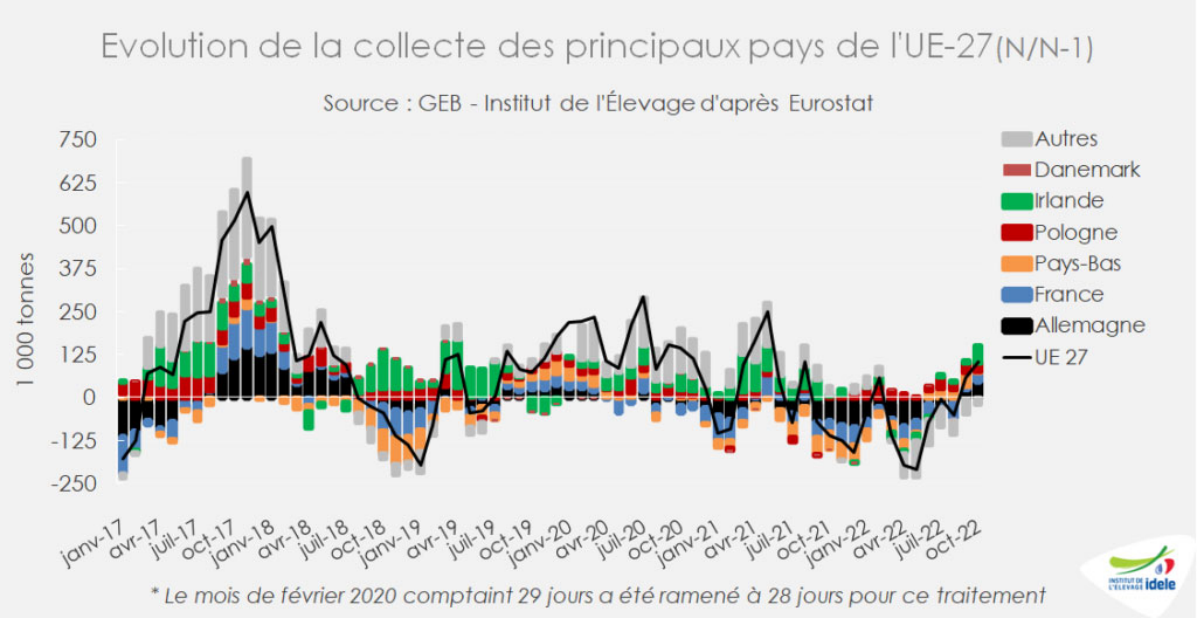


En France, le prix du lait départ ferme conserve encore une légère marge de progression, pour que peu que les transformateurs obtiennent de nouvelles hausses de leurs tarifs de leurs produits auprès de la grande distribution.

En Europe du Nord, les prix du lait à la production, très fortement reliés aux prix des ingrédients, ont davantage progressé qu'en France. Le prix du lait conventionnel standard en Allemagne a atteint les 580 €/1 000 l en octobre contre 450 €/1 000 l en France. Pour le moment, selon ZuivelNL, la plupart des transformateurs ont annoncé une stabilité des prix voire de nouvelle augmentation pour novembre et décembre 2022. Néanmoins, il y a fort à parier qu'ils inverseront la tendance et les corrigeront à la baisse en début d'année 2023.



Les éleveurs nord-européens anticipent cette baisse prochaine des prix du lait : ils auraient augmenté la distribution de concentrés dans l'alimentation des vaches afin de tirer parti des prix élevés. Ainsi la collecte laitière est redevenue dynamique en Allemagne (+1,9% /2021 en octobre), en Belgique (+7%) ou en Irlande (+7,5%).



Lait de vache » Consommation »

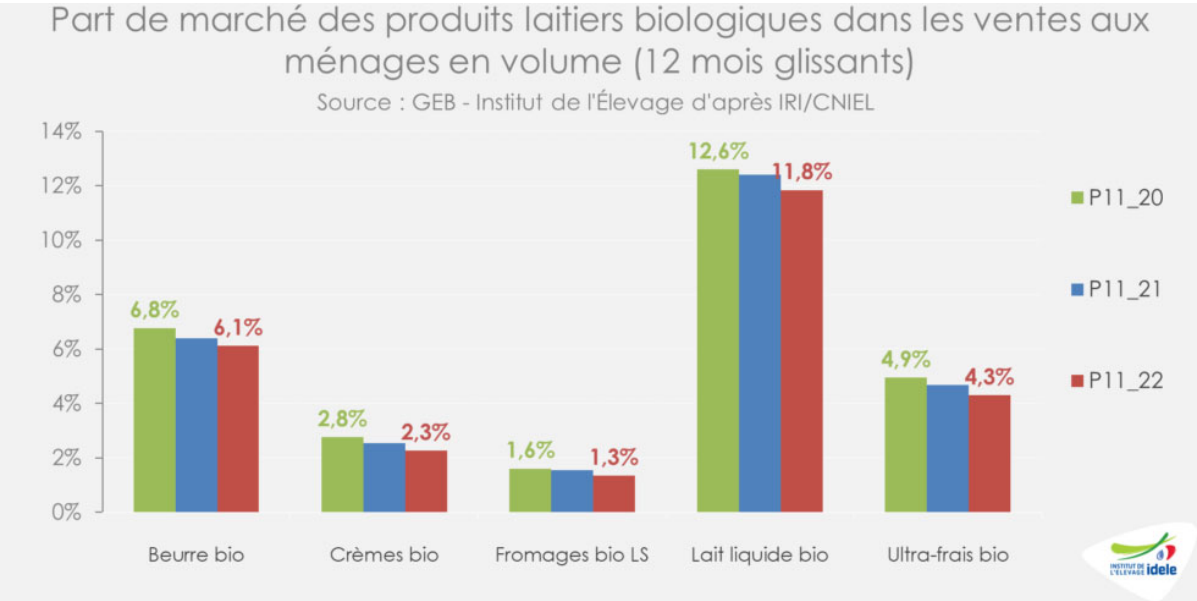
Lait bio : La déconsommation se poursuit face à une reprise de la production

Dernière révision le 19 décembre 2022

En octobre, la consommation de produits laitiers bio poursuit son recul, ce qui devient une préoccupation très forte pour la filière. Avec les bonnes conditions fourragères de l'automne, la collecte se redresse nettement en octobre. Et les fabrications sont toujours en nette baisse.

La consommation de produits laitiers bio continue à décrocher

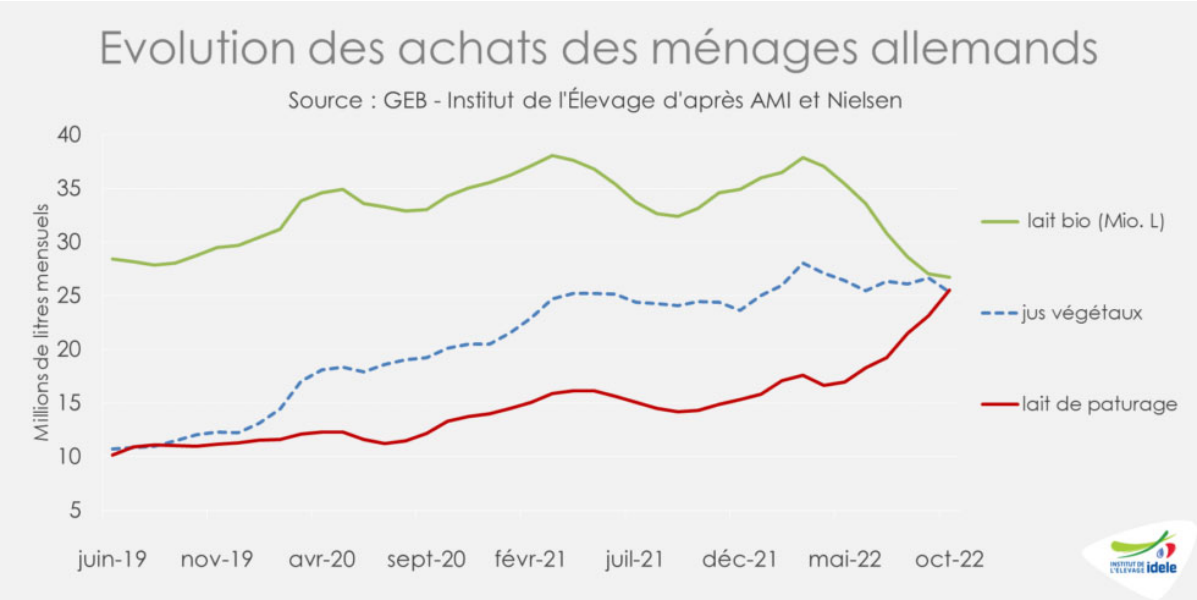
Les achats des ménages de produits laitiers biologiques dans les circuits de distribution poursuivent un fort recul. Selon Iri, en octobre 2022, les ventes en volume se sont repliées de -10% /2021 pour le lait liquide et les ultra-frais quand la baisse est plus sévère pour la crème (-16%) ou les fromages en libre-service (-18%). Les ventes de beurre bio ont moins reculé sur les deux dernières périodes (-2%). En cumul sur les 11 périodes 2022, le décrochage des ventes est conséquent : -9% pour le lait liquide, -11% pour le beurre et l'ultra frais, -16% pour les fromages et -17% pour les crèmes.
Ces baisses s'inscrivent dans un recul généralisé des ventes de l'ensemble des produits laitiers, toutefois le recul est plus marqué pour les produits bio. En effet, les ventes ont reflué de -2 à -8% pour les produits laitiers non bio. Le lait liquide est le produit laitier bio qui connaît le retrait le moins fort. C'est le produit laitier le moins cher et pour lequel les habitudes de consommation en bio sont bien ancrées, avec une part de marché de 12%. A noter que la part de marché en bio se contracte pour l'ensemble des produits laitiers.



La forte inflation alimentaire impacte les achats des consommateurs qui adoptent deux stratégies selon une étude Kantar : acheter moins cher et acheter moins. Les achats alimentaires des ménages ont reculé de -3,3% au cours des 9 premiers mois de 2022 comparé à la même période de 2021. Les prix des produits laitiers subissent une forte inflation qui semble cependant relativement moins forte en bio : sur un an les prix ont augmenté de +2 à +5% quand ils ont progressé du double (+5 à +9%) pour les produits non bio. Par contre, les évolutions de prix en valeur absolue amènent à une conclusion inverse. Pour tous les produits laitiers bio, excepté le beurre, la hausse en euros des prix bio au détail est finalement plus importante qu'en non bio. Ces hausses de prix deviennent rédhibitoires pour certains consommateurs. Le prix a toujours été le principal frein à l'achat des produits bio et particulièrement en période de forte inflation.

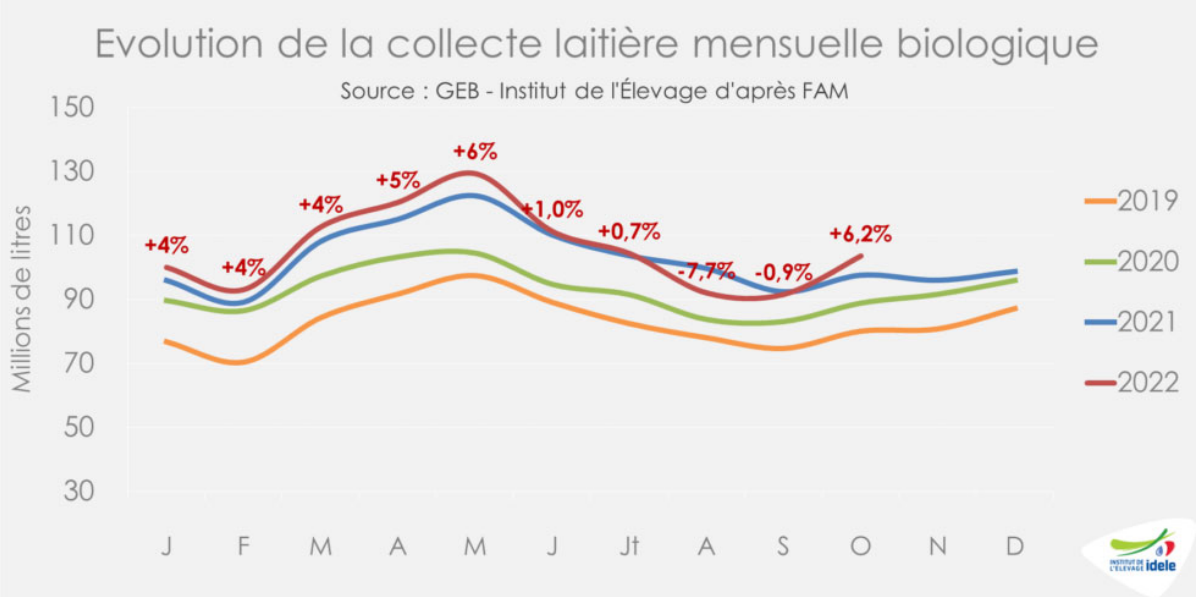
Les ventes de produits bio ont reculé de -4,5% dans toutes les surfaces alimentaires, mais évoluent diversement selon les circuits : elles progressent dans les enseignes SDMP (ex hard discount) de +5,7% sur les produits bio selon Nielsen en cumul jusqu'à mi-octobre. A contrario, elles s'effondrent (-16%) dans les magasins spécialisés bio, avec pour conséquence des fermetures de magasins. Ce recul important de marché dans les enseignes spécialisés interpelle quand on sait que les clients de ces magasins sont des convaincus de l'AB. En GMS, la moindre rotation des produits bio en magasin les incite à réduire leurs références et leurs linéaires bio et a favorisé d'autres produits plus sollicités. C'est la loi du commerce, mais c'est un cercle non vertueux pour les produits bio : moins d'offre proposée réduit la consommation.

En **Allemagne,** la consommation de produits laitiers bio décroche aussi depuis. Les ménages réorientent leurs achats de produits laitiers bio vers les produits à base de lait de pâturage.

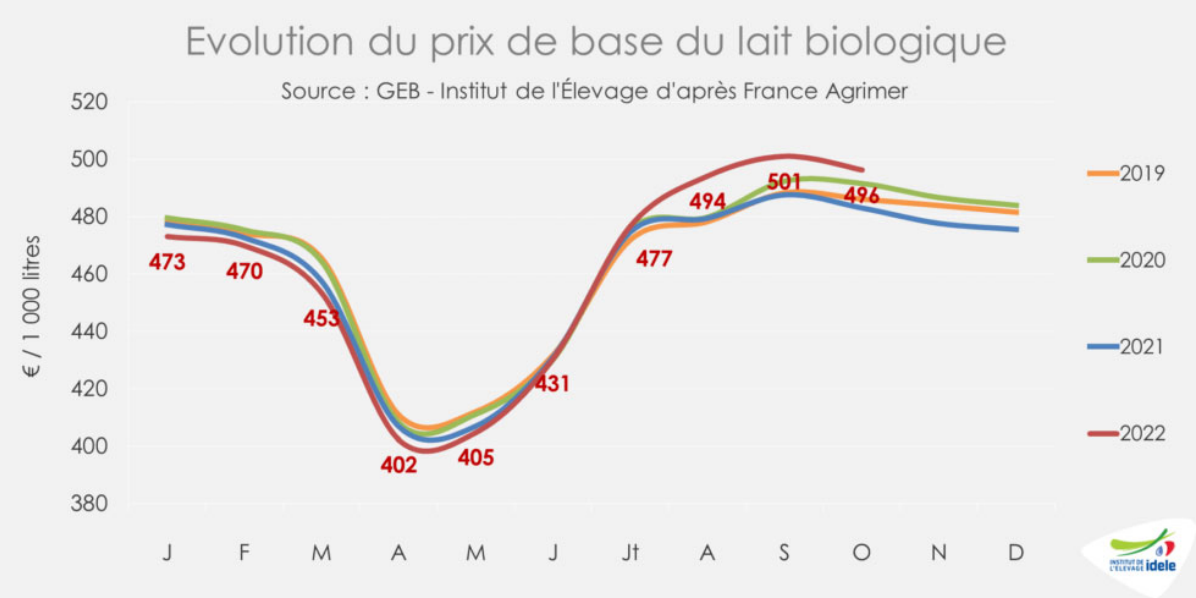


Rebond de la collecte en octobre

La collecte française de lait bio s'est nettement redressée en octobre 2022, +6% /2021, favorisée par une situation fourragère correcte. Après des mois d'août et septembre en repli, la collecte devrait se maintenir fin 2022. Sur l'année entière, la collecte se situera légèrement au-dessus de l'année dernière (+2 à +3%).

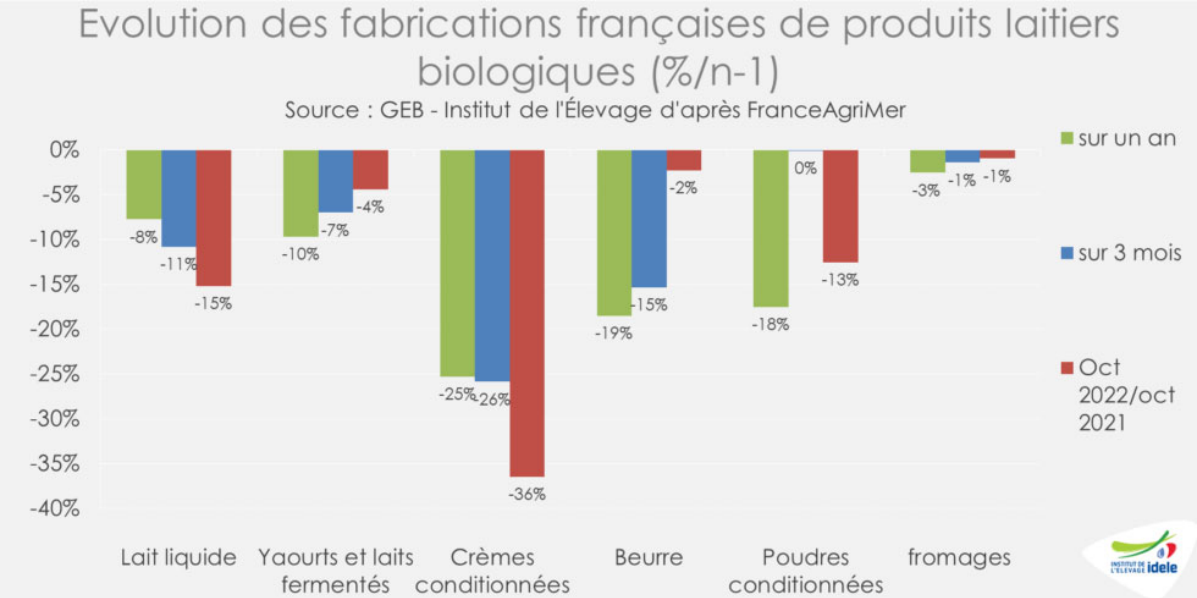


En octobre 2022, 4 200 éleveurs ont livré du lait bio soit 9,4% des livreurs français. Avec le très faible nombre de conversions, le nombre de livreurs de lait bio stagne ces derniers mois.
Le prix du lait de base du lait biologique s'est établi à 496 €/1 000 l en octobre, en progression de 2,7% /2021.
Le prix du lait s'est redressé depuis juillet après avoir été inférieur au 1er semestre à son niveau de 2021. Sur les 10 mois 2022, le prix du lait bio est stable par rapport à l'an passé alors que celui du lait conventionnel s'est apprécié de plus de +70 €/1 000 l.

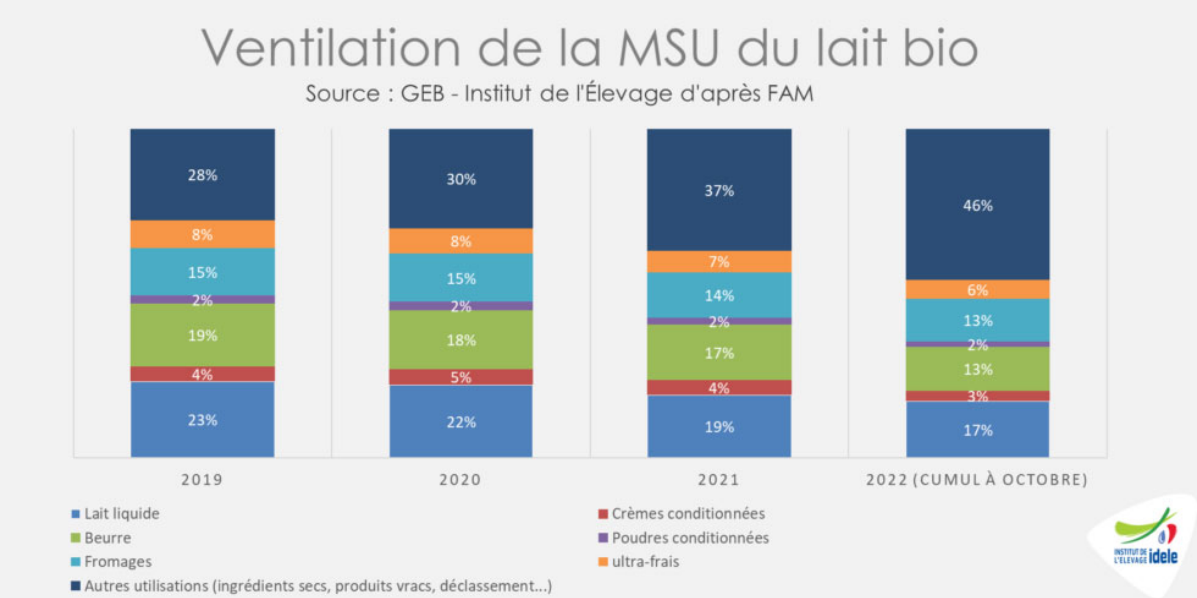


Des fabrications de produits bio toujours en recul

Les fabrications ont continué de baisser au mois d'octobre de façon plus ou moins importante selon les produits. Sur un an, le recul des fabrications est très prononcé en crème (-25% /2021), en beurre (-19%), en poudres conditionnées (-18%).



Face à une reprise de la collecte, le taux de transformation du lait bio en produits finis bio recule. Les utilisations pour les autres fabrications (notamment ingrédients secs, poudre vrac) et le lait biologique déclassé ont progressé. Ces autres utilisations représentent 46% de la MSU (Matière sèche utile) sur les 10 premiers mois 2022, contre 37% en 2021. Ces autres utilisations avaient particulièrement augmenté d'avril à juillet puis avaient baissé en août et septembre avec le recul de la collecte. Elles ont réaugmenté de nouveau en octobre 2022. Le lait bio déclassé a pu être valorisé sur un marché conventionnel rémunérateur.



La baisse des achats pèse sur les marchés

Dernière révision le 19 décembre 2022

La baisse générale de consommation de viande d'agneau pèse sur les cours entrée abattoir dans de nombreux pays (Irlande, Royaume-Uni, Espagne…). En France, pays déficitaire et importateur majeur, la cotation se maintient cependant à un niveau historiquement élevé.

Viande ovine » France »

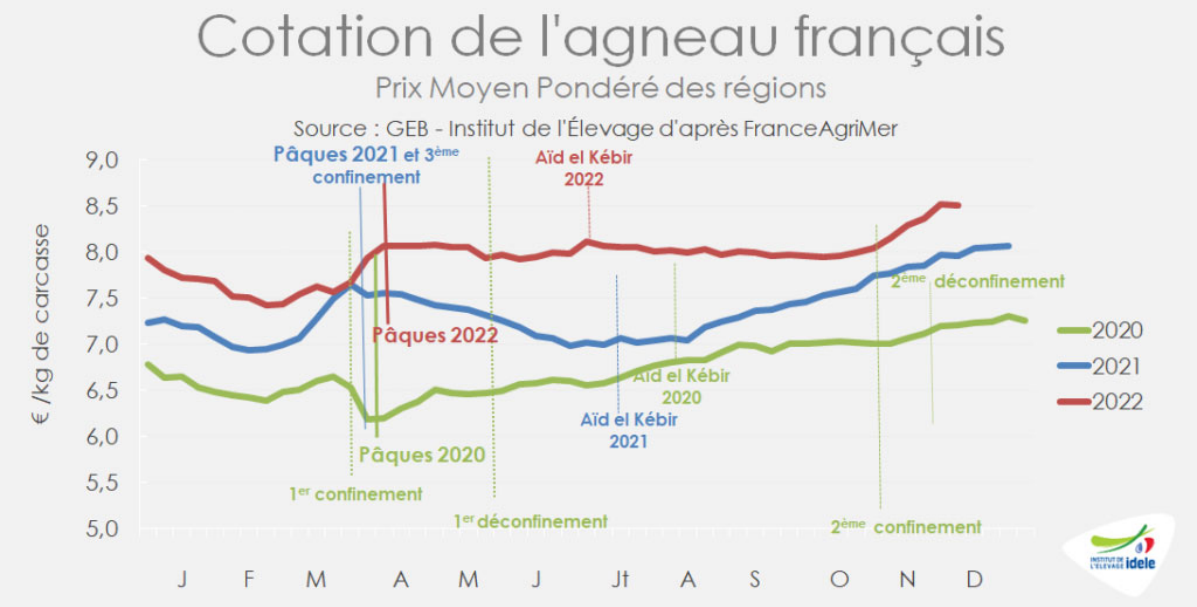
La cotation se stabilise à un haut niveau

Dernière révision le 19 décembre 2022

Le cours de l'agneau français se stabilise autour des 8,50 €/kg à deux semaines de Noël, après une hausse fulgurante en novembre. Alors au plus bas, les abattages ont remonté légèrement en décembre, stoppant ainsi l'ascension de la cotation.

La cotation atteint un niveaux historique… les charges aussi

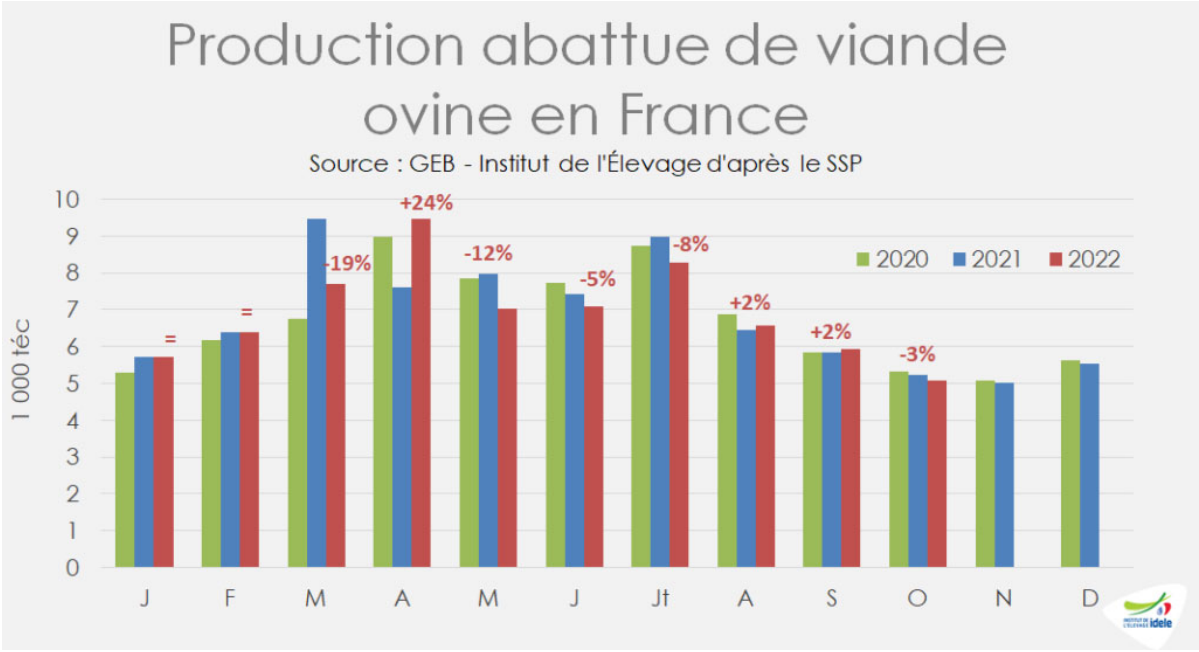
Après une forte hausse, la cotation de l'agneau lourd entrée abattoir s'est stabilisée en décembre. En semaine 49 (terminée le 11 décembre), elle atteignait 8,51 €/kg, quasiment stable (- 1 centime) d'une semaine sur l'autre, et dépassant en revanche de +54 centimes son niveau de 2021.



La **demande** devrait légèrement augmenter à l'approche des fêtes, mais les commandes des distributeurs semblent frileuses face à la flambée des prix qui ronge le pouvoir d'achats des ménages…
Après avoir stagné quelques mois, **l'IPAMPA** ovin viande est reparti à la hausse en octobre (139,8 points), du fait d'une nouvelle envolée des cours du pétrole. L'indice énergie et lubrifiants était en hausse de +42% /2021, celui des engrais et amendements de +50%, et celui des aliments achetés de +30%.

Baisse des sorties d'agneaux et hausse des réformes

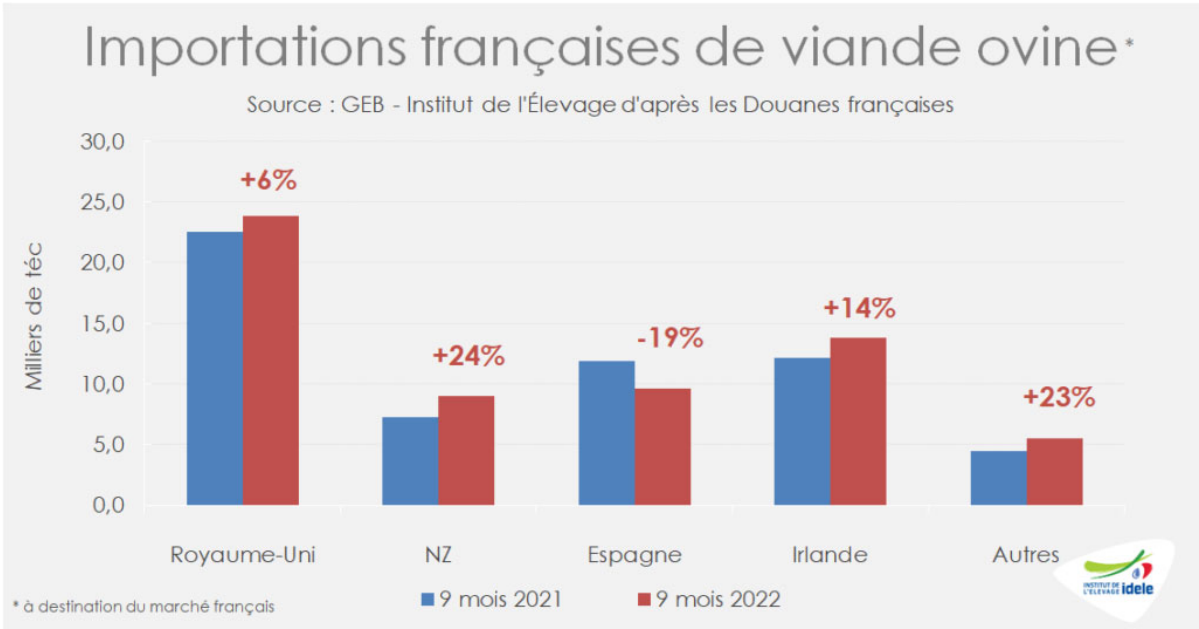
Selon *Agreste*, la production abattue de viande ovine était en repli de -3% d'une année sur l'autre en octobre, à 5 000 téc. Le nombre d'agneaux abattus a franchement diminué (-6% /2021 et -10% /moyenne quinquennale). En volume, la baisse est moins prononcée (-5% /2021), grâce à une légère progression des poids de carcasse.
Les réformes étaient quant à elles de nouveau en nette hausse d'une année sur l'autre en octobre (+7% /2021 et +3% /moyenne quinquennale), signe d'une décapitalisation pour faire face à la baisse des disponibilités fourragères (sécheresse) et à la cherté des aliments (inflation).



De janvier à octobre, la production s'est repliée de -2,6% /2021, à 69 000 téc, avec des effectifs d'agneaux abattus en recul de -3,8% et de réformes en hausse de +4,5%. Les importations d'ovins vifs ont baissé de -17% /2021 sur 9 mois, participant nettement à ce recul des volumes abattus.

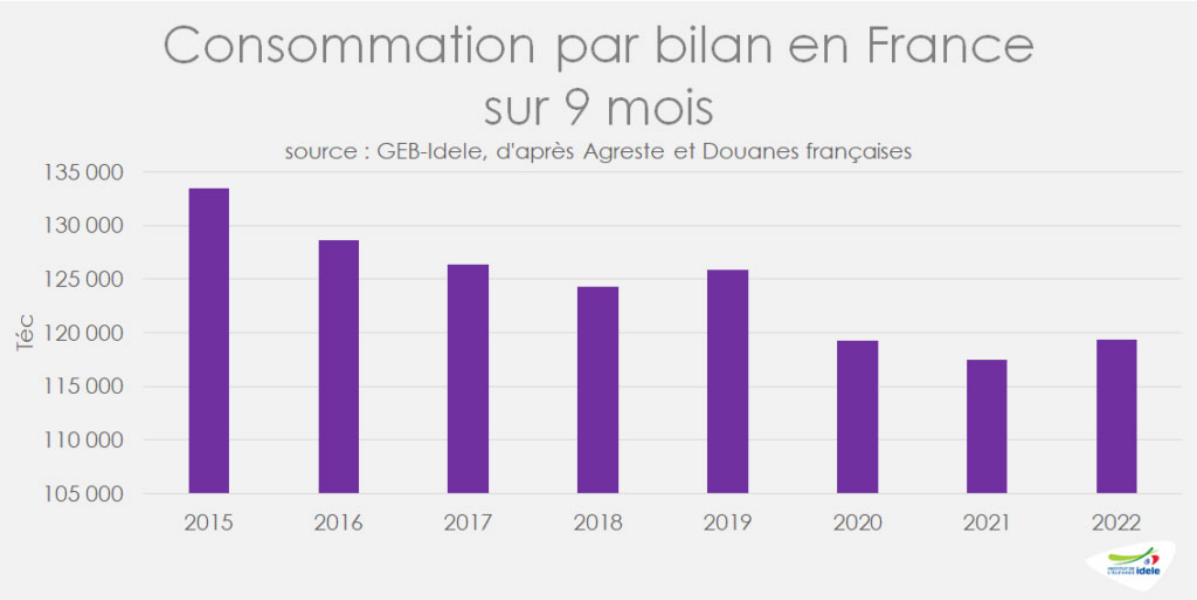
Bond des importations de viande d'agneau néozélandais en septembre

En septembre, les importations françaises de viande ovine ont continué de croître d'une année sur l'autre, de +8% /2021, à 7 000 téc. Le bond des achats de viande de Nouvelle-Zélande (+55% /2021) et la légère hausse de celle du Royaume-Uni (+1%) ont contrebalancé les moindres achats en provenance d'Irlande (-1%) et d'Espagne (-24%).
De janvier à septembre 2022, 62 000 téc ont été importées en France, soit +6% /2021, mais -4% /moyenne quinquennale. Seuls les achats de viande espagnole reculent.



Les disponibilités progressent, mais restent réduites

Les abattages français sont en repli tandis que les importations – malgré un regain – restent modérées, ce qui affecte d'autant le disponible consommable en France : de janvier à septembre, il a progressé modestement (+1,6% /2021), mais demeure faible, en repli de -3% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.



Viande ovine » UE et monde »

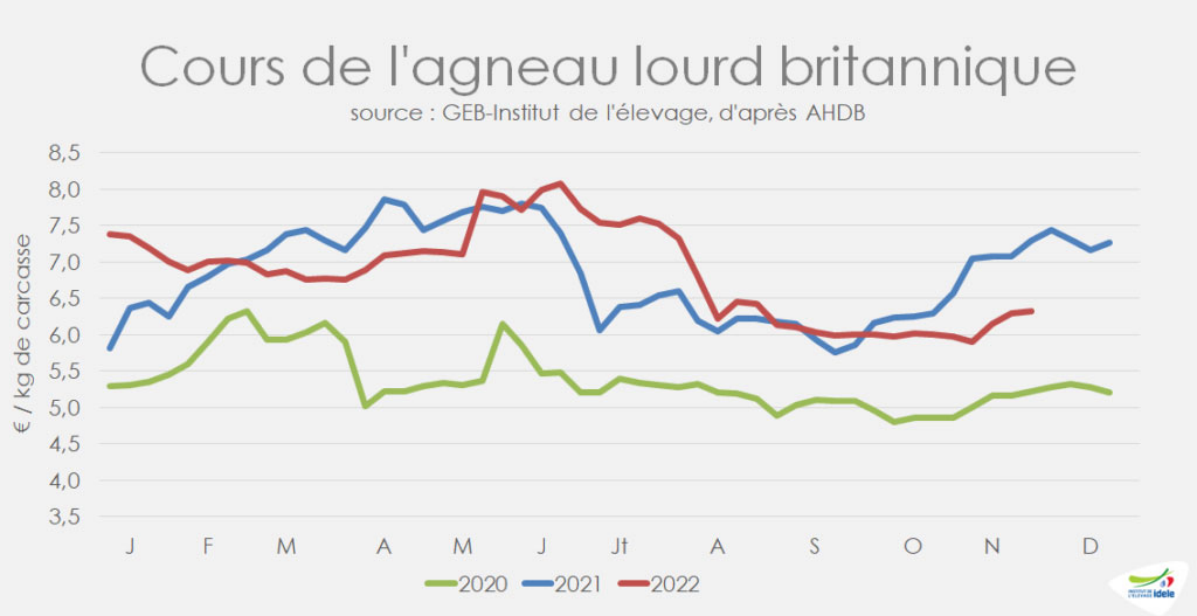
La moindre demande européenne contient la remontée des cours

Dernière révision le 19 décembre 2022

La baisse de consommation pèse sur le cours de l'agneau lourd dans de nombreux pays d'Europe, ce qui retarde leur remontée saisonnière, entre le creux estival et les fêtes de fin d'année.

Royaume-Uni : le repli de la production s'accentue en novembre

La cotation britannique a subi une longue baisse saisonnière du fait d'un marché alourdi par un repli des achats intérieurs et des exports. La diminution des abattages au 2nd semestre n'a dans un premier temps pas suffi à alléger suffisamment le marché. Puis en novembre, le repli s'est accentué et permis au cours britannique d'entamer une hausse tardive. En semaine 48, il se situait à 6,33 €/kg, à mi-chemin entre les niveaux de 2021 (-0,96 €/kg) et de 2020 (+1,10 €/kg).



La **production** est passée sous ses niveaux de 2021 à partir de juin et le phénomène s'est accentué en novembre : les sorties d'agneaux ont traditionnellement augmenté d'un mois sur l'autre (+5%), mais sont restés en retrait de – 6% /2021. Le repli de -15% des réformes entre octobre et novembre – bien que le phénomène soit saisonnier – a permis une baisse globale des abattages en novembre, allégeant le marché et permettant à la cotation de s'élever (tardivement).
Sur 9 mois, les **importations** ont bondi de +28% /2021 et les **exportations** de +12% /2021, notamment vers leurs principales destinations (France, Allemagne, Belgique, Italie), pour atteindre 56 000 t.

La demande britannique au sein du commerce de détail est restée atone au 3ème trimestre de 2022. Les professionnels espèrent que le manque de volailles (dindes) dû à la grippe aviaire redynamise les achats d'agneau.

Irlande : hausse tardive de la cotation

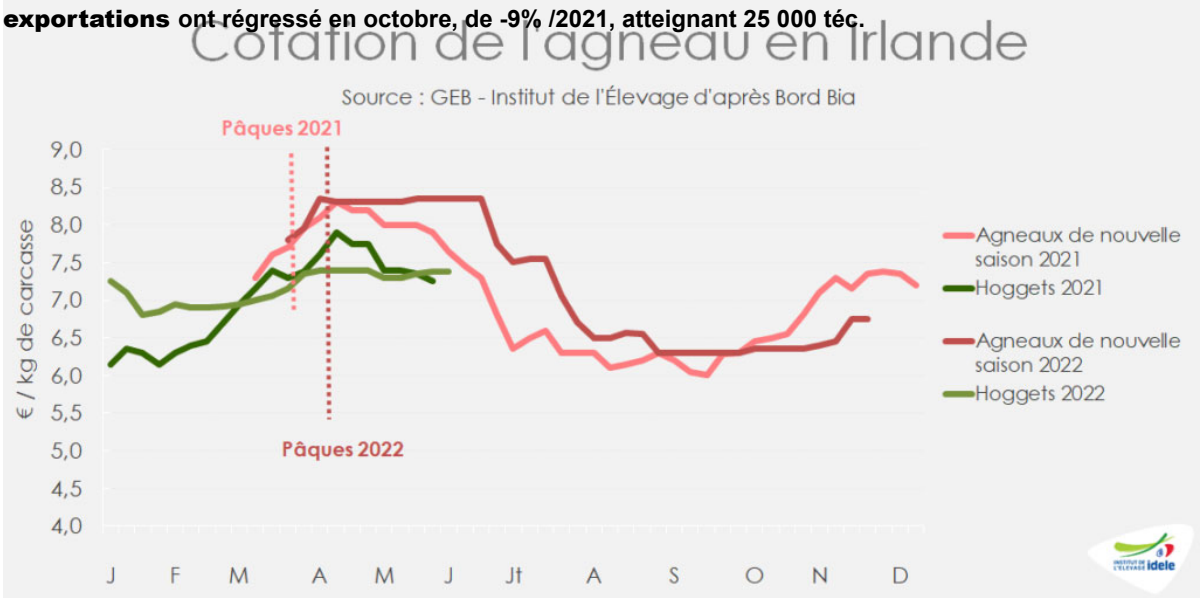
La cotation irlandaise suit la tendance observée au Royaume-Uni et en France, deux clients majeurs à l'export : hausse tardive début novembre (semaine 44). En semaine 48, elle s'établissait à 6,75 €/kg, soit -0,60 €/kg sous son niveau de 2021, mais +1,25 €/kg au-dessus de celui de 2020.

Contrairement au Royaume-Uni, les abattages d'agneaux irlandais sont demeurés élevés en novembre, comme lors des deux mois précédents (+7% /2021). Sur 11 mois, ils ont augmenté de +7% /2021 et de +2% /2020. Les réformes ont suivi la même tendance (+8% /2021 et +1% /2020). Rappelons qu'en 2021 l'Irlande avait subi une nette baisse de sa production et de ses exportations.

L'offre plus abondante et le prix attractif de l'agneau irlandais dynamisent les exportations de viande ovine : à 39 000 téc sur 8 mois, elles ont progressé de +14% /2021, dont +24% vers le Royaume-Uni et +18% vers la France. Des erreurs sur les données douanières ne permettent pas d'avoir les résultats de septembre.

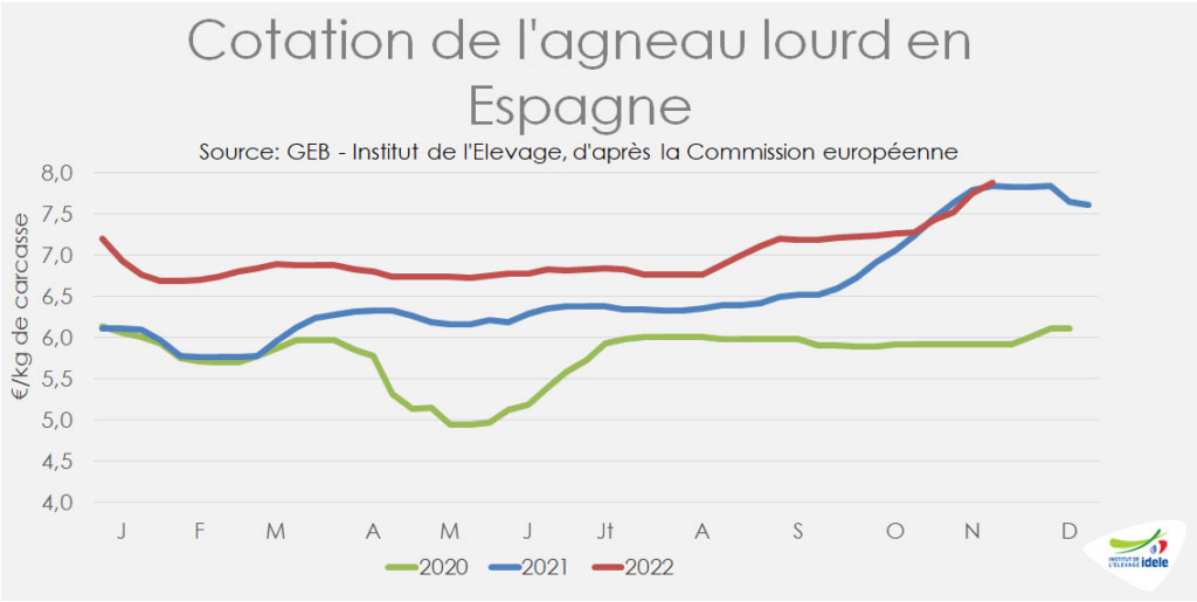
L'inflation impacte la demande intérieure et celle des principaux marchés à l'export, expliquant le rapprochement de la cotation avec son niveau de 2021 depuis cet été, jusqu'à passer en-dessous octobre.

exportations ont régressé en octobre, de -9% /2021, atteignant 25 000 téc.



Espagne : décapitalisation du cheptel ovin

Depuis fin octobre, le cours de l'agneau espagnol poursuit sa remontée saisonnière, avoisinant son niveau de 2021. En semaine 47, il s'établissait à 7,88 €/kg, soit +4 cts /2021 et +1,96 € /2020.

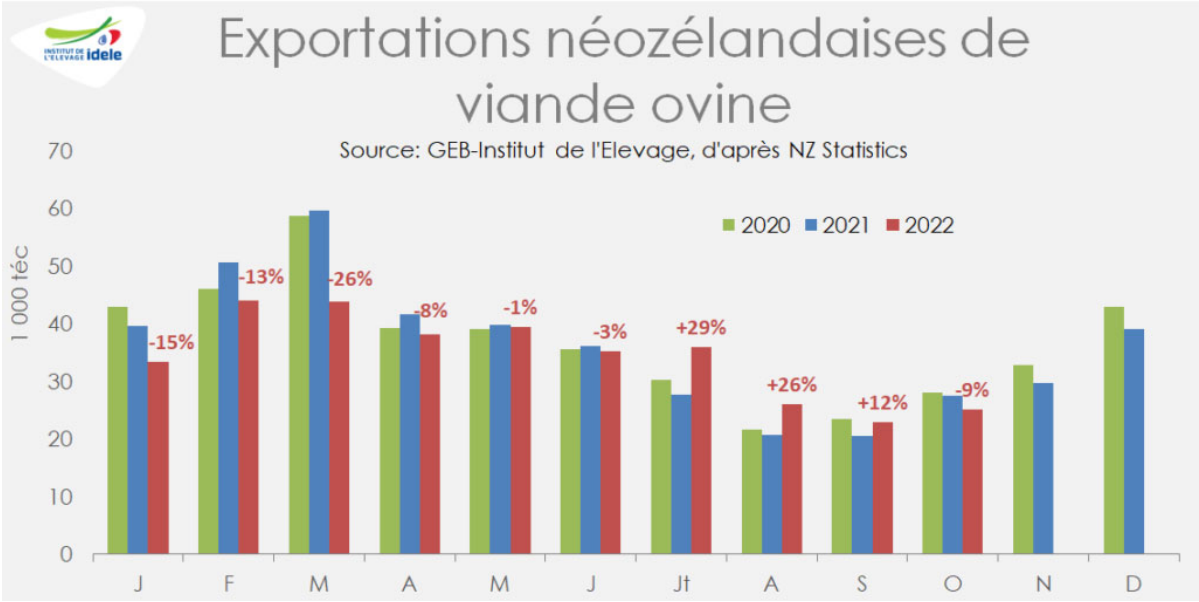


La **production** abattue est demeurée stable d'une année sur l'autre de janvier à septembre, avec 91 000 téc. La hausse des poids moyens de carcasse a contrebalancé la baisse des effectifs abattus (-3,5% /2021). Les effectifs d'agneaux abattus ont reculé de -8% sur la même période tandis que ceux des réformes ont bondi de +42%.
Malgré cette stabilité de la production, les **exportations** de viande ovine espagnoles se sont repliées, de -10% /2021 sur 9 mois, principalement du fait d'un important recul de la demande française (-19% /2021).
Les envois d'agneaux vivants ont a contrario bondi de +13% /2021 sur 9 mois, en premier lieu vers la Jordanie.
L'épidémie de variole semble sous contrôle, mais l'Espagne est désormais touchée par la maladie hémorragique épizootique (EHD).

Nouvelle-Zélande : fléchissement des exportations en octobre

En octobre 2022, la production abattue en Nouvelle-Zélande a poursuivi sa hausse saisonnière et dépassé de +11% son niveau de 2021, rejoignant quasiment celui de 2020. En revanche, les exportations ont régressé en octobre, de -9% /2021, atteignant 25 000 téc.

Sur 10 mois, la production abattue a été presque stable (-0,5% /2021), à 356 000 t, avec des effectifs d'agneaux abattus équivalents et des réformes en baisse (-2% /2021). Dans le même temps, les envois ont reculé de -5% d'une année sur l'autre. Le recul (temporaire ?) de la demande chinoise en est la principale raison. La reprise des exportations vers le Royaume-Uni (+6% /2021) et l'UE-27 (+22%) n'a pas totalement compensé le chute des expéditions vers la Chine (-21%).



Collecte dynamique et hausse modérée du prix du lait

Dernière révision le 19 décembre 2022

La collecte du lait de chèvre est dynamique depuis le début du 2ème semestre, démontrant de la résilience des producteurs face aux défis climatiques, notamment les fortes températures et la sécheresse de cet été.

Au 3ème trimestre, le prix moyen du lait de chèvre a bien progressé d'une année sur l'autre. Cependant, les éleveurs doivent faire face à la hausse des charges bien supérieures, ce qui rogne leurs marges.

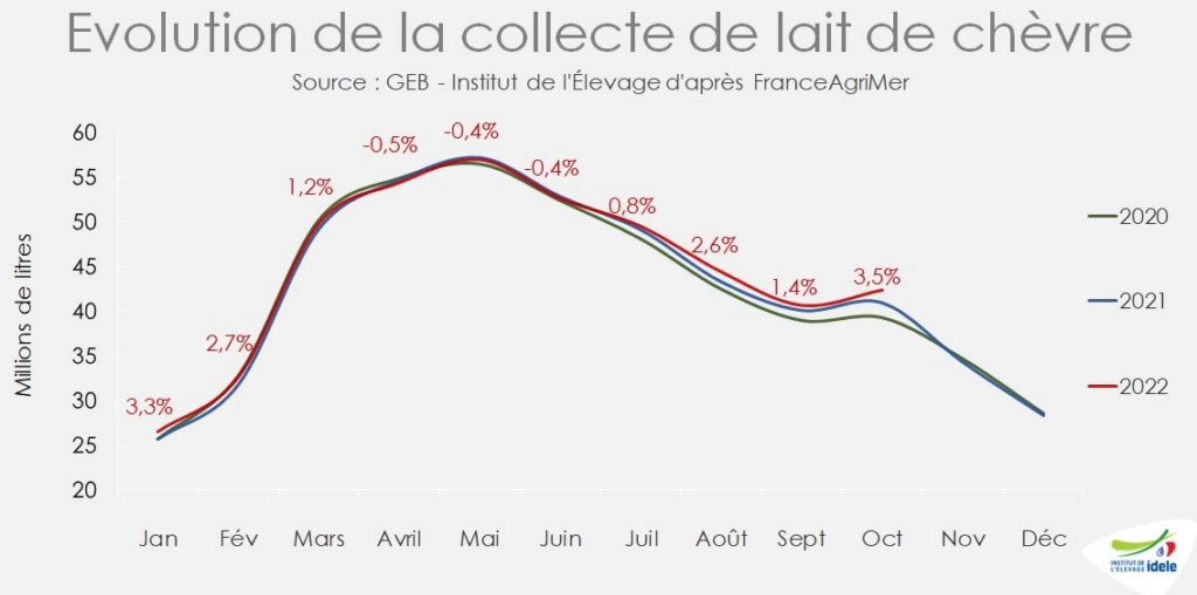
La collecte laitière dynamique malgré la sécheresse estivale

Dernière révision le 19 décembre 2022

La collecte de lait de chèvre est relativement dynamique depuis le début du 2ème semestre, démontrant la résilience des producteurs face aux défis climatiques, notamment les fortes températures et la sécheresse de cet été. Les opérateurs ont privilégié la ressource laitière française, réduisant fortement les volumes de produits importés. Les stocks de reports restent étoffés face à la perte de vitesse des fabrications de produits caprins.

Une collecte estivale dynamique

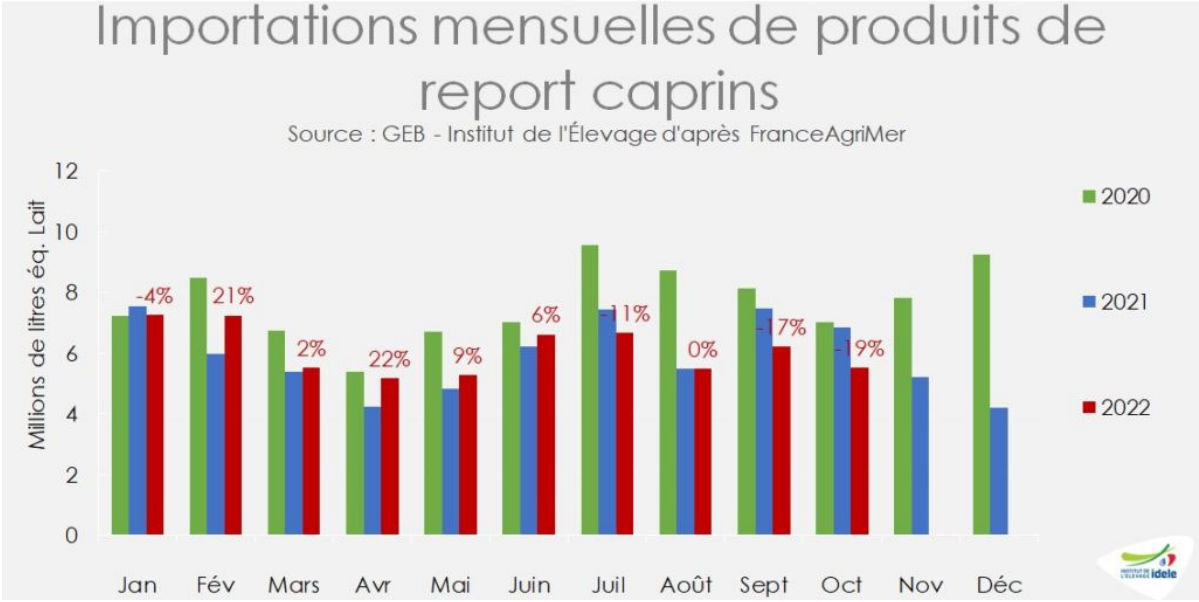
A plus de 42 millions de litres livrés en octobre (+3,5% /2021), la collecte de lait de chèvre maintient le dynamisme entamé depuis le début du 2ème semestre. Si les canicules et la sécheresse estivales ont mis à mal la production fourragère, elles semblent n'avoir eu aucun effet sur la collecte laitière au 3ème trimestre. Les producteurs ont su s'adapter probablement grâce au stock de fourrages. Aussi, l'alimentation des chèvres étant en partie faite de concentré, l'adaptation pourrait passer par un ajustement des rations (foin + concentré). La croissance de la collecte aurait été plus forte des semaines 44 à 49, estimée à +6% /2021 d'après les sondages hebdomadaires FranceAgriMer. La collecte cumulée sur 10 premiers mois s'établit à plus de 450 millions de litres (+1,2% /2021). Elle a été stable dans les Pays de la Loire et en Nouvelle-Aquitaine. Elle a progressé respectivement de +2% et +5% /2021 en Occitanie et dans le Centre-Val de Loire. A contrario, elle a baissé de -3% en AURA.



Les importations en forte baisse

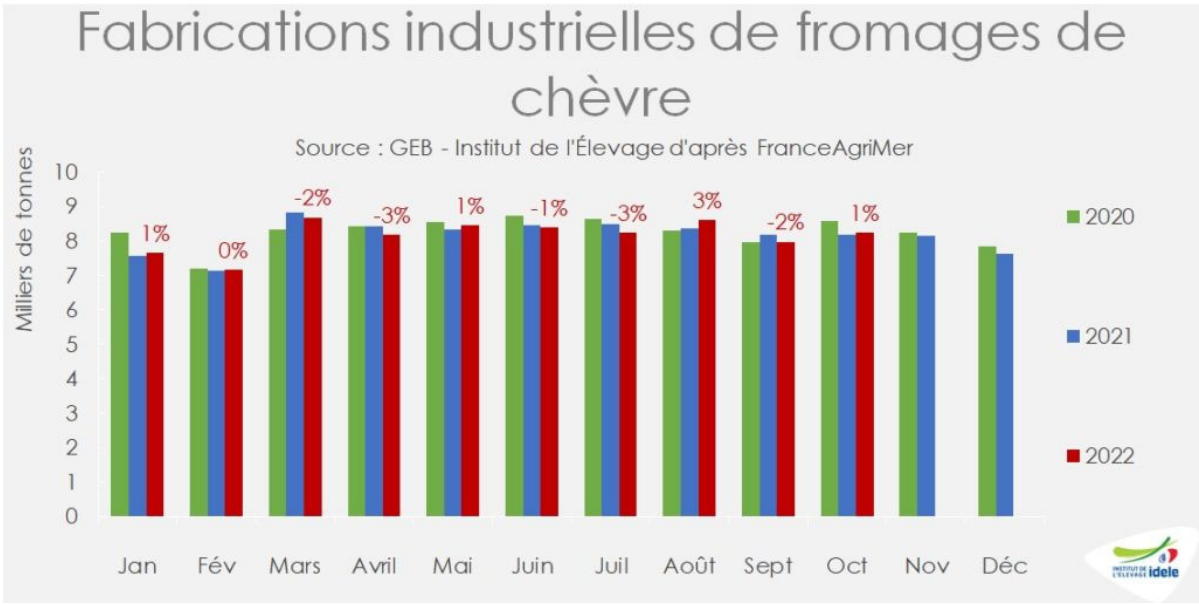
A 5,5 millions de litres, les importations de produits de report caprin ont fortement baissé en octobre 2022 (-19% /2021). Cet effondrement s'explique dans le contexte de hausse de la collecte nationale, considérant que le lait importé reste une variable d'ajustement de l'approvisionnement.

En cumul sur les 10 premiers mois, les importations s'établissent à près de 61 millions d'équivalent litres de lait, soit un recul d'environ -1% /2021. Ainsi, l'approvisionnement national en lait de chèvre (collecte+importations) dépasse 511 millions de litres, soit une hausse de +1% /2021.

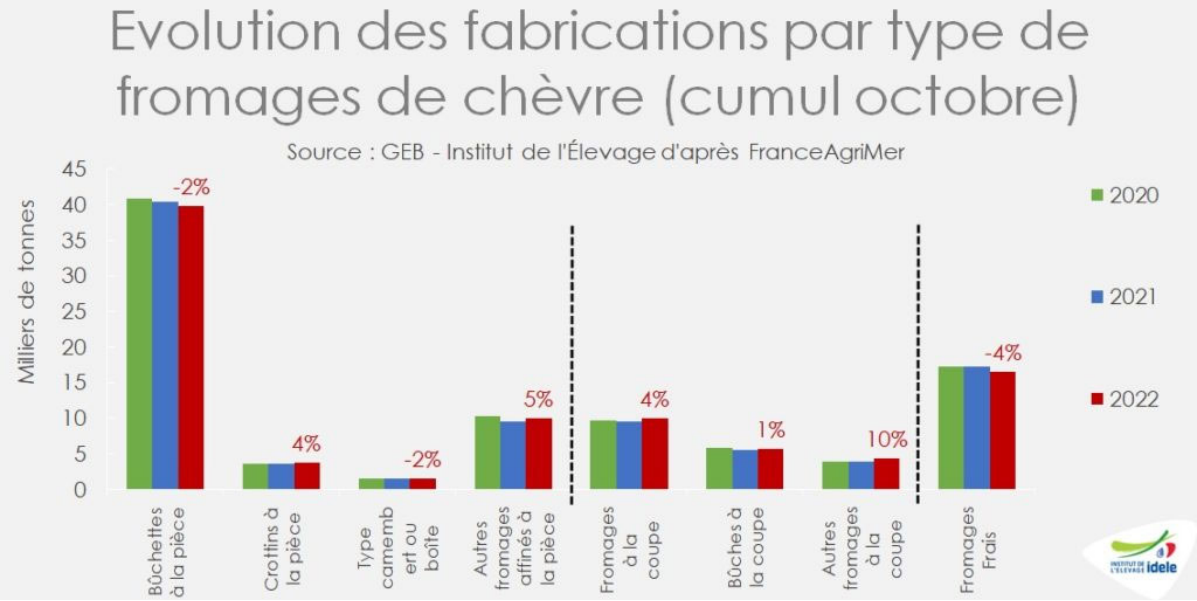


Hausse des fabrications fromagères

En octobre 2022, les fabrications de fromages au lait de chèvre ont progressé de +1% /2021, à 8 200 t. Cumulées sur 10 mois, les fabrications de fromages ont reculé de -0,5% /2021, à plus de 81 500 t.

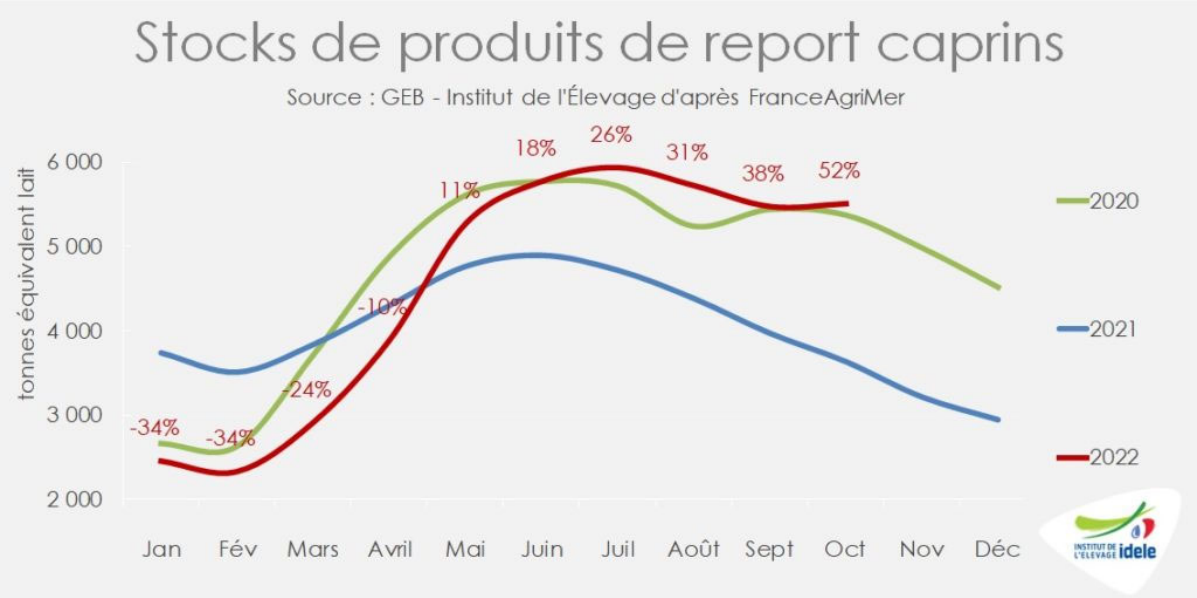


Sur les 10 premiers mois, le fléchissement des fabrications est respectivement de -2% et -4% /2021 sur les bûchettes à la pièce (39 800 t) et les fromages frais (16 500 t), sachant que les deux font plus de 70% des fabrications. Les autres types de fromages (crottins à la pièce, autres fromages affinés à la pièces, fromages à la coupe, bûches à la coupe et autres fromages à la coupe) ont connu une progression allant de +1% à +10% /2021, à l'exception des camemberts (-2% /2021).



Les stocks de produits de reports étoffés

Les stocks de produits de reports sont restés relativement élevés au mois d'octobre, supérieurs de +52% /2021, à 5 500 t, et proche du niveau de 2020. La progression des stocks s'explique par le tassement des fabrications de produits caprins.



Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

Hausse moins rapide du prix du lait que des charges

Dernière révision le 19 décembre 2022

Au 3ème trimestre, le prix moyen du lait de chèvre a fortement progressé d'une année sur l'autre, sous l'effet de la hausse du prix de base. Cependant, les éleveurs doivent faire face à la hausse des charges bien supérieure, ce qui rogne leurs marges.

Progression du prix de base

Le prix de base du lait de chèvre (composition standard 35MG-30MP en vigueur au 1er janvier 2015) s'est établi à 809 €/1 000 litres au 3ème trimestre 2022, en progression de près de 101€ d'une année sur l'autre, soit +14% /2021.

Au 3ème trimestre, le prix de base du lait de chèvre est le plus élevé dans le bassin Bretagne-Pays de la Loire, à 816 €/1 000 litres, soit +15% /2021. Les bassins du Sud-Ouest et Poitou-Centre arrivent ensuite, avec des prix de base qui s'établissent à 813 € et 809 €/1 000 litres respectivement, soit +13% et +14% /2021. Le bassin du Sud-Est ferme la marche avec un prix de base à 767 €/1 000 litres, même s'il enregistre la hausse relative la plus élevée (+17% /2021).

Détérioration de la composition du lait collecté

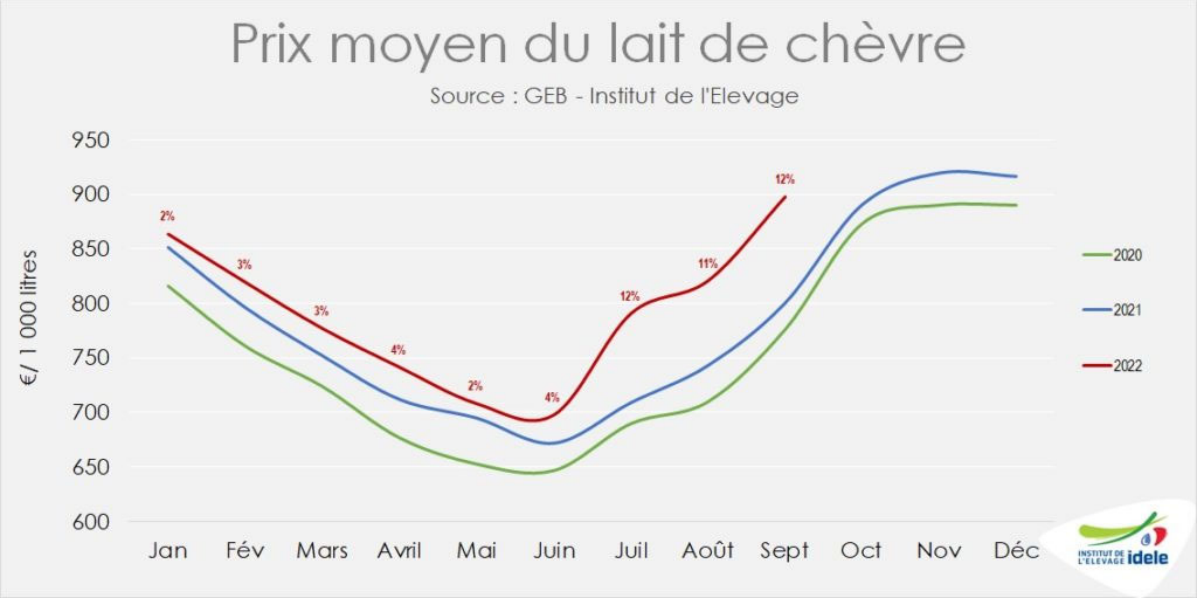
Dans le prolongement d'une tendance baissière amorcée au 2ème trimestre, la composition du lait de chèvre s'est encore dégradée au 3ème trimestre 2022.

Le taux butyreux a faiblement reculé de -2,4 g/l /2021, à 39,4 g/l. La dégradation est la plus marquée dans les bassins Sud-Ouest et Sud-Est en queue de peloton de -3,5% /2021, à 33,5 g/l et 34,2 g/l respectivement. Elle est moindre en Poitou-Centre et Bretagne-Pays de la Loire de respectivement -2,6% et -0,9% /2021, à 35 g/l et 35,7 g/l.

Au 3ème trimestre le taux protéique de la collecte nationale a reculé de -1% /2021, à 33,1 g/l. Excepté dans le Sud-Est où le taux protéique a connu une légère amélioration (+0,5% /2021), la moyenne trimestrielle dans les autres bassins Bretagne-Pays de la Loire, Poitou-Centre et Sud-Ouest a reculé respectivement de -0,9%, -1,2%et -0,9% /2021, à 33 g/l.

Forte progression du prix du lait payé aux livreurs

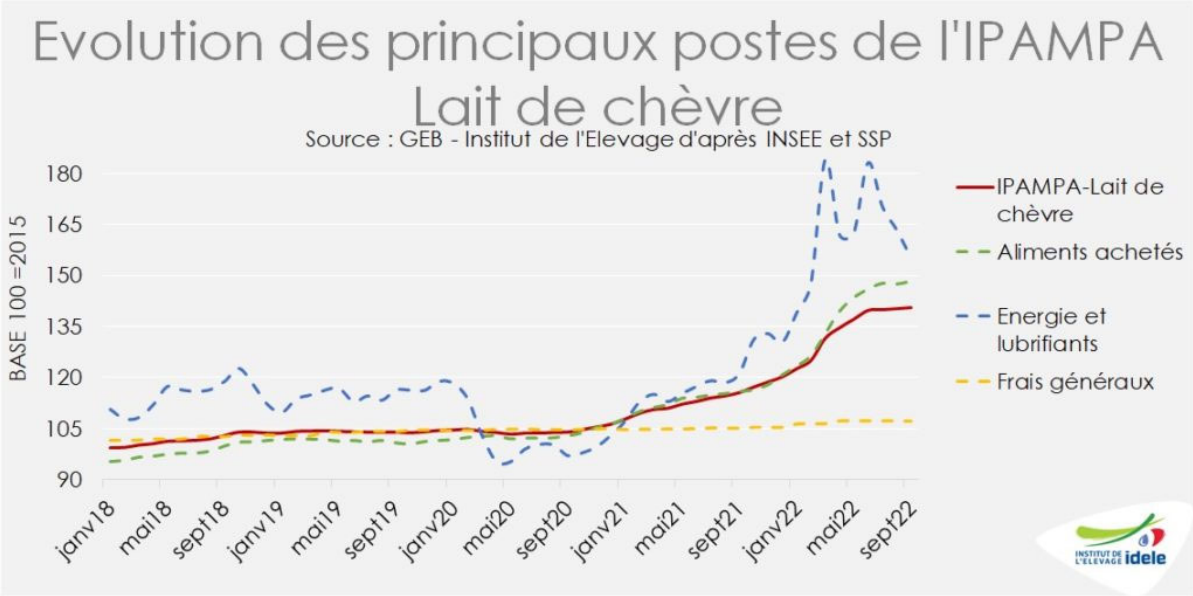
Le prix moyen national du lait de chèvre payé aux livreurs au 3ème trimestre s'établit à 833 €/1 000 litres, une progression de 85 € d'une année sur une autre (+11% /2021). En septembre 2022, le prix moyen payé a progressé de +12% /2021, à 898 €/1 000 litres.



Au 3ème trimestre, le prix moyen plus élevé se trouve dans le bassin Poitou-Centre (840 €/1 000 litres, soit +9% /2021). Arrivent ensuite les bassins du Sud-Ouest (833 €/1 000 litres, soit +12% /2021) et Bretagne-Pays de la Loire (825 €/1 000 litres, soit +10% /2021). C'est dans le Sud-Est qu'il est le plus bas (795 €/1 000 litres, soit +13% /2021).

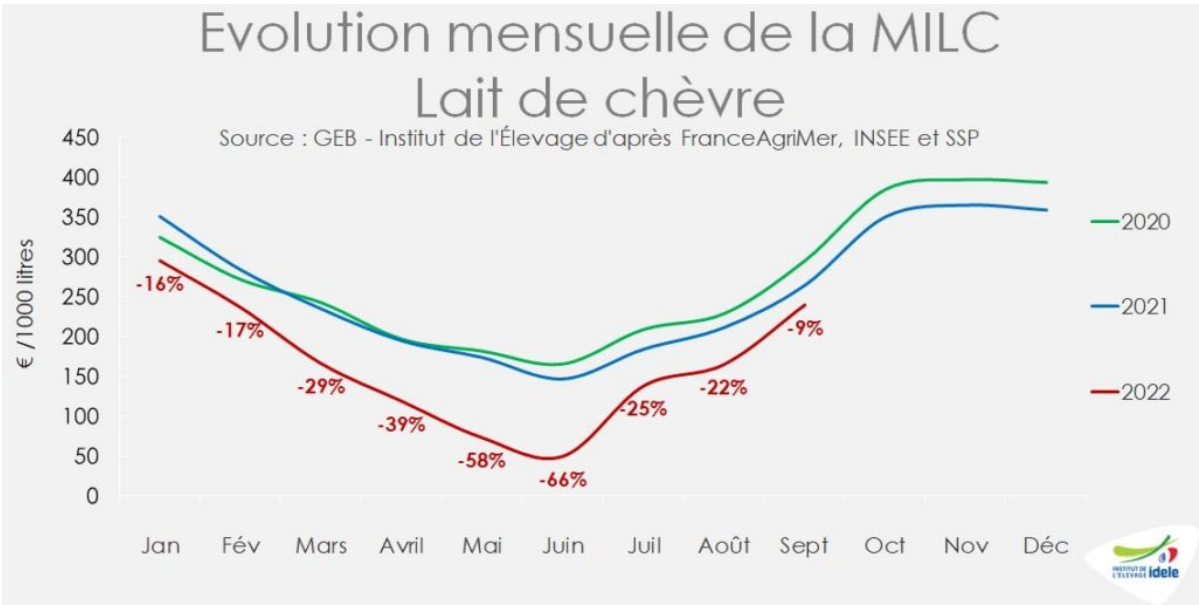
Forte hausse des charges

Simultanément, la hausse des charges en élevage caprin, s'est poursuivie. A l'indice 140,2 au 3ème trimestre 2022 (base 100=2015), l'IPAMPA s'est en effet apprécié de +22% /2021, essentiellement impulsé par la flambée du prix de l'aliment acheté (+29% /2021), poste qui représente 60% des coûts de production indicés dans l'IPAMPA lait de chèvre. La hausse des charges au 3ème trimestre (+22% /2021) rapportée à la hausse des prix moyens payés aux producteurs sur la même période (+11% /2021), montre une dégradation importante de la marge des producteurs.



Forte dégradation de la MILC lait de chèvre

La MILC poursuit sa valorisation saisonnière amorcée depuis juillet 2022. En septembre, elle s'établit à 240 € /1 000 litres, soit un décrochage de -9% /2021. Cumulée sur les 9 premiers mois, la MILC s'est dégradée de -28% /2021.



Les filières lait de brebis des pays du pourtour méditerranéen

Dernière révision le 19 décembre 2022

Soumis globalement aux mêmes enjeux climatiques – et donc de plus en plus exposés à la sécheresse et aux canicules – et disposant tous d'une filière ovin lait, les pays du pourtour méditerranéen (membres de l'UE plus la Turquie) ne sont toutefois pas égaux sur la scène internationale.

La compétitivité de ces filières à l'export varie nettement selon le pays étudié. Tandis que l'Espagne, l'Italie et la Grèce ont suffisamment développé et structuré leur filière et peuvent entrer en compétition avec la filière française, d'autres comme le Portugal ou Chypre, sont soumis à des difficultés de diverses natures qui freinent le développement des produits à base de lait de brebis sur les marchés d'export.

Des pays comme la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie ont un bon potentiel de production mais pas ou peu exploité : un faible taux de collecte, une structuration de la filière faible ou inexistante, et des normes sanitaire qui ne répondent pas aux règles du commerce international.

Ce nouveau *Dossier économie de l'Élevage* reprend les résultats d'une étude commanditée par FranceAgriMer et réalisée par l'Institut de l'Élevage et Triesse Gressard sur les filières lait de brebis de huit pays du pourtour méditerranéen. Après une analyse fine via une multitude d'indicateurs, les huit filières nationales ont été comparées – entre elles et avec la filière française – en se basant sur leur degré de compétitivité à l'internationale. »

DOSSIER OVINS

FILIÈRE LAIT DE BREBIS

N° 532
Septembre 2022

Économie de l'élevage

INSTITUT DE L'ELEVAGE idele



Les filières lait de brebis autour de la Méditerranée : un développement très inégal

- Analyse des principaux indicateurs de compétitivité
- Synthèse de l'analyse de compétitivité des filières étudées
- Monographies : Espagne - Italie - Grèce - Chypre - Portugal - Roumanie - Bulgarie - Turquie

Confédération Nationale de l'Elevage
CNE